

Le Monde

idées

HOSPITALISATION

Une fonction à redéfinir

par le professeur JEAN PECKER (*)

QUE le médecin hospitalier soit ordonnateur de dépenses, nul le conteste. Qu'il soit responsable de l'incidence financière de ses prescriptions est une nécessité. Mais, du jour où il est sollicité de participer à l'effort de maîtrise des dépenses de santé, il peut refuser d'être un exécutant borné et souhaiter qu'une vision plus lucide des fonctions de l'hôpital sous-tende la discussion.

Existant borné le médecin qui se conformerait sans nuance à la circulaire du 28 mars 1979 « n'apportant aucun budget supplémentaire en dépitement par rapport au budget primitif ». Les directeurs de nos hôpitaux ont tenu à rappeler que les plus fortes prévisions de dépassement concernent les produits pharmaceutiques, les produits sanguins, les prothèses et demandent aux médecins de limiter les dépenses résultant des prescriptions médicales. Or le médecin qui est par essence le défenseur du malade ne peut, en présence d'un cas donné se comporter avec la froide

sérénité d'un conseil d'administration discutant d'un budget théorique. Il ne peut accepter de renoncer à certains actes thérapeutiques, même onéreux, parfois même quasi-désespérés. Agir autrement serait ruiner sans retour le contrat de confiance qui lie le médecin à son patient. En outre, la loi fait obligation au médecin de dispenser des soins « conformes aux données acquises de la science ». Le premier ministre viendra-t-il défendre devant les tribunaux le praticien qui, par souci d'économie, aura compromis les chances de guérison de son malade ?

Nous pourrions aussi montrer que le budget global appelle la fraude : s'il n'y a plus de filins au service de radiologie les malades seront adressés à un cabinet radiologique privé par le médecin hospitalier ; économie apparente mais l'hôpital mais dépenses accrues pour l'assurance-maladie !

Murs et lits

Il semble qu'on prenne aujourd'hui conscience de l'étendue des problèmes de dépenses hospitalières en édictant d'urgence des mesures très contraignantes qui risquent d'être plus dangereuses qu'efficaces.

Pour nous le véritable problème se situe au niveau d'une redéfinition de la fonction de l'hôpital. Nous laisserons de côté, bien qu'il ne s'agisse pas d'un aspect négligeable, les missions de formation et leurs conséquences sur le budget. Il est bien certain que la formation des jeunes médecins dans les hôpitaux universitaires, la formation des personnels soignants dans la plupart des établissements restent lourdement sur les dépenses et faussent totalement la comparaison avec les établissements privés.

Ne considérons donc que l'hôpital dans sa fonction d'établissement dispensateur de soins. Depuis des siècles, il est considéré comme un lieu d'hébergement, voire d'isolement. « Ils trouvent l'hospitalité de la porte-louche... connaît et discerne les espèces des maladies et distribue chambre et logis... » (Livre de Vie Active de l'Hôtel-Dieu de Paris - 1482).

Si ce rappel peut paraître caricatural à la fin du XX^e siècle, il n'en reste pas moins que la notion d'hospitalité reste étroitement liée à celle de murs ou de lits. Or, l'évolution des techniques médicales, des traitements, des méthodes de prévention permet de prendre en charge un nombre croissant de maladies en dehors de tout hébergement, sans pour autant compromettre les chances de guérison ou la santé publique.

Certes, il reste d'inevitables hospitalisations : pour les interventions chirurgicales, pour la réanimation néo-natale, pour des affections graves justifiant une surveillance de tous instants, pour quelques syndromes rares nécessitant un grand nombre de recherches et la confrontation entre les différents avis de spécialistes. Mais la tendance actuelle devrait être de réaliser le plus grand nombre possible de diagnostics dans les consultations externes et d'adminis-

trer un maximum d'actes thérapeutiques en « hôpital de jour ». Bien souvent, cet objectif ne peut être atteint car les rendez-vous ne sont pas immédiatement donnés par les services d'explorations et les laboratoires qui sont surchargés. Pour peu que le malade habite à distance de l'hôpital, ce qui est fréquent pour les consultants des C.E.U., on l'hospitalise quelques jours pour faire les examens qui auraient pu être réalisés à titre externe.

Si l'on songe au prix de la journée d'hospitalisation, surtout dans les services de haute technicité, il y a là une source de dépenses qui ne peut être compensée par les petites mais dange-reuses économies prescrites par

les circulaires ministérielles. Il faut admettre que ce qui définit l'hôpital, ce n'est pas sa capacité en lits : ce n'est pas même la qualité des prestations « hospitalières », qui restent souvent mé-

Une évolution des mentalités

Cela justifie une augmentation des moyens en matériel et en personnel médical et para-médical — bien entendu compensée par une réduction des effectifs dans les secteurs d'hospitalisation. Le plateau technique doit être installé dans des locaux permettant une grande flexibilité, car chaque année voit naître de nouvelles techniques qu'il faut pouvoir absorber, cependant que d'autres tombent en désuétude. C'est dire qu'une architecture lourde, rigide et onéreuse n'a pas sa place. A proximité du plateau technique, les services de consultations, d'accueil des urgences, d'archives centrales, d'information hospitalière, trouvent tout naturellement leur place. A très faible distance peut se situer l'édifice réduit d'hospitalisation destiné à la chirurgie, aux services de réanimation générale ou spécialisée, aux problèmes médicaux graves.

Cet hôpital aux dimensions restreintes, tout entier centré sur le plateau technique, pourrait être complété par des structures hospitalières simples, destinées à accueillir des malades en cours d'examen et éventuellement leurs familles. Leur gestion gènerait à être distincte de celle de l'hôpital proprement dit.

Renoncer au rationnement en lits implique certes une révision des choix budgétaires, mais nécessite aussi une évolution des mentalités. Le maître, président du conseil d'administration, le directeur général, tirent gloire ou

diocèse même et leurs prix dépassent de beaucoup ceux du Hilton. L'hôpital doit offrir avant tout un « plateau technique » sûr, efficace et rapide, capable de satisfaire immédiatement les besoins des hospitalisés et des consultants externes.

profit de la capacité de « leur » hôpital. Quant au médecin, il a été habitué depuis le début de ses études à un découpage en « services » et ne paraît pas prêt à abandonner cette rigidité cadastrale.

Les mesures actuelles qui empêchent l'ouverture d'hôpitaux programmés dans le cadre d'un plan directeur approuvé depuis plusieurs années et qui ne proposent en regard, aucune solution constructive, ne régleront pas les difficultés budgétaires des organismes d'assurance-maladie. Pour avoir participé activement, sous la direction du préfet de région à l'élaboration du plan médico-hospitalier breton en 1973, l'auteur de ces lignes peut affirmer qu'il n'y avait aucune mesure dans les projets d'extension ou de rénovation des hôpitaux d'une région peu favorisée sur le plan sanitaire.

A des décisions prises sous la seule pression des nécessités budgétaires des médecins — et probablement des directeurs d'hôpitaux qui ont la tâche impossible d'appliquer les mesures gouvernementales — voudraient voir se substituer une refonte du fonctionnement hospitalier. Nous ne voulons pas, quant à nous, continuer à confondre l'économie de la santé et les économies de santé.

(*) Professeur à l'université de Rennes, président honoraire de la commission nationale des présidents de commissions médicales consultatives.

Don Juan aux enfers

par GABRIEL MATZNEFF

EN voyant le sublime Don Giovanni, de Joseph Lloy, et en considérant le jeu vibrant, électrique, de Ruggero Raimondi, personne ne peut plus douter qu'il est naturel, et même nécessaire, que Don Juan bascule avec une soudaineté extrême de la grande santé dans la mort. On n'imaginerait pas Don Juan saisi par les infirmités de la vieillesse. On n'imaginait pas Don Juan grabataire. La décrépitude, c'est pour les autres. Don Juan, lui, doit être d'acier. Il est toujours bondissant, pétant le feu, tel un faune aux aguets. Hiver comme été, sa mine est superbe, et à l'article de la mort, il attendra encore des compliments sur son teint bronzé. C'est en pleine forme qu'il passera de la plénitude au non-être, et de la surabondance du péché au tribunal du Christ.

En vrai libertin

Cela ne signifie pas que Don Juan ignore la maladie. En vrai libertin, Don Juan a un appétit vorace : c'est un dévoreur de viandes et un videur de bouteilles. Aussi, n'échappe-t-il pas à de périodiques crises de cette maladie de la pierre dont Montaigne écrit qu'elle est le privilège des gentilshommes : il est accablé d'appeler en pleine nuit S.O.S. Médécine pour la pierre qui le délivrera de l'atroce douleur : il peut même d'aventure se faire hospitaliser, et les services urologiques de Cohnin et de Necker n'ont pas de secret pour lui.

En dépit de ces épreuves néphrétiques, Don Juan refuse la maladie. Pourquoi ? Parce que, plus qu'aucun autre homme,

Don Juan est prisonnier du temps. Il n'a pas une heure à perdre. Son drame, c'est la chronologie. Non seulement parce que les années, en s'écoulant, rident le front, blanchissent les tempes, font le coufle plus bref et la jambe moins alerte ; mais aussi parce qu'une journée de Don Juan est plus féconde en aventures que ne l'est un mois de la vie des personnes ordinaires. Malheureusement, la nature a refusé à Don Juan la grâce d'une temporalité particulière : pour lui aussi, les journées n'ont que vingt-quatre heures. C'est peu, beaucoup trop peu. Déjà, il faut dormir. Si, en outre, il fallait perdre du temps à être malade, la vie se désolait comme un songe. Ce n'est pas possible.

L'hôpital est, avec le caserne et la prison, un des lieux où le rythme conjugué est le plus radicalement nié. A l'hôpital, le temps n'existe pas. Dehors, le soleil brille. Dans la rue, les piétons et les automobiles vont vers des choses, des êtres, des événements. Mais pour le malade entre ses murs blancs, le monde extérieur est abol. L'hôpital est un univers clos, comme l'enfer.

Retranché de la vie

L'enfer, pour Don Juan, ce n'est pas d'être précipité, comme Raimondi dans le film de Losey, parmi les flammes de la damnation. L'enfer, ce serait d'être, vivant, retranché de la vie, amou-reux exclu de l'amour. Certes, nous savons que Chronos dévore sans pitié ses enfants : chaque jour qui passe nous grignote. Mais en attendant l'heure ultime, l'impétueux, le gaillard, le valide Don Juan veut vibrer à tous les souffles de l'aventure.

Sur la maîtrise des dépenses

par le docteur A. T. LACHAND (*)

POUR le public, les principaux responsables de l'accroissement des dépenses hospitalières sont les médecins qui travaillent dans les hôpitaux. Cette opinion est partiellement vraie, mais un long exercice à l'hôpital public peut amener à tempérer cette affirmation : les médecins ne sont pas seuls responsables de la mauvaise gestion hospitalière. Un certain nombre de structures archaïques ou de corps administratifs porte leur part de responsabilité et méritent donc d'être réformés.

Il faut d'abord savoir qu'il est difficile, pour un médecin travaillant dans un grand hôpital universitaire moderne, de bien gérer son service, et cela pour deux raisons : la gestion d'une grosse entreprise moderne est un métier qui s'apprend, tout comme la médecine : on ne saurait reprocher aux médecins des hôpitaux de ne pas avoir la gestion mûre. A l'inverse, il serait absurde qu'ils sous-emploient leurs connaissances scientifiques ou techniques en consacrant trop de temps à ces problèmes. Les moyens de gestion sont faibles : le secrétariat du service, parent pauvre du budget hospitalier,

est délaissé (surtout la plupart des « grands patrons » parisiens écrivent encore leurs lettres à la main ?). Le dialogue entre le corps médical et l'administration hospitalière est souvent difficile : englobés dans leur prestige technique les médecins ne trouvent que rarement en face d'eux des administrateurs qui leur parlent d'égal à égal, et du fait de la centralisation abusive des organisations hospitalières, ces administrateurs de haut niveau ne vivent pratiquement jamais à l'hôpital même.

Il faut savoir ensuite que cette notion de bonne gestion est ambiguë du fait de la divergence d'intérêt entre deux organismes qui pourtant gèrent tous deux des fonds publics : l'administration hospitalière et la caisse de Sécurité sociale. Pour le directeur de l'hôpital comme pour le directeur d'une clinique privée, un bon service c'est celui qui remplit les caisses de l'établissement en vendant celles de la Sécurité sociale et un bon patron c'est celui dont le service est plein. A l'opposé, le chef de service qui cherche à diminuer le nombre ou la durée des hospitalisations prend le risque de voir son service se vider, ce qui peut entraîner la suppression de la clinique ou la réduction du nombre de lits ; or, dans le système actuel, la réduction du nombre de lits est l'équivalent d'une sanction. En effet, qu'est-ce qu'un grand service ? C'est le chef d'un grand service doté de nombreux lits, d'un personnel nombreux, de moyens d'investigation modernes, donc coûteux. En un mot, c'est un homme qui ordonne le maximum de dépenses.

Ces problèmes d'économie et de gestion se révèlent difficiles et ambigus, bon nombre de médecins

hospitaliers s'en désintéressent. Cette désaffection est particulièrement nette chez les plus jeunes, internes ou assistants, qui sont pourtant de gros prescripteurs mais qui, du fait de l'archaïsme structurel monarchique des services, confiant toute l'autorité au seul patron, ne se sentent absolument pas touchés par ces problèmes.

Les médecins des hôpitaux et des professeurs ont de part leur statut, de hauts fonctionnaires bénéficiant d'une sécurité de l'emploi que certains jugent même excessive. Trop de fautes professionnelles, autrement plus graves, ont été étouffées pour que l'on imagine l'administration ou le ministre sanctionnant un grand patron pour prescription abusive. Le seul organisme qui pourrait et devrait intervenir dans ces questions financières, c'est l'organisme payeur, c'est-à-dire la caisse de Sécurité sociale. La caisse de Sécurité sociale peut théoriquement contrôler l'hôpital public comme elle contrôle la clinique privée. Mais, contrairement à ce qui se passe dans le secteur privé, elle n'a aucun moyen de rétorsion contre l'hôpital public. Bien au contraire, le gouvernement l'oblige à verser à l'hôpital un prix de journée déterminé a posteriori pour combler le déficit dû à sa mauvaise gestion. Se sentant totalement impuissants et, par ailleurs, copieusement méprisés par leurs confrères de l'hôpital, les médecins contrôleurs de la Sécurité sociale n'y font plus que de rares et furtives visites.

Quatre types de mesures

La situation actuelle paraît donc bien peu favorable à un redressement financier pourtant indispensable. Sans prétendre bouleverser tout le monde hospitalier, quatre types de mesures permettraient peut-être d'améliorer la gestion des établissements : 1) supprimer les services hospitaliers tels qu'ils sont actuellement organisés en France, c'est-à-dire comportant un nombre de lits déterminés. Il s'agirait en d'autres termes de désactue-

n'était doté d'un nombre de lits fixe. Ainsi fonctionnerait l'immense majorité des cliniques privées et bon nombre de grands hôpitaux universitaires étrangers. C'est par exemple le cas des hôpitaux universitaires de Californie. Le service se consisterait qu'une équipe médicale et ses secrétaires, et son territoire propre est réduit au bureau des médecins. C'est l'administration de l'hôpital qui gère les lits d'hospitalisation répartis en quelques grandes catégories (médecine, chirurgie, soins intensifs, etc.). Une équipe médicale donnée prendrait donc les soins à des malades qui peuvent être répartis de façon variable dans l'hôpital.

Les inconvénients d'un tel système (moins bon contrôle du corps infirmier par les médecins) paraissent minces face aux avantages qu'ils comportent : les médecins sont déchargés des soucis de gestion, qui sont confiés à des spécialistes ; ils sont définitivement exempts de la coûteuse tentation de « remplir » la serviette ; quant au problème de direction du personnel infirmier et d'utilisation des lits, il est évidemment plus simple de les résoudre une seule fois à l'échelon de cinq cents ou mille lits d'hôpital que de les multiplier par dix quand l'hôpital comporte dix services indépendants ; il est enfin beaucoup plus facile pour l'administration de créer, de multiplier ou de supprimer de tels services sans territoire selon les besoins des consultants et des urgences et selon les lits dont elle dispose et dans de mieux moduler l'activité de l'hôpital selon les besoins de la population qu'il dessert.

2) Rééquilibrer les relations entre l'administration et le corps médical. — L'administration doit être confiée à des gestionnaires de haut niveau dont les compétences soient en rapport avec les sommes qu'ils administrent, qui résident sur place.

Une véritable autonomie financière

La désactuation des lits telle que nous la proposons plus haut renforcerait d'ailleurs certainement l'autorité de l'administration face au corps médical. Cette proposition implique, bien entendu, une véritable autonomie financière et d'investissement des hôpitaux, c'est-à-dire une véritable décentralisation des grands ensembles telle que l'Assistance publique à Paris.

3) Instaurer, comme dans d'autres domaines de l'économie, une politique de vérité des prix. Les moyens informatiques permettent actuellement de facturer séparément pour chaque malade, les frais hôteliers et de surveillance infirmière, frais de pharmacie et les frais d'exploration ou d'actes thérapeutiques. Tous ces frais doivent être portés à la connaissance des médecins, depuis l'interne jusqu'au patron, pour qu'ils connaissent le coût de leurs actes. Ils doivent aussi permettre un contrôle des coûts des traitements infiniment plus précis que ce prix de journée global artificiellement et arbitrairement fixé chaque année a posteriori en fonction du déficit des hôpitaux, ou pire encore, de ce « budget global annuel » dont on parle actuellement, et qui serait, lui encore plus arbitrairement pré-

déterminé en fonction de la santé économique du pays.

4) Permettre aux caisses de Sécurité sociale de contrôler réellement les dépenses de l'hôpital public comme elles contrôlent celles de l'hôpital privé en leur donnant la possibilité de déclencher une enquête quand l'activité d'un service lui paraît trop dispendieuse ou quand les assurés se plaignent de la qualité de l'hospitalisation ou de celle des soins. Si, selon les résultats de cette enquête, les organismes payeurs devaient disposer de moyens d'exécution sur l'hôpital qui pourraient être des refus de remboursement de soins ou même une participation directe à l'administration des hôpitaux publics. Aucune de ces quatre mesures ne prétend être originale. Bien au contraire, toutes sont éprouvées et ont largement fait la preuve de leur efficacité. Elles n'empêcheront certainement pas les dépenses d'hospitalisation de croître avec les progrès de la médecine. Mais elles devraient permettre d'améliorer la gestion des hôpitaux, première étape pour maîtriser la croissance de ces dépenses.

(*) Ancien interne des hôpitaux de Paris, chirurgien attaché au C.E.U. Henri-Mondor de Créteil.

PAYOT

POUR LA RENTRÉE

Après le succès de

LA MYSTIFICATION PEDAGOGIQUE

de Bernard Charlot

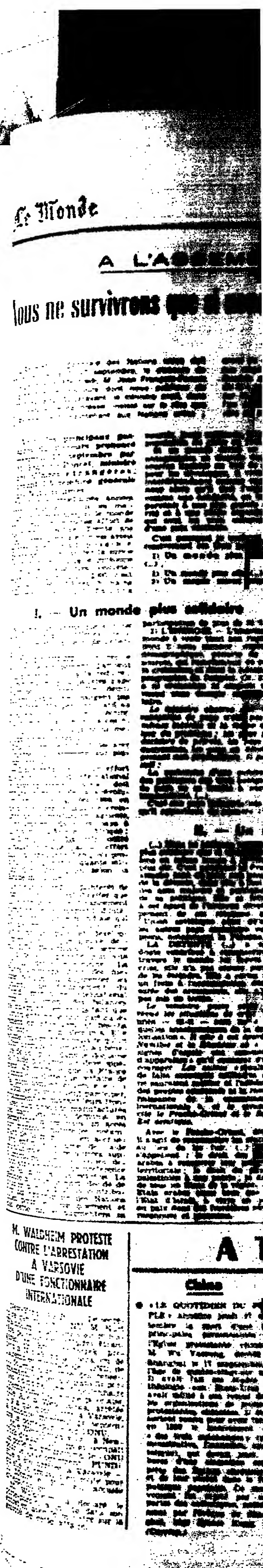
l'école aux enchères

l'école et la division sociale du travail

BERNARD CHARLOT et MADELEINE FIGEAT

inédit en poche PBP n° 360

106, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



Le Monde

étranger

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

Nous ne survivrons que si nous résolvons deux problèmes : celui de la pauvreté et celui de l'énergie

déclare M. Jean François-Poncet

L'Assemblée générale des Nations unies doit entendre, ce jeudi 27 septembre, le discours de M. Huang Hua. Mercredi, M. Jean François-Poncet a prononcé le discours dont nous publions de larges extraits. Auparavant, le ministre avait, dans une conférence de presse, insisté sur le rôle que la France tient maintenant aux Nations unies :

Voici les principaux passages du discours prononcé mercredi 26 septembre par M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, devant l'Assemblée générale des Nations unies. Les trente prochaines années seront décisives : tous les malheurs sont possibles, si le monde ne fait pas un immense effort de discipline collective. Trente ans sans guerre générale : nous avons montré que c'était possible. Trente ans pour assurer la survie de l'humanité : voilà le problème qui nous est posé, très concrètement, car d'ici l'an 2000 c'est deux milliards d'êtres humains supplémentaires qu'il faudra

nourrir. Deux milliards, c'était la population du globe en 1925. Si un monde divisé en blocs antagonistes se dispute des ressources limitées au lieu de s'unir pour les développer, il vivra son interdépendance comme une menace alors qu'il doit l'organiser comme une solidarité, en vue de parvenir à une plus grande sécurité et à une réelle organisation, qui sont les trois composantes d'une paix véritable. C'est pourquoi je traiterai successivement ces trois points :

- 1) Un monde plus solidaire
- 2) Un monde plus sûr
- 3) Un monde mieux organisé

I. — Un monde plus solidaire

Nous ne survivrons que si nous résolvons deux problèmes : celui de la pauvreté et celui de l'énergie. La pauvreté ne recule pas, le développement ne parvient à la contenir, non à la réduire : les régions les plus pauvres s'appauvrissent encore. Un demi-milliard d'êtres ne mangent pas à leur faim. Un demi-milliard au moins ne savent ni lire ni écrire. Plus d'un milliard n'ont accès ni à l'eau potable ni aux soins médicaux élémentaires. Tous ensemble il faut déclarer la guerre à la pauvreté, sur plusieurs fronts :

— L'alimentation. — Un effort majeur, national et international de développement rural doit prendre la relève de la « révolution verte » des années 1960, en vue d'améliorer le taux de croissance de la production agricole, et notamment dans les pays à bas revenus d'Asie et d'Afrique. — L'emploi. — La lutte contre la pauvreté passe par un effort massif de créations d'emplois productifs : cinq cent cinquante millions d'êtres humains, selon la Banque mondiale. — Le financement. — L'intérêt de tous les pays est d'éviter que des contraintes de financement n'arrêtent le mouvement d'intégration économique mondiale qui est désormais lancé. Or l'endettement des pays en développement a plus que doublé depuis 1974. Désormais, le service de la dette augmente plus vite que la dette elle-même. La France appuiera donc des mesures tendant à augmenter les capacités de financement du Fonds monétaire international pour l'ajustement des balances des paiements, en souhaitant que l'action entreprise soit particulièrement orientée vers les besoins des pays les plus défavorisés. Elle estime également et personnellement que l'effort accru soit consenti au bénéfice de ces pays dans le domaine de l'aide publique au développement. Je rappelle que la France a annulé la dette que certains de ces pays avaient envers elle. Tous les pays doivent participer, notamment en ouvrant leurs frontières aux produits manufacturiers des pays les plus démunis, en permettant à ces pays un accès aux richesses naturelles, notamment de la mer. En accordant enfin le volume de l'aide multilatérale, les ressources supplémentaires ainsi obtenues devant être orientées de préférence vers les pays à bas revenus. La France a, pour sa part, décidé de doubler d'ici à 1981 sa contribution au programme des Nations unies pour le développement et de cette année augmentera sa

participation de plus de 50 % (1). L'ENERGIE. — L'urgence du monde à venir vient aux ruptures dont il nous menace : explosion démographique, pénurie de ressources, qui rendent en cause la croissance et donc la nécessaire progression de l'emploi. Or, il n'y a ni croissance ni emplois nouveaux sans énergie supplémentaire. Le ministre observe que trois catégories de pays n'ont pas les mêmes intérêts ni la même analyse du problème : les pays producteurs de pétrole, les pays industrialisés, les pays en développement non producteurs. Il poursuit :

La recherche d'une cohérence des politiques des trois catégories de pays ne se heurte à aucune impossibilité. Les pays industrialisés, les pays en développement non producteurs, il leur appartient de prendre l'initiative de la rigueur parce qu'ils sont les principaux consommateurs. Les déclarations prises à Tokyo en juin dernier constituent un tournant capital. Les engagements de plafonnement des importations pétrolières qui ont été pris ont une double signification :

D'une part, rompre le lien entre la poursuite de la croissance économique des pays industrialisés et la croissance des importations pétrolières. Une croissance soutenue mais sobre des pays industrialisés s'alimentera désormais à d'autres sources d'énergie que le pétrole. D'autre part, laisser à l'usage des pays en voie de développement l'énergie pétrolière qui leur est indispensable. Je ne doute pas que les pays producteurs de pétrole ne mesurent l'importance de ce grand changement. Dès lors que les pays industrialisés s'engagent effectivement dans la voie de la maîtrise de leurs importations pétrolières, les pays producteurs seront en mesure, dans la gestion de leurs ressources, de prendre en considération les répercussions de leurs décisions sur l'économie mondiale. Toute rupture d'approvisionnement, toute remise en cause des prix atteints présentement auraient sur l'économie mondiale des conséquences désastreuses. M. François-Poncet exprime alors son intérêt pour les projets d'investissements énergétiques de la Banque mondiale, la conférence des Nations unies de 1980 sur les énergies nouvelles et renouvelables et la proportion du groupe des 77 (tiers-monde) d'engager à l'ONU des négociations globales avec le monde développé.

II. — Un monde plus sûr

Ces trois principes forment un ensemble. On ne saurait les dissocier. Ils valent pour toutes les parties concernées, y compris — les Nations unies — le souligner — pour l'Organisation de libération de la Palestine. Cela suppose que de part et d'autre fasse l'effort de rendre enfin à l'évidence : ces deux grands peuples, le peuple d'Israël et le peuple palestinien, ne pourront indéfiniment reculer le moment de leur reconnaissance mutuelle. Il faudra bien que le dialogue s'éclaircisse, que cessent les exclusivités et que tous les protagonistes acceptent de se parler. Certains indices nous donnent l'espoir que ce moment approche. Enquêtant ensuite la situation au Cambodge, M. François-Poncet déclare :

A l'oppression sanglante d'un régime inhumain a succédé le drame de l'invasion étrangère. La péninsule indochinoise a été une fois de plus précipitée dans la guerre. Mon gouvernement a en son temps demandé avec d'autres le retrait sur les frontières intérieures de la péninsule indochinoise. Je constate que ce retrait n'a pas été général. La France ne saurait admettre que le Cambodge devienne l'enjeu et le champ clos d'un affrontement qui le dépasse et auquel il est parfaitement étranger. Le Cambodge a le droit, comme tout

autre Etat, de voir respecter son indépendance et son intégrité. Son peuple, menacé dans son existence même à l'heure où je parle, a le droit de vivre et de se développer souverainement dans la paix et l'unité avec ses voisins en se dotant d'un gouvernement représentatif des diverses tendances politiques du pays. L'exercice de ses droits est indispensable à la reconstruction de ce pays ravagé comme à la sauvegarde de la paix dans la région. Il n'est pas compatible avec la présence d'une armée étrangère sur son sol.

Il ne suffit pas de désamorcer les causes de la violence, dit alors le ministre, il faut encore maîtriser l'ampleur démesurée de ses instruments, c'est-à-dire aller vers un véritable désarmement. M. François-Poncet rappelle les grandes lignes de l'approche nouvelle que M. Giscard d'Estaing a exposée à la tribune de l'ONU : droit de chaque Etat à la sécurité, universalité de l'engagement, approche régionale.

Depuis la session spéciale du printemps 1978, dit-il, un certain nombre de progrès ont été enregistrés. Entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, l'accord SALT 2 a été signé. La France appuie l'importance de cet accord en en étant encore qu'à la phase d'un véritable désarmement. Le niveau auquel se situent les moyens nucléaires des deux signataires est non seulement considérable, mais il est encore appelé à s'accroître dans les prochaines années. C'est à l'abaissement très substantiel de ce niveau qu'il faut tendre. Les Nations unies, et en particulier les négociations auxquelles SALT 2 devrait ouvrir la voie. La France ne pourrait, pour ce qui la concerne, fonctionner que si la disproportion qui subsiste entre ces deux arsenaux et celui dont elle dispose pour assurer la sécurité et la crédibilité de sa dissuade, venait à changer de dimension.

En Europe, la France a proposé la réunion d'un colloque européen sur la confiance et le désarmement effectif, en distinguant les armes qui servent la dissuasion et la sécurité de celles qui pourraient alimenter la menace et le conflit. Ce colloque, en définissant un cadre géographique cohérent et significatif, sa proposition vise à tenir compte des données spécifiques de la situation européenne.

Le ministre rappelle les propositions françaises pour un institut international du désarmement et une agence internationale de satellites de contrôle. Dans le même sens, dit-il, l'annonce aujourd'hui que la France se propose d'organiser à Paris un colloque international sur le thème « la science pour le désarmement ». Ce colloque vise

Critiqué pour le rôle qu'a joué la France à Bangui, M. François-Poncet a déclaré, au cours de cette conférence de presse, que Paris n'avait pris la décision d'intervenir qu'à la demande de responsables centrafricains décidés à libérer leur pays d'un tyran, et après le dépôt des conclusions de la

commission des magistrats africains qui avaient enquêté sur les atrocités de Bokassa. « Le fait que le changement s'est opéré — sans effusion de sang — a été exemplaire en Centrafrique », a dit M. François-Poncet, sans d'ailleurs convulser tous ses interlocuteurs, indique notre correspondant à New-York.

rait à associer plus étroitement la communauté scientifique à l'entreprise du désarmement, en lui demandant d'y apporter sa contribution intellectuelle et morale. La diversité rapproche les hommes parce qu'elle les invite au dialogue et à l'échange. Les disparités les éloignent parce qu'elles les divisent et les opposent. Comment faire en sorte de préserver la première et d'effacer les secondes ?

Permettez à l'Européen que je suis de faire état de son expérience. Les nations européennes, il y a trente ans, sortaient du conflit mondial épuisées et ruinées. Trente ans ont passé. Ces mêmes nations, grâce à l'aide reçue, grâce à leur propre effort, mais grâce aussi à la coopération étroite qu'elles ont nouée entre elles, ont retrouvé leur place dans le monde. Sans recourir à leur personnalité ni à leur indépendance, elles ont formé une communauté qui aujourd'hui, du seul fait qu'elle existe et qu'elle a manifesté sa capacité d'agir, constitue un élément essentiel de l'équilibre international. Certains ont pu craindre qu'en s'organisant, l'Europe ne se ferme. Une expérience de plus de vingt ans maintenant démontre le contraire. La communauté européenne est, à coup sûr, parmi les ensembles de dimension comparable, le plus ouvert sur le monde.

En resserrant leur coopération, en renforçant leur cohésion, les pays européens n'ont pas donné naissance à un bloc. Le cas de l'Europe est significatif. Ce n'est pas, c'est de moins en moins un cas isolé. Partout, on assiste au progrès des solidarités régionales. Les phénomènes sont trop généraux pour ne pas rejoindre un besoin universel de solidarité. Le monde pluraliste et multipolaire dont on préfigure l'avènement sera différent du monde d'hier. La conviction de la France, c'est qu'il sera un monde meilleur. Aussi longtemps qu'il n'y a que deux camps, les gains de l'un apparaissent inévitablement comme des pertes pour l'autre, la logique de leurs rapports est celle de l'affrontement : le seul compromis possible est le statu quo, c'est-à-dire l'immobilisme. Au contraire, la multipola-

tion des pôles donne plus de souplesse à l'équilibre général, favorise les évolutions nécessaires, facilite la solution des conflits locaux. Le rôle positif joué par l'Organisation des Etats américains dans l'évolution du Nicaragua, le concours décisif des Etats africains à une solution pacifique du problème éthiopien en sont des témoignages significatifs.

Les derniers événements de Centrafrique en fournissent une nouvelle et claire illustration. Ce sont les Africains qui, conformément aux décisions prises à la conférence de Kigali, ont eux-mêmes établi et condamné les atrocités perpétrées. Ce sont l'ancien président de la République Centrafricaine, le premier ministre en exercice et d'autres personnalités qui ont pris l'initiative de libérer leur pays. La France, qui avait dès le début des conclusions de la commission des magistrats africains suspendu son assistance, a répondu positivement à la demande que les nouvelles autorités lui ont exprimées sur place. C'est ainsi qu'une tyrannie a pu être éliminée sans effusion de sang.

Pour la paix du monde comme pour la dignité de chaque homme, l'Organisation des Nations unies est une garantie décisive. Elle l'a montré en maintes circonstances, que ce soit en rappelant les principes et en disant le droit, que ce soit en agissant et en faisant appel au concours des Etats. Ainsi, dans le drame des réfugiés de l'Asie du Sud-Est, notre organisation, agissant dans le droit fil de sa vocation pacifique et humanitaire, a joué le rôle irremplaçable. Les efforts de notre organisation et de nos Etats pour répondre à l'urgence des situations de désespoir ne doivent pas pour autant nous faire oublier l'espérance inextinguible de millions d'hommes prisonniers de la misère.

(1) La contribution de la France au P.N.U.D. principe programme facultatif des Nations unies, est de sept milliards de dollars. Elle a pour 50 millions de dollars par la R.F.A. et 45 millions de dollars par la Grande-Bretagne. (N.D.L.R.)

M. WALDHEIM PROTESTE CONTRE L'ARRESTATION A VARSOVIE D'UNE FONCTIONNAIRE INTERNATIONALE

New-York (A.F.P.). — Le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a demandé au ministre polonais des affaires étrangères, M. Emil Wojciechowski, de lui fournir d'urgence des renseignements sur les accusations portées contre une fonctionnaire internationale d'origine polonaise, Mme Alicja Wesolowska, arrêtée il y a quelques jours à Varsovie, a annoncé mercredi 26 septembre le porte-parole de l'ONU. Mme Wesolowska vivait à New-York depuis huit ans et occupait un poste au programme de l'ONU pour le développement (POND). Elle a été arrêtée à Varsovie — où elle se trouvait en route pour la Mongolie. Elle est accusée d'espionnage. M. Waldheim a déclaré le porte-parole, a insisté dans son entretien avec le ministre sur la gravité de cette affaire.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

« LE QUOTIDIEN DU PEUPLE » annonce jeudi 27 septembre la mort d'une des principales personnalités de l'Eglise protestante chinoise, M. Wu Yaowang, décédé à Shanghai le 17 septembre, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Il avait fait ses études de théologie aux Etats-Unis et avait milité à son retour dans les organisations de jeunesse protestantes chinoises. Il était surtout connu pour avoir fondé en 1950 le mouvement dit « des trois autonomes » (administrative, financière, apostolique), qui devait jeter les bases d'une sinisation complète des Eglises chrétiennes et de leur statut dans la République populaire. Ce mouvement fut réprimé par une partie des catholiques, notamment par l'évêque de Shanghai, Mgr Ignace Kung. (Corresp.)

Etats-Unis

ALEXANDRA TOLSTOI, DERNIERE FILLE SURVIVANTE de l'auteur de Guerre et Paix, est morte mercredi 26 septembre à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, a annoncé à New-York un porte-parole de la Fondation Tolstoy. Alexandra Tolstoy avait été la secrétaire de son père de 1901 à 1910, et avait travaillé de 1917 à 1925 à l'édition complète de ses œuvres. Empisonnée pendant deux mois après la révolution bolchevique, elle s'était réfugiée aux Etats-Unis au début des années 30. Elle avait écrit plusieurs livres sur l'œuvre de son père. — (A.F.P.)

Pakistan

LE GENERAL ZIA UL HAQ, président du Pakistan, a laissé entendre qu'il pourrait annuler les élections générales prévues pour le 17 novembre prochain. Le président pakistanais,

dans un discours à Quetta, capitale de la province du Balouchistan, a ajouté qu'il s'agissait ainsi de l'intérêt national l'exigeait. Les élections générales, d'abord annoncées pour octobre 1977, avaient déjà été repoussées par le général Zia jusqu'à l'installation d'un « climat favorable » dans le pays. — (A.F.P.)

Union soviétique

LES DELEGATIONS SOVIETIQUES ET CHINOISES ont pourparlé de Moscou sur la normalisation des relations entre les deux pays devant avoir, ce jeudi 27 septembre, une première séance de travail. Les chefs des délégations ne devaient pas participer à cette réunion au cours de laquelle la date officielle d'ouverture des négociations devait être débattue. M. Brejnev a d'autre part reçu mercredi, à Moscou, le premier ministre soviétique, M. Kirylov. — (Corresp.)

Un code de survie pour l'humanité.

jean dorsi

LA FORCE DU VIVANT

« Livre de réflexion solide, sans complaisance, écrit par un authentique écologiste sur l'évolution de notre civilisation, son passé, son présent, ses possibilités d'avenir. »

Louis Leprieux-Ringuet
de l'Académie française.

un volume de 272 pages

FLAMMARION

Le débat sur les programmes communautaires d'armement s'est achevé sans conclusion

● *L'Union soviétique* aurait actuellement près de 3 000 soldats sur l'île de Shikotan, l'une des quatre îles du sud de l'archipel.

des Kouriles qu'elle occupe depuis la guerre. Cette information, rendue publique mercredi 26 septembre à Tokyo, aurait pour origine les services de renseignements américains. Selon les mêmes sources, l'U.R.S.S. entretiendrait au total une division sur trois des quatre îles dont la souveraineté est contestée. — (Corr.)

le 10 octobre, annonce un communiqué commun publié mercredi 26 septembre à l'issue des entretiens qui se sont déroulés depuis lundi entre le président Goukoni Oueddei et le vice-président Kamougue, chef des *«audistes»*.

PHILIPPA LEWIS

● **L'Union soviétique** aurait actuellement près de 3 000 avions sur l'Ile de Shikotan, l'une des quatre îles au sud de l'archipel du Kouriles, disputées depuis la guerre. Cette information rendue publique mercredi 30 septembre par le journal communiste soviétique *Pravda*, confirme les services de renseignements américains. Selon les mêmes sources, l'U.R.S.S. entreprendrait une opération militaire postérieure à la fin de l'été, consistant à reprendre des quatre îles dont la souveraineté est contestée.

(C. J. R.)

● **Le gouvernement d'union nationale** de transition prévu pour les accords de Lagos sur la réconciliation tchadienne sera formé, le 10 octobre, annonce un communiqué officiel du gouvernement nigérien. Les membres du conseil des ministres seront élus le 26 septembre à l'issue des entretiens qui se sont déroulés depuis le 10 septembre à Niamey. Parmi les participants figurent Koussou Oueddi et le vice-président Kamougue, chef des «su-

IES

De notre correspondant

de journaux.

En outre, précise le rapport, beaucoup de personnes dans le monde ont « disparu » après avoir été arrêtées par des paramilitaires ou des forces de sécurité œuvrant en dehors de la légalité, mais bénéficiant toutefois du consentement des autorités.

L'organisation d'aide aux détenus politiques déclare avoir reçu des informations faisant état de la mort de 120 personnes, dont 68 hommes et 52 femmes, âgés de dix-huit jours jusqu'à 80 ans, et aboli totalement la peine de mort et huit autres l'ont abolie en

Capis d'Orient
ouvert du lundi au samedi inclus, de 10 heures à 19 heures
4, rue de Penthièvre (8°) - 265.90.44
Métro Miramont

[illegible]

LE VOYAGE DU PAPE

DU 28 SEPTEMBRE AU 7 OCTOBRE

Jean-Paul II se rend en Irlande et aux Etats-Unis

Après le Mexique en février et la Pologne en juin, Jean-Paul II va faire à la fin de ce mois le troisième grand voyage de son pontificat en République d'Irlande et aux Etats-Unis. Du 28 septembre au 1^{er} octobre, la première étape le mènera dans cinq villes irlandaises : Dublin, la capitale, où il sera reçu par le président Patrick Hillery ; Drogheda, où se trouve le tombeau de saint Oliver Plunkett, archevêque d'Armagh et primat d'Irlande, puis par les Anglais à Londres en 1881 ; Galway, sur la côte occidentale de l'île ; Knock, sanctuaire marial où, il y a un siècle, quinze paysans auraient eu une vision de la Vierge, de saint Jean-Baptiste et de saint Joseph sur un mur de l'église, et Limerick, qui passe pour être la ville la plus catholique du pays.

Du 1^{er} au 7 octobre, pour la deuxième étape, le pape se rendra à Boston, ville fondée par les « Pères pèlerins », puritains venus d'Angleterre en 1620, mais qui abrite aujourd'hui une importante population catholique d'origine

irlandaise, et notamment la famille des Kennedy, puis dans cinq autres villes : New-York, où il sera reçu par M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, organisation devant laquelle le pape fera un discours, et où il visitera les quartiers pauvres de Harlem et du South Bronx ; ensuite, il se rendra au Yankee Stadium pour y célébrer une messe ; Philadelphie, où il sera reçu par l'archevêque de cette ville, le cardinal John Krol, d'origine polonaise ; Des Moines, pour visiter une communauté d'agriculteurs ; Chicago, où il présidera l'assemblée générale de la conférence des évêques catholiques, et Washington, où il sera accueilli à l'aéroport par Mme Rosalynn Carter, puis reçu à la Maison Blanche par le président Carter ; il visitera ensuite le sanctuaire marial national de l'Immaculée Conception.

Le pape partira pour Rome le dimanche 7 octobre à 20 heures locales de la base militaire d'Andrews.

Une messe à Dublin pour un million de fidèles

Dublin. — Des préparatifs d'une ampleur exceptionnelle sont en cours dans les six centres où Jean-Paul II se rendra lors de son séjour en Irlande, du 28 septembre au 1^{er} octobre, et la quasi-totalité de la population, 3 400 000 habitants dont 85 % de catholiques pratiquants, se prépare pour recevoir le visiteur le plus important qu'elle ait jamais attendu.

On estime que le voyage pontifical, qui sera suivi par plus de deux millions de personnes, coûtera deux millions de livres, à la charge de l'Eglise catholique pour la plus grande partie. L'Etat irlandais a financé l'organisation d'une visite pastorale, mais tout porte à croire que les fidèles ont exprimé leur enthousiasme en donnant généreusement pour la visite du pape.

Toutes les dispositions ont été prises pour que le séjour de Jean-Paul II soit une réussite. Les autorités ecclésiastiques, aidées par les organisations publiques de transport, d'électricité et de radiodiffusion, ainsi que par de nombreuses organisations volontaires, montent une opération vaste et complexe. Une menace d'une grève par un des syndicats de la compagnie nationale d'électricité (E.S.B.) est considérée presque comme un acte de sabotage délibéré. Il

De notre correspondant

semble bien que, dès la veille de l'arrivée du pape, toute activité dans le pays qui n'aura pas de rapport direct avec la visite cessera.

Dans l'immense parc Phoenix de Dublin (1 000 hectares), où le pape, deux heures après son arrivée, le samedi 29 septembre, célébrera la messe avec deux cents prêtres devant une assistance prévue d'un million de personnes, deux mille cinq cents prêtres auront à distribuer la communion, la croix d'acier de 35 mètres de haut, pesant 35 tonnes, érigée début septembre, restera le plus grand monument en commémoration de cette visite. D'autres chiffres ne sont pas moins impressionnants. La plate-forme, sur laquelle sera posé le trône du pape et l'autel, seront assis les concélébrants, mesureront 70 mètres sur 55. Derrière l'autel, haut de 6 mètres, on verra une rangée de seize bannières hautes de 12 mètres portant les armoiries papales. Des hectares de tapis seront découpés après la cérémonie et distribués à des pauvres de la ville.

Alailleurs, les constructions sont peut-être moins grandioses mais aussi minutieusement élaborées par les architectes, constructeurs et ingénieurs locaux, l'épiscopat s'efforçant de

faire de chaque apparition du pape pendant les trois jours une occasion mémorable pour les milliers de fidèles qui s'y rendront.

La visite de Jean-Paul II à Drogheda, à 100 kilomètres au nord de la capitale et très près de la frontière entre l'Irlande et la République d'Irlande, aura une signification spéciale, et c'est là, semble-t-il, que le pape s'occupera le plus délicat du conflit intercommunautaire en Ulster. Lorsque, à la suite de l'assassinat, le 27 août dernier, de Lord Mountbatten et du massacre, le même jour, de dix-huit soldats britanniques en Irlande du Nord, la tension dans le nord-est de l'île s'est accrue, les autorités du Vatican ont décidé qu'une visite à l'ancienne capitale ecclésiastique d'Armagh, en Ulster, serait trop dangereuse.

Le conflit en Ulster

Le primat de toute l'Irlande, le cardinal Tomás Ó Fiaich, lui-même originaire d'Ulster, voulait faire de la visite du pape dans la province un événement ecclésiastique pendant lequel Jean-Paul II aurait rencontré des représentants des communautés catholiques et protestantes pour, selon le cardinal, montrer au monde entier « la justice de la violence ».

En définitive, c'est à Dublin que le pape s'entretiendra avec les représentants des Eglises protestantes de l'île, à l'exclusion, évidemment, du pasteur Ian Paisley, membre de l'Assemblée européenne, fondateur et chef de l'Eglise presbytérienne libre, opposé au mouvement œcuménique et à la venue du pape en Ulster. Et, pour bien marquer l'esprit œcuménique de cette visite, c'est le célèbre flûtiste James Galway, né et élevé dans le quartier populaire protestant de Shankill, à Belfast, qui, avec l'Orchestre de chambre irlandais, jouera pour le pape lorsque celui-ci rendra visite au séminaire de Maynooth, foyer de l'Eglise catholique en Irlande.

Quant aux catholiques d'Ulster (un tiers de la population de la province, qui compte 500 000 habitants), le cardinal Ó Fiaich les a invités à se rendre en famille à Drogheda, où le pape, après avoir réitéré son homélie, se mènera, comme dans les autres centres, à un rassemblement d'environ deux cent cinquante mille personnes. Les mesures de sécurité à Drogheda, comme partout ailleurs, seront les plus importantes que les forces de l'ordre aient jamais prises, plus importantes même que pour la visite, en 1963, du président Kennedy. « C'est différent », a déclaré le chef de la police, M. Patrick McLaughlin, « et c'est différent le nombre de gens qui veulent voir, entendre et même toucher le pape ».

Les autorités sont évidemment conscientes de l'existence, en Ulster, de organisations terroristes, nationalistes et loyalistes, et que le meurtre de Lord Mountbatten par l'IRA proviendrait d'une suite de violences, notamment parmi la population loyaliste de la région. Sept mille des dix mille membres de la police seront mobilisés pour l'occasion, sans compter les effectifs de l'armée. Le pape sera constamment entouré de gardes et il ne se déplacera qu'à bord d'un hélicoptère de l'armée de l'air.

Il va de soi que les commerçants sont, eux aussi, en état d'alerte, prêts à répondre au moindre besoin des fidèles. Dans le petit village de Knock, à l'ouest du pays, où il y a cent ans, la Vierge, accompagnée par saint Joseph et saint Jean l'Evangéliste, est censée être apparue à un groupe de paysans, et où Jean-Paul II fêtera, le dimanche après-midi, le centenaire de cette apparition, un commerçant local, propriétaire de plusieurs restaurants et de magasins d'objets religieux, a déclaré qu'il s'intéressait plus à rendre hommage à la Vierge qu'à s'enrichir.

Trois disques de chansons populaires, dont une est intitulée, en italien, *Viva il papa*, sont en vente, ainsi que, surtout, des affiches et des menus avec l'image, plus ou moins bien reproduite, du pape. Il y en a pour toutes les bourses, de 10 livres à 700 livres. On peut même se procurer un péricope qui permettra de voir Jean-Paul II du plus profond de la foule, ou bien un siège pliant pour se reposer pendant les longues heures d'attente.

JOE MULHOLLAND.

Les avatars de l'« Irish Connection »

De notre correspondant

New-York. — L'assassinat de Lord Mountbatten, qui a provoqué une grande émotion aux Etats-Unis, et la prochaine venue du pape, qui aura passé plusieurs jours en Irlande, relancent l'intérêt des Américains pour l'« Irish Connection » : les liens occultes qu'entrelient l'IRA provisoire avec certains Irlandais-Américains.

Depuis que les nouveaux troubles ont éclaté, il y a dix ans en Irlande du Nord, les autorités britanniques et irlandaises n'ont pas cessé de dénoncer l'aide, essentiellement financière, que des Américains d'origine irlandaise apportent au terrorisme en Ulster. Cette aide, dispensée sous le couvert d'œuvres de charité dont la plus connue est l'Irish Northern Aid Committee (NORAI), a diminué de près de moitié depuis dix ans, mais elle se monterait quand même à près de 350 000 dollars par an. Cette somme, versée de plus ou moins bonne foi à des organismes qui affirment secourir les prisonniers et les familles nécessiteuses d'Irlande du Nord, sert de financement public, à acheter des armes. C'est à elle que les autorités britanniques et irlandaises imputent l'acquisition, par l'IRA provisoire, d'armes de précision à tir rapide qui ont causé des pertes sérieuses aux militaires et à la police suppléée de la Royal Ulster Constabulary.

Depuis dix ans, hommes politiques et hauts fonctionnaires britanniques et irlandais ont multiplié les mises en garde et les tournées de conférences aux Etats-Unis pour admettre les Américains de ne pas alimenter ainsi le terrorisme irlandais. Leurs efforts ont incité les autorités américaines à surveiller de plus près les activités de NORAI, qui a dû adopter un « profil bas ». Un nouvel organisme, l'Irish National Caucus, créé en 1974, semble avoir pris son relais. Devant les réticences grandissantes de l'opinion américaine à approuver les actions violentes de l'IRA, l'Irish Caucus qu'on peut traduire par « groupe de pression irlandais » — met désormais l'accent sur la défense des droits de l'homme, selon lui bafoué par l'armée britannique en Ulster. A la suite de l'assassinat de Lord Mountbatten, il vient

d'entamer une campagne pour le retrait des troupes d'Irlande du Nord.

L'Irish Caucus est dirigé par deux personnalités originaires d'Irlande du Nord : le Père Sean McManus, un prêtre originaire de Belfast, dont la famille est bien connue pour les liens qu'elle entretient avec l'IRA et dont l'un des frères, M. Frank McManus, a été député de l'Ulster à Westminster. L'autre est le Père McManus, Mme Rita Mullen, a trois frères, membres notables de l'Armée républicaine irlandaise.

L'Irish Caucus, qui est actif dans les milieux politiques de Washington, assure avoir l'appui de cent trente membres du Congrès. Mais il manque à son palmarès les trois Irlandais les plus marquants du mouvement : les sénateurs Kennedy et Mohrman, et le brillant speaker de la Chambre des représentants, M. Tip O'Neill. Bien que le gouverneur de New-York, M. Hugh Carey, ne fasse pas officiellement partie du Caucus, c'est sans nul doute à son inspiration qu'il a pris l'initiative de convoquer à New-York une « conférence au sommet » entre les protagonistes du drame irlandais. Sa proposition a été accueillie pour le moins chaleureusement à Dublin comme à Londres, et les organisations activistes catholiques ou protestantes lui ont opposé un silence éloquent.

Bizarrement, le supporter le plus actif de l'Irish Caucus est le très Italien représentant démocrate de New-York, M. Mario Biaggi, qui jure qu'il n'a, dans l'affaire, aucun intérêt autre qu'humanitaire. C'est M. Biaggi qui a fait récemment campagne pour que le gouvernement fédéral renonce à livrer à la police d'Irlande du Nord des armes à tir rapide. Sans succès.

Quelles que soient les motivations de M. Biaggi, il y a fort à parier que l'année électorale qui s'annonce verra les autorités fermer l'œil sur les collectes de fonds qui ont lieu dans les innombrables bars irlandais du pays et sur la place publique le jour de la Saint-Patrick. Il y a près de six millions et demi d'Américains d'origine irlandaise récents, dont près de deux millions dans l'Etat de New-York.

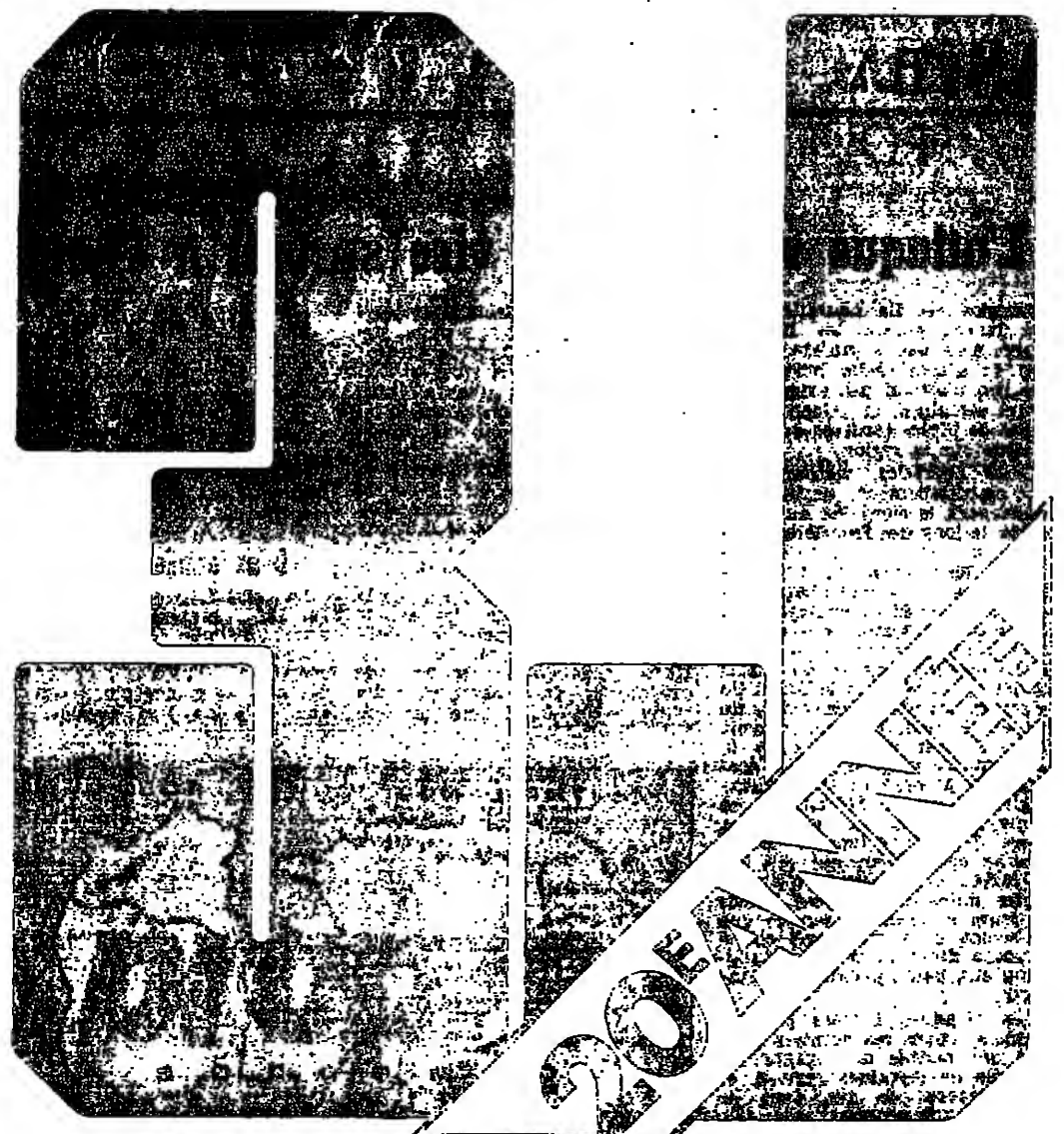
NICOLE BERNHEIM.

27, 28, 29 septembre



Crédit total de 4 à 84 mois sans versement comptant

à partir de 1 000 F d'achats, après acceptation du dossier.
Durée du crédit Cetelem et teg variables suivant le montant des achats.



les 3 J fêtent leur 20^e anniversaire

Les animateurs d'Europe 1 prêteront une fois encore leur concours, pour faire de ces 3 jours un spectacle grandiose, optimiste, euphorique.

Galerias Lafayette

Hausmann, Belle-Epine,
Montparnasse, Entrepôt Ile Saint-Denis.

EUROPE

Italie

L'ASSASSINAT DU JUGE TERRANOVA A PALERME

Un cadavre exquis

Rome. — La Mafia n'aime pas qu'on mette le nez dans ses affaires. Pour avoir ignoré cette évidence, le juge Cesare Terranova, président de cour d'appel, a été tué d'une rafale de mitraillette mardi à Palerme (le Monde du 28 septembre). L'honorable société s'est débarrassée ainsi d'un de ses plus grands adversaires, et l'Italie a perdu l'un des rares hommes qui osent s'en prendre aux « parrains » siciliens.

M. Terranova est le neuvième magistrat assassiné depuis 1971. Comme s'il fallait absolument que la réalité se calcule sur Cadaveri eccellenti (Cadavres excellents), le film de Francesco Rosi, où l'on voyait les juges tomber l'un après l'autre sous des balles inconnues. Nul hasard en cela : la magistrature italienne est très exposée, dans la mesure où elle se substitue à une classe politique défective pour assurer des cas de plus en plus délicats. Et ce sont souvent ses représentants les plus brillants et les plus intègres qui en font les frais.

Les terroristes et la Mafia se partagent les attentats : les premiers pour « abriter des suppôts du régime », les seconds pour réduire au silence des intrus. Mais on se perd dans ce Who's Who ? du crime, car les méthodes des uns et des autres se ressemblent de plus en plus. Née en Sicile, la Mafia s'est étendue à toute l'Italie. Elle a découvert, à la fois, l'importance de la politique et de nouveaux moyens d'enrichissement : la drogue et les rapas s'ajoutent au racket traditionnel. Et elle semble détenir sur les terroristes. On assiste ainsi à une « gangstérification » croissante des rapports de force tandis que la vieille peur sicilienne — peur de dénoncer, de témoigner ou d'appartenir à un jury d'assises

De notre correspondant

— se répand dans toute l'Italie. Et la faiblesse persistante des institutions ne peut qu'accentuer ces tendances.

Le juge Terranova est la quarante-neuvième personne assassinée à Palerme depuis le début de l'année. Certes, la Mafia — ou plutôt les mafias — ne sont pas responsables de la totalité de ces crimes. Mais les plus importants d'entre eux, les plus troublants, portent sans conteste la signature de l'honorable société. Contrairement aux anciens « boss » qui évitent d'attaquer de front les différents pouvoirs, la nouvelle Mafia n'hésite pas à le faire. Tous les « cadavres exquis » de ces derniers mois avaient un point commun : ils connaissaient des secrets. C'était vrai du vice-préfet Giuliano, du journaliste Mario Francesco, de l'avocat Ambrosio, du secrétaire provincial de la démocratie chrétienne Michele Reina, du colonel des carabinieri Giuseppe Russo, et bien sûr, du juge Terranova.

Ce dernier remplissait toutes les conditions pour être éliminé. Comme magistrat instructeur à Palerme de 1958 à 1971, il avait poursuivi la Mafia avec courage et ardeur. Tous les grands dossiers lui étaient passés entre les mains : de Roccabruna à Corleone, en passant par les frères La Barbera et le gang des Greco. Comme député de gauche ensuite, il entra dans la commission d'enquête sur la Mafia sicilienne, en devint le secrétaire et conserva de volumineux rapports au Parlement. S'il renoua à sa charge effective au printemps 1979, c'était pour reprendre du service au tribunal de Palerme. A sa demande, on le destinait à l'un des meilleurs postes d'observation de la Mafia : les chambres d'instruction de la cour d'appel.

Bref, ce magistrat de 59 ans,

à la face joviale, était dans le viseur, et le savait. Avec humour, il avait même fait encaisser une des nombreuses lettres de menaces qui encombraient sa boîte aux lettres. Nul n'ignorait que son ennemi numéro un était le célèbre Luciano Liggio, chef de la bande de Corleone. En 1965, le juge Terranova avait commencé par faire le vide autour du « parrain », arrêtant ses acolytes l'un après l'autre. L'année suivante, se passant les menottes à Liggio lui-même, et, pour l'interroger, convoquant ce malade imaginaire sur un brancard.

Mais, de sa prison, Luciano Liggio continuait à diriger la reste de son clan. L'an dernier, on le soupçonnait d'avoir fait assassiner l'un de ses concurrents, Giuseppe Di Cristina, « patron » de la vieille école, avait révélé deux choses troublantes aux carabinieri : non seulement Liggio préparait son évasion, mais il comptait assassiner le juge Terranova. Tous les soupçons se portaient donc sur lui. Mais il sera très difficile de démontrer quel que ce soit, les tuteurs s'étant évanouis dans la nature et se trouvant peut-être déjà à New-York, où la partie des « familles » mafieuses se poursuit parallèlement.

L'assassinat du juge Terranova a provoqué des commentaires indignés dans tous les partis politiques. In-ou plus loin ? Le pouvoir central n'a jamais vraiment combattu la Mafia qui « tient » certains hommes politiques, démocrates-chrétiens notamment. Il n'y a plus grand-chose à manger au Cambrige, et la récolte au Vietnam devrait être encore plus mauvaise que celle de l'an dernier. Les

ROBERT SOLÉ.

Espagne

A L'OCCASION DU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

M. Felipe Gonzalez espère reconquérir la direction du parti socialiste ouvrier

De notre correspondant

Madrid. — M. Felipe Gonzalez et ses partisans attendent de voir en force à la direction du parti socialiste lors du congrès extraordinaire qui doit se tenir à Madrid les 28 et 29 septembre. La crise qui avait éclaté lors du vingt-huitième congrès en mai les avait amenés à se retirer. Depuis le P.S.O.E. a vécu une sorte de vide institutionnel et remis à une commission provisoire le soin d'expédier les affaires courantes. Ses prochaines assemblées vont lui permettre de mettre au point sa ligne politique et d'établir ses nouveaux dirigeants. L'ancien premier secrétaire et ses fidèles espèrent l'emporter facilement. Ils ont éprouvé malgré tout une mauvaise surprise le week-end dernier dans la capitale : ils ont été mis en minorité lors du choix des délégués madrillènes au prochain congrès. Cette péripétie a montré que M. Felipe Gonzalez était vulnérable. Elle interdit de formuler un pronostic définitif sur ce qui va se passer.

La crise de mai avait été déclenchée par l'insistance de M. Felipe Gonzalez à supprimer la référence marxiste dans la définition du parti. Il n'est encore cette thèse par son d'ouverture : à son avis, le P.S.O.E. doit accueillir tous ceux qui veulent un changement de nature socialiste, qu'ils soient marxistes ou non. Ce n'est pas l'avis de ceux qui forment ce qu'on appelle le secteur « critique » du parti (critique à l'égard de l'ancienne direction) : ils veulent une manifestation d'indépendance, une tactique pour attirer vers le P.S.O.E. une clientèle modérée et redoutent que leur parti n'en vienne à renier ses idéaux et ses méthodes d'origine.

La querelle théorique s'est quelque peu diluée au fil des mois. A travers les documents de travail élaborés par les fédérations au vu du congrès extraordinaire, on a l'impression que M. Felipe Gonzalez a gagné la bataille des mots sans que les autres aient perdu leur âme. Le P.S.O.E. continuera de se réclamer de

marxisme mais sans l'inclure dans sa définition. Il le considérera comme un « instrument d'analyse » de la réalité sociale et restera ouvert aux autres courants du socialisme contemporain. Mais la vraie question posée par le vingt-huitième congrès touche à la nature même du parti : doit-il se transformer en formation social-démocrate ou rester fidèle à son inspiration traditionnelle, c'est-à-dire demeurer un parti de confrontation plutôt qu'un parti d'intégration ? Les représentants du secteur « critique » de M. Felipe Gonzalez qu'il est un adepte « boniste » de la première voie, un social-démocrate qui n'ose pas dire son nom. Ils lui reprochent de vouloir prolonger l'action parlementaire « institutionnelle » au détriment des luttes de masse. Certes, ils reconnaissent que si, telle a été l'attitude du P.S.O.E. depuis deux ans, c'est en raison des contraintes de la transition. Mais ils redoutent que M. Felipe Gonzalez n'en fasse une ligne de conduite permanente.

« Il faut pouvoir s'allier avec les forces bourgeoises et, pour cela, il a besoin d'arriver aux prochaines élections en ayant démontré son sens des responsabilités : donc à entendre rassurer les pouvoirs établis comme l'Eglise et l'armée dont l'influence est restée intacte. Son modèle, c'est la social-démocratie de l'Europe du Nord », dit M. Pablo Castellano, député de Caceres et l'un des critiques les plus acerbes de l'ancien premier secrétaire.

Volonté d'unité à la base

Les documents présentés par les délégations n'indiquent pas de divergence majeure sur l'essentiel. Les deux méthodes de lutte sont mises en valeur. « La majorité se prononce en faveur d'un parti d'inspiration marxiste, qui doit travailler à l'intérieur et à

l'extérieur des institutions et ne pas s'orienter à droite, ce qui revient à dire ne pas s'allier avec le centre. Elle est favorable à un projet socialiste autonome, ce qui exclut aussi toute alliance avec le P.C. », dit M. Javier Solana, député de Madrid et membre de l'ancienne commission exécutive.

M. Felipe Gonzalez a expliqué à plusieurs reprises que le P.S.O.E. devait élargir l'idée d'un front commun avec les communistes s'il voulait avoir une chance d'arriver au pouvoir en Espagne. Ce qui s'est passé au sein de la gauche française a évidemment renforcé sa conviction. Il refuse ainsi l'anticommunisme de beaucoup de cadres de son parti, issus de ses origines diverses. C'est là un autre point de friction avec le secteur « critique » : « Le problème est de savoir si nous allons vers l'unité de la gauche quelle qu'en soit la forme ou vers une politique théoriquement autonome, mais qui, dans la pratique, débouchera sur une coalition avec le centre », nous dit l'un des chefs de file du courant orthodoxe, M. Luis Gomez-Lorente, député des Asturies et ancien membre de la commission exécutive. « Il existe à la base une volonté d'unité », ajoute M. Gomez-Lorente. Cela dit, il est prêt pour refuser ou choisir ses alliances car la carte électorale du pays n'est pas encore fixée.

La grande bataille du congrès portera moins, malgré tout, sur les textes que sur les hommes. Les documents des délégations montrent une entente des principes et de la ligne politique à suivre. Chacun a fait des concessions au camp d'en face. Il s'agit surtout d'élucider un problème de vocabulaire. Mais chacun sait aussi que l'orientation véritable du parti dépendra de sa future direction. La personne de M. Felipe Gonzalez n'est guère remise en cause. Mais ses compagnons les plus proches ont déjà annoncé que la prochaine commission exécutive devrait être homogène pour être efficace. « Ce qui veut dire », disent les « critiques », « qu'il ambitionne le pouvoir absolu ».

Or, le courant incarné par M. Gomez-Lorente, Pablo Castellano et Francisco Bustelo affirme que le parti n'a déjà que trop souffert du « feilisme », de l'hégémonie d'un seul homme, comportement qui va de pair, selon lui, avec l'electoralisme. Un tel courant se dit prêt à affronter M. Felipe Gonzalez et à présenter une liste contre la sienne s'il apparaît que l'ancien premier secrétaire veut s'entourer d'inconditionnels lorsqu'il postulerait sa réélection.

Les « feilistes » fondent leur optimisme sur la composition des délégations. Dans la plupart des provinces, ce sont leurs hommes qui l'ont emporté. Les « critiques » estiment en effet que leurs chances de succès sont réduites, bien que leurs thèses aient triomphé il y a quatre mois. Ils expliquent ce paradoxe en disant qu'en mai les délégués avaient été élus dans leurs quartiers ou leurs cantons : ils étaient donc représentatifs de la base. Or c'est la représentation traditionnelle par provinces qui a été adoptée pour le congrès extraordinaire et celle-ci favorise les notables et les élus du parti, c'est-à-dire des personnes qui doivent leurs postes à l'ancienne direction.

Les « critiques » dénoncent à l'avance le danger d'un tel parti de cadres. Ils parlent de son conservatisme inhérent à la dégradation bureaucratique qu'il peut engendrer. Il est probable que la décision appartenant au samedi prochain à ceux qui ne sont ni d'un bord ni de l'autre et qu'on identifiera tel sous le nom de « troisième voie ».

CHARLES VANHECKE.

● M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, a ajourné le voyage qu'il devait effectuer en Amérique centrale et aux Etats-Unis en raison des réagissements pour l'autonomie basque et catalane prévus pour le 25 octobre, indique un communiqué de la présidence rendu public le mercredi 26 septembre. — (A.F.P.)

● Cinq partis politiques basques ont appelé, mercredi 26 septembre, les populations de leur région à se mettre en mouvement pour défendre la liberté nationale, directement menacée par les actions violentes. Les signataires, le parti nationaliste basque (PNV), le parti communiste, le parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.), le parti carliste et le petit parti Euzko (gauche modérée basque), appellent à une manifestation dans l'ensemble du Pays basque le 15 octobre. Divers autres partis de la gauche basque, dont Euzkadiko Ezkerra (proche de l'ETA politico-militaire), ont refusé de s'associer à cette initiative en l'absence, dans le communiqué, de condamnation de la « violence institutionnelle » et d'un appel à l'annulation pour tous les prisonniers. — (A.F.P.)

ASIE

Cambodge

L'attaque vietnamienne vise surtout à « nettoyer » les provinces du Nord-Est

Bangkok. — La nouvelle attaque lancée contre les Khmers rouges n'est pas la grande offensive de saison sèche prévue, et que l'on n'attend pas avant plusieurs semaines en raison de la vague de pluies tardives qui s'est abattue sur la région.

Cette opération vietnamienne est essentiellement destinée à « nettoyer » le Nord-Est du Cambodge, le long des frontières vietnamo-khmère et khméro-laotienne. Des troupes laotiennes auraient pris part aux combats. Certains réfugiés affirment avoir vu il y a quelques mois, des soldats laotiens engagés dans la province de Battambang contre un réduit khmer rouge. Depuis le début de la saison des pluies, les soldats de Pol Pot avaient particulièrement accentué leur pression dans le nord-est du pays, dans les provinces de Mondulkiri et de Ratanakiri, à l'est du Mékong, et de Stung-Treng et de Kratie. Lors de l'offensive vietnamienne de janvier, qui mit fin au régime khmer rouge, d'importantes unités avaient été isolées de leurs arrières. Il semble que soient celles qui aient coupé la route est-ouest reliant Stung-treng aux hauts plateaux vietnamiens.

Les attaques lancées par les Khmers rouges ces derniers mois leur ont permis de regagner le contrôle de certaines régions, et de s'emparer de riz, dont ils manquent beaucoup.

Depuis la perte, en avril-mai, de leurs principaux stocks, ils ont aussi réussi à couper, ou à rendre dangereuses, plusieurs routes importantes, dont les nationales quatre et cinq, qui relient Phnom-Penh à Battambang par le nord et par le sud. Le ravitaillement doit se faire par avion vers Siem-Prep avant de redescendre vers Battambang sous bonne escorte. Il semble même que la route numéro un vers Ho Chi Minh-Ville (Saigon), soit peu sûre la nuit : un groupe de visiteurs qui se sont rendus les 17 et 18 septembre à Phnom-Penh se sont vu presser par leurs accompagnateurs vietnamiens, soupçonnés de passer la frontière avant la nuit.

En dehors des régions frontalières de la Thaïlande, où sont réfugiés les principaux dirigeants du régime Pol Pot et le gros de leurs troupes, les Khmers rouges sont aussi actifs.

attaque dans ce secteur et renforcé leur présence dans le nord du pays est aussi le théâtre d'activités khmères rouges. En fait ceux-ci sont plus à l'aise dans les régions montagneuses, boisées isolées, et où une offensive conventionnelle est difficile. Mais ils n'ont pas été capables de prendre le contrôle de régions de plaine peuplées ou de bourgades importantes et sont obligés d'opérer par petites unités, ne disposant plus d'armement lourd.

Le long de la frontière occidentale du Cambodge, des maquis nationalistes — appelés les Indochinois — Khmers sereis ou Khmers sereika — tentent de s'implanter, leurs activités militaires semblent encore limitées.

La situation alimentaire de l'armée vietnamienne est, elle aussi, difficile. Il n'y a plus grand-chose à manger au Cambodge, et la récolte au Vietnam devrait être encore plus mauvaise que celle de l'an dernier. Les

De notre envoyé spécial

taire et sanitaire désemparés. Certains Khmers rouges, interrogés à la frontière, parlent de morts qu'ils déclarent par la malaria ou d'autres maladies. Les médicaments et le riz manquent, l'aide thaïlandaise étant nettement insuffisante.

Deux armées épuisées

La situation alimentaire de l'armée vietnamienne est, elle aussi, difficile. Il n'y a plus grand-chose à manger au Cambodge, et la récolte au Vietnam devrait être encore plus mauvaise que celle de l'an dernier. Les



et ils ne peuvent compter que sur quelques milliers d'hommes. Une dissidence aurait aussi vu le jour dans plusieurs provinces de l'est du Cambodge, sans qu'on puisse savoir si elle est spontanée ou si elle est liée à d'autres mouvements.

Peu d'experts pensent que les Khmers rouges seraient capables de faire face à une offensive généralisée vietnamienne. Toutefois, il serait difficile pour Hanoi de réduire toute résistance, en particulier dans les montagnes, berceau traditionnel des Khmers rouges, bien que ceux-ci se trouvent dans une situation alimen-

comme réfugiés s'ils avaient pu faire sortir leur famille. Ils ont fini par se rendre à Bangkok, qui les a rapatriés sur Hanoi.

Deux armées épuisées se disputent donc le contrôle d'un pays épuisé et d'une population désemparée par la famine et la maladie. Les Cambodgiens semblent se refuser également à eux deux camps. Les Khmers rouges enlèvent de force des civils ou leur prennent leurs maigres provisions pour survivre. Les Vietnamiens ne peuvent guère, pour leur part, compter sur les rares troupes du régime de Heng Samrin ou sur les milices locales. Une partie de ces dernières ont été désarmées par les Vietnamiens au début de l'année. Certaines étaient passées du côté des Khmers sereis, d'autres se livraient au banditisme.

Le Vietnam a besoin d'une victoire rapide pour donner plus de crédibilité à ses déclarations, protégées, boudées par la plupart des chancelleries. Il n'a plus guère les moyens de mener une longue guerre, étant donné l'état

de son économie. Il lui est également indispensable de rétablir aussi vite que possible la sécurité sur le territoire du Cambodge s'il veut donner une assise au régime de Phnom-Penh, car, sans sécurité, toute culture est impossible et, sans les informations dont on dispose à Bangkok, il ne semble pas que plus de 15 % des terres arables du Cambodge soient actuellement cultivées.

S'il se confirme que deux cent mille soldats vietnamiens, avec l'assistance des conseillers soviétiques, sont en train de lancer leur offensive, la Thaïlande va voir affluer vers son territoire des dizaines ou des centaines de milliers de civils fuyant les combats. En prévision de cette éventualité, Bangkok a réuni, mercredi 26 septembre, les ambassadeurs des pays aidant ou accueillant des réfugiés, afin de leur faire connaître ses besoins en cas de crise humanitaire et massive de Cambodgiens.

PATRICE DE BEER.

LA CROIX-ROUGE ET L'UNICEF LANCENT UNE TRÈS VASTE « OPÉRATION SURVIE »

(Suite de la première page.)

Il conclut : « Enfin, conformément au principe de neutralité, le C.I.C.R. et l'UNICEF œuvrent pour le traitement de leurs représentants sur place, à ce que l'action de secours, si indispensable pour les populations civiles cambodgiennes, ne soit entravée par la manière de l'effort de guerre de l'un ou l'autre belligérant ».

Plusieurs semaines de pourparlers extrêmement laborieux, et ne semblant parfois laisser aucun espoir, vont donc enfin aboutir à une opération de secours immédiate et sur une très grande échelle destinée à faire parvenir aux populations des centaines de milliers de tonnes de produits alimentaires et sanitaires.

Bien qu'un nombre extrêmement restreint de délégués soit autorisé pour le moment à se rendre sur place (ou elle est le chiffre de dix), les milieux proches du C.I.C.R. ne semblent pas éprouver d'inquiétudes sur le déroulement des distributions de secours. Ils se félicitent d'avoir fait admettre aux autorités de Phnom-Penh le principe d'une

surveillance de cette répartition. D'autre part, les délégués espèrent trouver sur place des collaborateurs qui les secondent dans leur tâche.

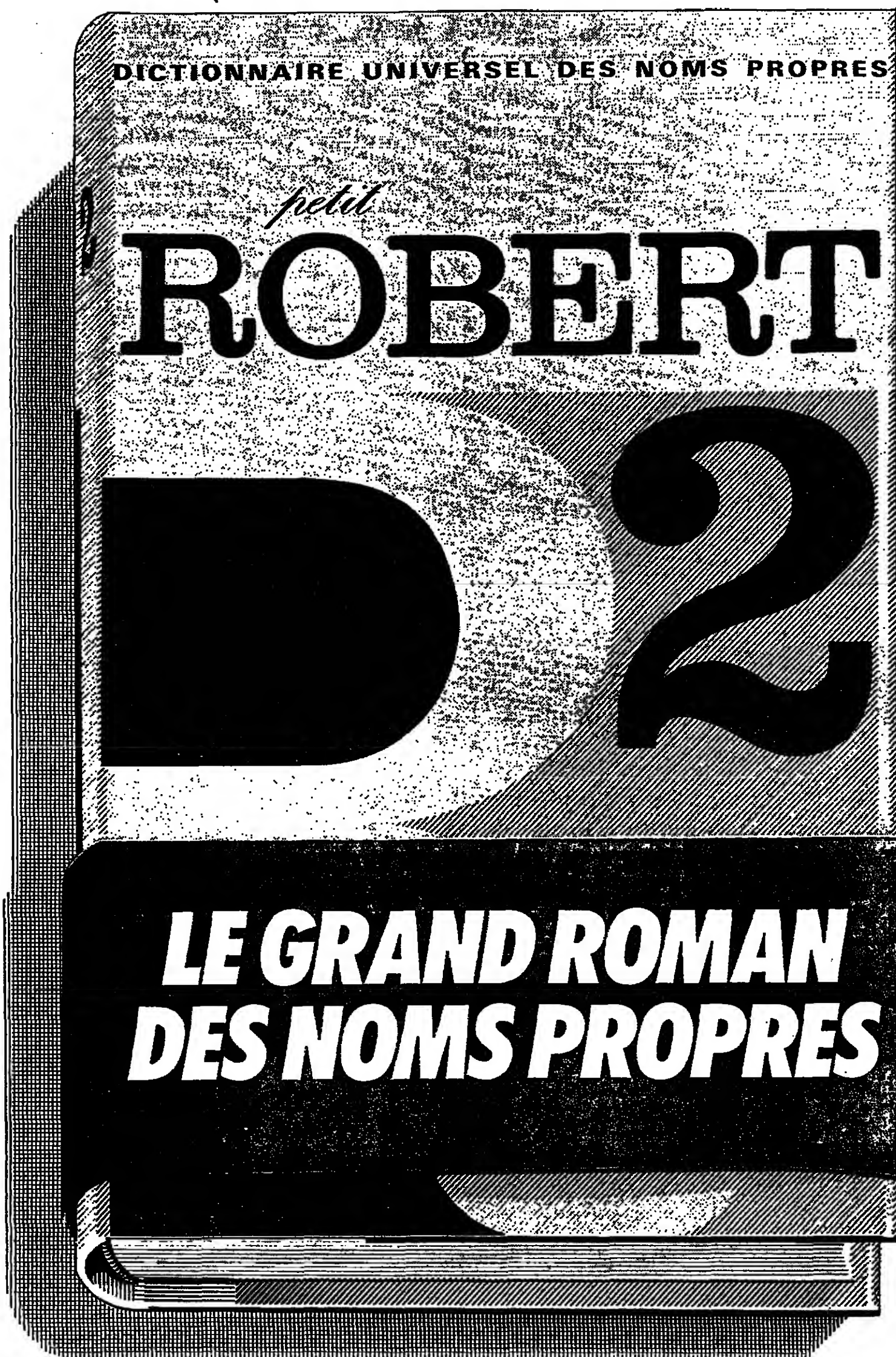
Les premiers secours d'urgence seront acheminés quotidiennement par voie aérienne et suivis rapidement par des transports plus importants par bateau sur le Mékong. Etant donné l'étendue des besoins, on pense à Genève que d'autres organismes — tels mondial — prendront part à cette opération de sauvetage des populations cambodgiennes.

On estime que l'acheminement de l'immense quantité de ravitaillement indispensable à la survie de la population ne saurait être effectué de manière satisfaisante sans le concours — ou tout au moins la neutralité — de la Thaïlande, ce qui n'est pas encore acquis. En outre, étant donné l'ampleur des destructions, les problèmes logistiques qui se posent sont considérables. Les modalités (location d'avions et de bateaux, création d'entrepôts, etc.) de cette gigantesque « opération survie » devraient être finies au cours du prochain week-end.

ISABELLE VICHNIAC.

Les Noms
Ils signent les A
Les Noms propi
de la Science et
Ils sont le
et de lumière, qu

Jeune



Les Noms propres ont aussi leur grand roman.

Les Noms propres font l'Histoire.
Ils signent les Arts et illustrent la Géographie.
Les Noms propres marquent les progrès
de la Science et la vie des Lettres.

Ils sont les touches de couleur, d'ombre
et de lumière, qui reconstituent la fresque

de notre monde.

Les Noms propres sont les personnages
du grand roman de notre culture, et ce grand
roman, c'est le Petit Robert 2, Dictionnaire
universel des Noms propres.

**DICTIONNAIRES
LE ROBERT**

AFRIQUE

LA MISE EN PLACE DU RÉGIME DE M. DACKO EN CENTRAFRIQUE



(Dessin de PLANTU.)

Le gouvernement français annonce la reprise de son aide

Au terme du conseil des ministres du mercredi 26 septembre, le gouvernement a rendu publique la déclaration suivante relative aux événements de Centrafrique :

« Des quatre renversements de régime autoritaires qui ont eu lieu récemment en Ouganda, au Nicaragua, en Guinée-Equatoriale et en Centrafrique et qui ont entraîné, pour les premiers, des milliers de morts et le changement de régime centrafricain a été effectué sans qu'une goutte de sang ait été versée (1). »

« La réaction de la population centrafricaine a été favorable non seulement à Bangui où les nouveaux arrivants ont été accueillis comme des libérateurs, mais dans le reste du pays où aucun trouble n'a été constaté. »

« Quel a été le rôle du gouvernement français ? »

« A partir du moment où ont été démissionnés les présidents de Bangui, en janvier 1979, exercés sur la population, le gouvernement français a estimé que ces actes, contraires aux droits de l'homme, excluaient le soutien au régime centrafricain. Mais il était essentiel que les faits soient établis et que la responsabilité soit portée sur les responsables. C'est pourquoi le président de la République a proposé à la conférence franco-africaine de Kinshasa la constitution d'une commission de constatation composée exclusivement de magistrats africains. Il a déclaré que le gouvernement « tiendrait toutes les conséquences » du dépôt des conclusions de la commission. Celle-ci a été publiée le 16 août 1979. Elle a établi la réalité des atrocités commises. »

« Toute aide française a été aussitôt suspendue, à l'exception

L'action de la France est de plus en plus critiquée

(Suite de la première page.)

Car aussi, même et surtout ici, dans un pays privé de liberté depuis si longtemps, l'idée que l'arrivée d'un véritable régime démocratique passerait par le rattachement des hommes qui avaient largement servi le tyran est apparue à beaucoup comme une insupportable parodie de changement.

Ces idées, on les retrouvait sous-jacentes dans les conversations de rue, dans les questions que chaque Français lui s'entendait poser sur le sort de « l'empereur anthropophage », sur la non-élimination, sur le comportement de la France vis-à-vis de M. Ange Patasse. Elles ont été nettement exposées dans le meeting tenu, mercredi matin, au stade Boganda par le syndicat des enseignants, rouage essentiel du soulèvement de janvier et avril derniers contre l'empereur. C'est plus qu'une mise en garde qui a été adressée au pouvoir en place et au président David Dacko, auquel les orateurs ont fait savoir que leur soutien n'avait jamais été que circonstanciel et que « ce n'était pas à un homme de décider mais au peuple tout entier ».

Sur ce plan, les responsables du syndicat ont été très nets. « La lutte continue et elle continuera tant que nous n'aurons pas vu en place une véritable démocratie ». Cette démocratie passe « par l'instauration des libertés démocratiques, des élections législatives, l'abrogation de l'armée, du parti de la fonction publique ». Ils ont été très nets aussi en ce qui concerne l'extradition de Bokassa, en demandant qu'il soit procédé à l'extradition de l'empereur « qui a déposé en horreur la chair d'Adam, Amin Dada et consorts », et en déplorant « la position du grand président Houphouët-Boigny » sur ce sujet. Ils ont été très

M. Patasse menace le nouveau président de « publier des documents » sur les « fraudes » dont il l'accuse

M. Ange Patasse, leader du Mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.), a estimé, mercredi 26 septembre, que son « absence actuelle de Bangui était source d'exploitation » non seulement contre M. David Dacko, mais aussi contre le gouvernement français.

M. Patasse, qui s'était vu refuser le matin même l'autorisation de s'embarquer à Bangui à destination de la capitale centrafricaine, a déclaré dans la soirée au micro de France-Inter : « Si je ne rends pas demain à Bangui, soyez convaincus que Dacko sera balayé ».

M. Patasse a lancé un « appel sincère et amical » au gouvernement français. « Ce n'est pas à moi de dire à Giscard ou à Galle, peu importe, a-t-il dit, mais le plus important est de sauvegarder les excellentes relations entre la France et la République Centrafrique ».

M. Patasse s'est déclaré prêt à discuter, « ce soir même, à n'importe quelle heure » avec les autorités françaises « si elles le désirent ».

D'autre part, M. Patasse a envoyé jeudi une lettre ouverte à M. Dacko. Il écrit notamment : « J'ai été à combattre ouvertement les exactions de Bokassa en conseil des ministres ou dans les réunions publiques. Pendant ce temps-là, tu te taisais, tu ne disais rien pour Bokassa. Pendant les événements de janvier et d'avril, tu n'as même pas osé donner ta démission du poste de conseiller personnel ni lever une protestation officielle. »

« Je te considère complice de Bokassa dans le crime perpétré par ce dernier contre l'humanité, c'est-à-dire dans l'assassinat des

L'opération « Barracuda » était préparée depuis près de deux mois

Confiée au colonel Degenne, de l'état-major de la 11^e division parachutiste, l'expédition française à Bangui, baptisée « Barracuda », du nom de ce poisson rapace des Antilles — mais aussi des filets de camouflage en service dans l'armée, — a commencé d'être préparée il y a un mois et demi à deux mois.

Ainsi, ce détail coïncide avec la rencontre au Gabon, au début d'août, entre M. René Jourdain, conseiller pour les affaires africaines à l'Elysée, et celui qui allait devenir l'empereur Bokassa 1^{er}.

La France, au total, a achevé en Centrafrique une première force de dix cent quatre-vingt hommes depuis les cantonnements de N'Djamena (Tchad) et de Libreville (Gabon). En plusieurs rotations, dès le jeudi 20 septembre à partir de 23 heures, huit avions Transal, guidés par deux Breguet-Atlantic équipés pour la transmission à longue distance, ont transporté essentiellement une compagnie du 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine, régulièrement stationné à Carcassonne, et deux compagnies du 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine, normalement en garnison à Castrès.

Ces formations ont été accompagnées et, parfois, précédées diversément par des personnels en civil du centre d'entraînement des réservistes parachutistes du camp de Corbottes (Loire), qui relève du service action du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), et par des

M. KEREKOU PRÉSIDENT DU BÉNIN CONDAMNE « CES OPÉRATIONS DE RECONQUÊTE COLONIALE »

Abidjan (Reuter). — M. Mathieu Kerekou, président du Bénin, a condamné « mercredi 26 septembre le coup d'Etat survenu à Bangui avec l'aide de la France ».

« En tant que président de l'OCAM (Organisation commune africaine et mauricienne), nous condamnons fermement tout ce qui se passe en ce moment en République Centrafrique. En tout cas, nous, Béninois, nous ne cautionnons pas ces opérations de reconquête coloniale », a déclaré le chef de l'Etat peu avant son départ pour Yamoussoukro (Côte d'Ivoire).

M. Kerekou a qualifié les événements de Bangui de « scandaleux, douloureux et même tristes. Ils caractérisent à leur tour la nature même de l'impérialisme international. »

« Il est inadmissible pour les Etats africains de cautionner un tel changement », a-t-il ajouté.

Ancien ambassadeur à Paris M. SYLVESTRE BANGUI EST LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Bangui (A.P.P.). — Le président de la République centrafricaine, M. David Dacko, a formé, mercredi 26 septembre, son gouvernement. Plusieurs membres de ce cabinet faisaient partie du gouvernement de l'empereur Bokassa 1^{er}. M. Sylvestre Bangui, ancien ambassadeur à Paris, devient ministre des affaires étrangères.

Voici la composition du nouveau gouvernement :

Président : M. David Dacko. Vice-président : M. Henri Mado.

Premier ministre : M. Bernard Christian Ayanda.

Premier vice-premier ministre, chargé de l'économie et des finances, des postes et télécommunications, et du contrôle des entreprises d'Etat : M. Alphonse Koyamba.

Second vice-premier ministre, chargé des affaires étrangères : M. Sylvestre Bangui.

Ministre d'Etat, chargé de la santé, de l'éducation, de la sécurité sociale et de la promotion sociale : M. Simon Bedalanga-Ngou.

Ministre d'Etat chargé des transports, de l'équipement et du logement : M. Timothée Malendou.

Ministre de l'intérieur et sécurité publique et réorganisation des frontières territoriales : M. Michel Galendou.

Coopération, plan, statistiques et contrôle des projets agricoles : M. Jean-Pierre Lebouard.

Educations nationale, santé, sports et loisirs, affaires culturelles et éducation scientifique : M. Nicolas Goumas.

Ressources hydrauliques, forêts, économie rurale, coopératives, chasse et pêche : M. Jean Magrand.

Ministre auprès du premier ministre, chargé des mines, du commerce, de l'industrie, du tourisme, et de la recherche minière et pétrolière : M. Jean-Pierre Kabilo.

Ministre attaché au cabinet du premier ministre, chargé du contrôle des finances d'Etat, de la justice, de la fonction publique, du travail, des affaires sociales, des réformes administratives et de la « centralisation » : M. François Guéret.

M. Mitterrand : les ministres mêlés à cette affaire devraient démissionner

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a estimé, mercredi 26 septembre, au micro de TF 1, que « les ministres qui ont été directement mêlés à l'affaire devraient démissionner ». Il a dénoncé « la façon dont la France a soutenu Bokassa, dont le président de la République a entretenu les fastes, et les dommages dramatiques causés par Bokassa à son peuple », alors que « l'exercice d'une terrible dictature sanglante, oppressive, remplie de cris, de sang et de tortures ».

M. Mitterrand a ajouté : « Quand M. Galle, ministre de la coopération, venant un peu au secours de son président de la République, le « cher parent » de l'empereur Bokassa, lorsqu'il dit à propos de ces événements : « C'est un non-événement », lorsque le gouvernement français, à l'inspiration du président de la République met beaucoup de temps... à tirer les conséquences d'un massacre, d'un crime que chacun, maintenant, sait réel, tente de négocier avec la responsabilité, tente en somme de négocier avec le massacre, la France s'abaisse... ».

Le leader socialiste a également déclaré : « La France doit entrer d'urgence militairement dans les affaires internes des pays d'Afrique comme des autres », avant de condamner la déclaration publiée par le gouvernement à l'issue du conseil des ministres M. Mitterrand a en effet déclaré : « Ce communiqué est une mauvaise plaisanterie pour une mauvaise conscience, fût-elle que la rédaction ne parvienne à quantifier... comment le sang n'a pas coulé ? mais il coulait depuis des années et on le savait à Paris ».

Ouganda

« Le procès du « commandant » Bob Ateia, ancien officier d'origine britannique d'Amin Dada, s'est ouvert lundi 24 septembre à Kampala. Extradé du Kenya le 8 juin, il est accusé de « vol » et de « fraude ».

La date d'un second procès, où il devra répondre de meurtres et de vol à main armée, n'est pas encore fixée.

D'autre part, la vague de criminalité semble se développer dans la capitale ougandaise, où douze personnes ont été assassinées dans la nuit du 23 septembre.

Tunisie

M. Hedi Annabi, chargé des relations extérieures du premier ministre, M. Hedi Nouira, vient d'être nommé président-directeur général de l'Agence Tunis-Afrique-Presse en remplacement de M. Mahmoud Trid, qui devient l'attaché de presse de l'ambassade de Tunisie à Paris.

RECTIFICATIF

Une coquille a été faite dans la citation que nous avons faite du Wall Street Journal (16 Monde du 27 septembre). Notre confrère écrit que « les Français ont agi à la fois prudemment et dans leur propre intérêt », en Centrafrique (et non pas imprudemment comme nous l'avions imprimé).

... D'UN COLLOQUE

l'objectif final de l'O.L.P. d'être un État démocratique dans l'ensemble de la République... un représentant des...

... Les neuf demandant que l'O.L.P. joue « pleinement » son rôle pour un règlement de la situation... Le directeur de l'...

... Les trente-sept Libyens arrêtés le week-end dernier par les forces d'intervention françaises ont été relâchés mercredi matin 26 septembre dans leur pays sur ordre du président Dacko, apprend-on à Bangui de bonne source. On ignore le sort des quelque deux cents Libyens, qui selon les autorités centrafricaines, se seraient dispersés en ville lors de l'arrivée des troupes françaises. — (A.P.P.)

Le général ELLAN ACCUSE UNE NOUVELLE FOIS DE COMPLICITÉ A L'ÉGARD D'UN OFFICIER COUPABLE DE MEURTRE

HYPOKHÂGNE SC-PO

d'octobre à juin, préparation à temps complet à l'examen d'entrée à SC-PO

CEPES 57, rue Ch.-LeRoi, 92 Neuilly, 722.94.94, 745.00.19

Groupe de professeurs

MEDICINE Pharmacie

Octobre à Juin

- Préparation "Plein-temps"
- Soutien au PCEM I

IPEC Enseignement supérieur privé

46, bd Saint-Michel, Paris 6

Téléphone : 633.61.23/633.61.71/633.45.87

Octobre à Juin

- Préparation "Plein-temps"
- Soutien au PCEM I

Israéliens pas comme les autres cherchent Palestiniens pas comme les autres

Les membres du groupe israélien ont été moins confortés lors de leur visite à l'université de Bir-Zeit, principal établisse-

FRANCIS CORNU.

adressée au ministre de la défense.
M. Ezer Weisman, ils dénoncent la
réduction de peine accordée cette
fois à un officier supérieur — dont
l'identité n'a pu être révélée — qui
avait été condamné lui aussi pour
avoir tué des civils après l'invasion
du Sud-Liban par l'armée israélienne
en mars 1978. Les signataires de la
lettre protestent d'autre part contre
la stricte censure imposée par l'armée
elle-même, selon eux, n'a pour but que de
dissimuler à la fois les faits et
l'intervention du chef d'état-
major. — P. C.

**Vente spéciale :
cravates sole**

CREATIVES ASSOCIATES, L.P.

Le Monde

politique

AUX « JOURNÉES » DU R.P.R.

Les parlementaires gaullistes critiquent avec vigueur la politique économique et sociale du gouvernement

De nos envoyés spéciaux

Les Arcs. — Les organisateurs des journées d'études parlementaires du R.P.R. ouvertes mercredi 28 septembre aux Arcs, en Savoie, se sont employés à éviter que l'intérêt de celles-ci ne pût se réduire à la simple constatation que le R.P.R. n'est pas le seul à critiquer le gouvernement. Cette réunion des députés hors de Paris apparaît-elle plutôt comme un prolongement des débats de l'Assemblée nationale sur le mouvement gaulliste. D'ailleurs, dès jeudi après-midi M. Jacques Chirac, au cours d'une séance à huis clos du bureau politique du groupe, devait faire part de ses décisions concernant la réorganisation du mouvement, marquant ainsi son désir d'associer davantage les parlementaires aux réformes de structure qu'il souhaite instituer. Toutefois, les noms des titulaires des nouveaux postes de l'état-major gaulliste ne seront rendus publics que la semaine prochaine à Paris.

Les Arcs. — Ouvrant la première séance, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, indique que si la Savoie accueille le groupe gaulliste, c'est notamment parce que M. Michel Barnier, élu de la deuxième circonscription, est « le symbole de notre volonté renouvelée de renouveau et d'ouverture, d'une nouvelle génération de gaullistes mais pas de « néogaullistes ». Nous récusons en effet ces néo-écus ou cela, ajoute-t-il.

Soulignant que le « comité extraordinaire » du R.P.R. du 23 septembre, a marqué une véritable étape dans la vie du mouvement, il définit celle-ci en déclarant : « Il s'agit de maîtriser entièrement la cohérence entre la gerbe et l'action. Notre conviction est suffisamment forte pour que nous ne réduisions rien des réalisations et même des concessions. » Le R.P.R. n'a pas de problème interne, assure-t-il, « pas de tendance, pas de clans, pas de longs regards sur nous-mêmes ». Le mouvement gaulliste ne s'est pas assombré mais il lui fallait « quelques épreuves pour mûrir ou pour nourrir sa réflexion ».

M. Labbé affirme ensuite que c'est à propos des institutions que le rassemblement devra livrer « un véritable combat », parce que celles-ci sont aujourd'hui menacées par une « surdétermination ». La volonté nouvelle des élus gaullistes ne tolérera plus, assure le député des Hauts-de-Seine, « cet entraînement perpétuel vers un système qui révoque chaque jour un peu plus de ses sources ». Ce qui n'exclut « ni notre participation à la construction européenne, ni notre présence dans le vaste

Prologation également des travaux du comité central dans les thèmes des discours prononcés mercredi aux Arcs. Tous les orateurs se sont montrés — avec la plus grande vigueur — mécontents de l'action du gouvernement, déçus du comportement du premier ministre, incrédules devant les propos du président de la République, en somme inquiets de l'avenir du pays et sceptiques quant à la capacité des responsables du pouvoir.

Dans la ligne qu'avait tracée M. Jean Mée, conseiller pour les affaires économiques et sociales, M. Jacques Marette a demandé à son tour une nouvelle politique économique. Mais c'est avec une sévérité accrue qu'il a condamné la politique du gouvernement, l'accusant tour à tour d'immobilisme, de faux-semblant, de résignation, de manque d'imagination, parlant

tariste qui fait de la défense du franc le seul objectif de notre économie et non pas un moyen de redressement de l'activité nationale.

Dénouant « les erreurs monétaristes qui inspirent la politique du gouvernement », M. Marette préconise « une politique monétaire souple, l'adaptation de la loi de l'offre et de la demande sur le marché des changes. Si on ne le fait pas, précise-t-il, et M. Barnier confirme qu'il n'a nullement l'intention de le faire, on commet une erreur historique de la même nature que celle qui a été commise lorsqu'on a maintenu

le blocage administratif des prix industriels ». L'orateur relève d'autre part « l'incapacité du pouvoir » à restaurer la confiance des investisseurs et ajoute, à propos du plan Barre : « Je ne voudrais pas être cruel, mais il faut je crois, rappeler les déclarations qui apparaissent aujourd'hui, au troisième anniversaire du gouvernement, comme irréalistes et cruellement démenties par les faits (...). Tous les chiffres du tableau de bord de l'économie française, à l'exception du franc, sont bloqués au rouge (...). Ce n'est pas l'incapacité qui caractérise les solutions proposées par la loi de finances. »

Une « politique de gribouille » Le député de Paris analyse la loi de finances pour 1980 et qualifie de « politique de gribouille » le projet de budget de 800 milliards de francs sur les compagnies exploitant des gisements de pétrole et de gaz en France métropolitaine. Le gouvernement se résigne à la situation, précise-t-il, « mais il n'a rien fait de l'année 1979 ne situera entre le double et le triple des chiffres prévisionnels ».

Une bonne politique serait « une politique de rigueur, de planification volontariste, une politique de vérité ». Après avoir qualifié de « subordonnée » la politique économique de la nation, il conclut, le rapporteur déclare que la France a besoin d'un « choc politique ». Il énumère ensuite plusieurs propositions : il faut proposer à la nation un plan de redressement de quatre

d'échec politique, de politique de gribouille, reprochant à M. Barre de ne pas tenir ses promesses et voyant en M. Monory « un des meilleurs humoristes de France ». Mais M. Marette s'est attaché surtout à présenter des mesures nouvelles et concrètes, y compris un plan de quatre ans qu'il a longuement détaillé, tout comme l'ont fait MM. Séguin et Manel pour le problème de l'emploi.

Les gaullistes veulent manifestement échapper d'urgence au reproche qu'il leur a été souvent fait de critiquer sans rien proposer. Les débats budgétaires devraient illustrer cette attitude nouvelle. Mais, aux Arcs, en applaudissant les orateurs, les députés montraient bien le degré de leur résistance, et beaucoup promettaient de ne pas voter le budget si celui-ci n'était pas sérieusement modifié. M. Cressard,

député d'Ille-et-Vilaine, semblait bien refléter les sentiments de ses « compagnons » lorsqu'il disait dans les couloirs : « Ce n'est pas à nous d'ouvrir la crise, mais si elle s'ouvre nous voulons démontrer que le R.P.R. est capable d'apporter une solution. » Faute de renverser le gouvernement, puisqu'il ne veut pas se prêter, selon M. Chirac, à une manœuvre parlementaire, le R.P.R. dénonce donc, notamment par la voix de M. Labbé, président du groupe, l'« entraînement perpétuel » vers un système présidentiel où la toute-puissance de la machine étatique s'exercerait sans résistance.

Réclamant aujourd'hui le respect de l'équilibre des pouvoirs, se présentant comme le gardien des institutions, revendiquant pour le Parlement un rôle de proposition, de critique et de contrôle, le R.P.R. fait preuve d'une vigilance qu'il n'a pas toujours exercée lui-même avant 1974. — A. P.

transactions de bons de caisse anonymes : s'attaquer aux incertitudes de fortune ; en finir avec l'absurde dogmatisme monétariste ; reconquérir notre marché national ; combattre la spéculation sur l'or ; orienter l'épargne vers les investissements productifs plutôt que stériles. Il faut surtout rendre la confiance au pays, à ses travailleurs, par la concertation et la participation (...). Il faut savoir dire non quand les intérêts essentiels de notre pays sont en cause par nos partenaires européens. »

EMPLOI : un constat dramatique Rapporteur sur les problèmes de l'emploi, M. Jean-François Manel, député l'Orne, reconnaît que les membres du gouvernement : « Le dirigisme tatillon mais indigne qu'il faut aller en-dehors de la gestion traditionnelle et estime que « la constatation de l'emploi est dramatique ». Il se prononce pour une « nouvelle politique économique » et déclare notamment : « Le dirigisme tatillon, dans l'emploi, est une catastrophe, alors que, quoi qu'on en dise, ses ramifications ne cessent d'augmenter ; la planification qui s'est imposée en matière de planification, en matière d'obligation, qu'en avait fait le général de Gaulle. »

A propos de la réduction de la durée du travail, il indique que celle-ci fait partie d'une « étonnante mythologie sociale » issue du Front populaire, et ajoute : « Elle ne serait pas un épouvantail si elle était appliquée après avoir été précédée par une concertation entre les partenaires sociaux. »

Second rapporteur sur la situation de l'emploi, M. Philippe Séguin, député des Vosges, rappelle tout d'abord les objectifs que s'était fixés la commission d'enquête parlementaire sur la situation de l'emploi et du chômage, créée par la loi du 10 mai 1978. Le rapporteur rappelle que la commission nationale a eu pour tâche de dénoncer trois illusions en matière d'emploi, qui sont actuellement proposées comme des « remèdes » pour mettre un terme à la crise de l'emploi : « Il s'agit d'interdire les cumuls, de renvoyer les travailleurs étrangers, de réorganiser le droit de licenciement. » Ces mesures, ajoute-t-il, n'ont, ou n'auront, aucun effet direct pour résoudre le problème de l'emploi. Le diagnostic du gouvernement n'est pas faux, poursuit-il, « Sa thérapeutique n'est pas forcément inadéquate, mais elle n'est pas fermement mise en œuvre ». Le rapporteur se livre ensuite à un rappel des circonstances qui ont accéléré la crise du chômage et prime une « grande chasse au gaspi » dans les dépenses budgétaires : « Nous devons nous refuser à l'avenir de voter sans examen la part la plus importante du budget qu'on désigne sous le nom de « services vides ».

Abordant le problème des dépenses sociales, il constate « qu'on n'empêchera pas les Français de se soigner ». Le progrès médical étant un fait inéluctable et, en ce qui concerne le financement de ces dépenses, il propose de retourner au régime unique de la Sécurité sociale et à la fiscalisation de la recette pour ce qui concerne les prestations médicales stricto sensu — fût-ce le remboursement des dépenses — et pour les prestations familiales.

Après avoir énuméré quelques-unes des propositions de la commission d'enquête, M. Séguin déclare notamment qu'il faut « renoncer aux improvisations successives de l'État pour l'emploi et donner un statut permanent aux modalités de l'insertion professionnelle des jeunes ». A propos de l'indemnisation du chômage et du financement de l'UNEDIC, il indique qu'au-delà d'une gestion tripartite de l'UNEDIC, il est favorable, si besoin est, à la nationalisation de

Le R.P.R. Les parlementaires du R.P.R. qu'en matière de structure le seul de l'Assemblée nationale. De notre correspondant. Les parlementaires du R.P.R. qu'en matière de structure le seul de l'Assemblée nationale. De notre correspondant. Les parlementaires du R.P.R. qu'en matière de structure le seul de l'Assemblée nationale. De notre correspondant.

Oui, nous avons le droit

Le R.P.R. Les parlementaires du R.P.R. qu'en matière de structure le seul de l'Assemblée nationale. De notre correspondant. Les parlementaires du R.P.R. qu'en matière de structure le seul de l'Assemblée nationale. De notre correspondant. Les parlementaires du R.P.R. qu'en matière de structure le seul de l'Assemblée nationale. De notre correspondant.

LE FINANCEMENT DES PARTIS-POLITIQUES

M. DIDIER BARIAMI (radical) exprime de « graves réserves » sur le projet du gouvernement

Le C.R.A.P. pour l'organisation d'un front du refus

M. WILLIAM STUDER EST NOMMÉ DIRECTEUR A LA PRÉFECTURE DE PARIS

M. William Studer, conseiller technique auprès du garde des sceaux, ministre de la Justice, est nommé, avec rang de préfet, directeur à la préfecture de Paris. Il devient chef de la mission économique et sociale de la région Île-de-France en remplacement de M. Pierre Esperandieu.

Dans « Le Monde » du 21 juillet 1977 Henri Jannès a posé la publicité ci-après

LES CONTRIBUABLES ACCUSENT

Ce que je n'ai pas eu le temps de dire à la télé

LE WATERGATE FRANÇAIS

HENRI JANNÈS

ancien expert près de la Commission des Finances du Sénat président du R.U.C.

Dans un seul secteur de l'économie :
Somme volatilisée : 55 milliards lourds
(44 fois le scandale de la Vienne)

Peine prévue : 10 à 20 ans

Montant des pots de vin : 9 millions de dollars

Poursuivi par 4 ministres
• 1 Premier ministre
• 1 président de la République
devant 3 tribunaux, j'ai été reconnu innocent

A côté de cela, le Watergate américain n'est que péché de première communion

SI LA CAISSE DE L'ÉTAT N'ÉTAIT PAS UN TONNEAU PERCÉ, ON POURRAIT SUPPRIMER L'IMPÔT SUR LE REVENU

DÉFI Le président des Contribuables lance un défi à tous les hommes politiques pour un débat devant leurs électeurs

Éditions R.U.C.-Jannès, 24, rue d'Aumale, 75009 Paris. Prix : 40 F
Diffusion Le Hameau : 15, rue Servandoni, 75006 Paris, 329.05.50

Pas un seul politicien n'a osé relever le défi
CONTRIBUABLES ÉCRASÉS : CONCLUEZ

Les rapatriés de confession islamique préparent une « plate-forme d'action commune »

Les représentants de sept associations de rapatriés, dont cinq organisations de Français musulmans (1), se sont réunis samedi 23 septembre à Paris, pour préparer l'élaboration d'une « plate-forme d'action commune ». Les premiers échanges de vues ont mis en évidence de larges convergences.

Ces associations souhaitent notamment que le fonctionne-

ment de la commission nationale chargée de l'étude des problèmes des Français musulmans « soit révisé en vue d'obtenir que le choix des représentants soit assuré par la communauté concernée et que ceux-ci bénéficient d'une liberté totale ». Ils demandent des présidents, parmi lesquels figurent des responsables locaux compétents en matière de formation professionnelle dans les départements où le nombre des jeunes musulmans inactifs est élevé et ils insistent « pour que le gouvernement assure au profit de tous les ressortissants français la libre circulation entre la France et l'Algérie ».

Certaines divergences se sont toutefois exprimées à propos de la situation des rapatriés du gouvernement. C'est ainsi que le texte d'une motion très critique à l'encontre des pouvoirs publics a été écarté. M. Jannès, président de l'Union nationale des anciens combattants français de confession islamique, après avoir été adopté, samedi, à l'unanimité des présents, parmi lesquels figuraient les délégués de ces deux associations.

Les échanges de vues vont néanmoins se poursuivre au sein d'un comité de coordination.

(1) Union nationale des travailleurs musulmans d'origine nord-africaine, Union nationale des Français musulmans, Union nationale des anciens combattants français de confession islamique, Mouvement d'assistance et de défense des rapatriés musulmans, Front national des rapatriés français de confession islamique, Cercle algérienne, Mouvement des RECOURS.

Le Monde

PUBLIE

CHAQUE LUNDI

(numéro daté mardi)

UN SUPPLÉMENT

ÉCONOMIQUE

1. Introduction
 The purpose of this report is to provide a comprehensive overview of the current state of the market for [Product/Service]. This document will analyze the key factors influencing the market, including demand, supply, and competition, and will provide recommendations for future growth and development.

2. Market Overview
 The market for [Product/Service] is currently experiencing rapid growth, driven by increasing demand and technological advancements. The market is characterized by a high level of competition, with several key players vying for market share. The overall market size is estimated to be [Value], with a projected growth rate of [Percentage] over the next five years.

3. Key Findings
 The following findings were identified during the research process:
 - Demand for [Product/Service] is increasing significantly, particularly in the [Region/Market Segment].
 - Supply is currently limited, leading to shortages and higher prices.
 - Competition is intense, with several established players and new entrants vying for market share.
 - Technological advancements are driving innovation and improving product quality.

4. Recommendations
 Based on the findings, the following recommendations are proposed:
 - Increase production capacity to meet growing demand.
 - Invest in research and development to improve product quality and efficiency.
 - Expand marketing efforts to reach a wider audience.
 - Monitor the market closely for changes in demand and competition.

5. Conclusion
 The market for [Product/Service] is highly dynamic and offers significant opportunities for growth. By implementing the recommended strategies, [Company/Entity] can position itself for long-term success in this market.

De notre correspondant

Sur une période de cinq à dix ans, a déclaré Jacques Barrot, ministre de la Santé, « la démographie médicale : il y aura 165 000 médecins en 1985, soit un médecin pour 375 personnes, alors qu'aujourd'hui, nous disposons d'un praticien pour 200 personnes ». Le développement « sera contrôlé s'il y avait pas cette démographie. »

(Suite de la première page.)

nous, en vérité, dix-sept ans plus tard). Et, en effet, le favori de 85 % des Français : 94 % de R.P.R. et 93 % d'U.D.F., certes, mais aussi, hélas ! 83 % des socialistes et 77 % des communistes (2).

Restons donc dans la triste réalité, mais prenons le risque de dire que nous avons honte.

RAYMOND BARRILLON.

(2) Sondage. Soirée-Antenne. 2 mai 1982. 31 août 1982 à 4 septembre 1978, à l'occasion du vingtième anniversaire de la Constitution.

■ Le bureau politique du P.F.N. (extrême droite) : « Si cela continue, il faudra bientôt que les parcs n'appartiennent qu'à la bande des quatre, paient pour avoir le droit de se présenter aux élections. Dans l'immédiat, nous demandons à tous ceux qui avaient déjeuné, en premier lieu, dans les restaurants de l'ancien régime, au premier rang duquel M. Jacques Chirac, de ne pas oublier leurs promesses d'alors et de faire échouer au projet de loi gouvernemental le prochain viendra devant le Parlement. »

Il propose aux associations représentatives « d'organiser un front du refus avant que les partis, dotés de moyens accrus, ne les réduisent à merci ».

« En cette période d'ouverture de la chasse, prend-on le contribuable français pour un pigeon destiné à alimenter les faiseurs ? », demande le Collège pour une société de participation (C.S.P.), que préside Daniel Sigaud, ancien conseiller municipal. « En période de crise, il est inapproprié d'annoncer aux Français qu'ils seront sans doute appelés à financer sur leurs deniers l'activité des partis politiques » et que « le rôle des partis politiques ne peut être conçu que dans un souci d'égalité et de moralisation ». Le C.S.P. se déclare « résolument opposé à ce projet qui ne saurait être qu'une nouvelle conception de la démocratie française ».

Télex: 230 402
JET SERVICE
INTERNATIONAL

De notre correspondant

risés des quartiers nord de la ville. M. Picheral avait fourni au maire une demande de celui-ci, qui consistait à le laisser, au lieu de lui faire passer le dossier, un fiche évaluant la participation éventuelle de la ville à l'achat d'un terrain (80 000 F), d'un local pour les services techniques municipaux (20 000 F). Da reste, le dossier n'a jamais pu aboutir, car, après l'annulation, en 1978, de la candidature de M. Picheral, M. Joissains avait écarté ce projet. On rappellera que le centre socio-culturel était la « tête » de M. Charles Debasch, conseiller technique à la présidence de la République, l'intention de conduire séparément une liste. Des contacts furent établis, mais on ne considéra autour de M. Picheral, candidat désigné par la section socialiste, une liste de rassemblement de la gauche avec participation du parti du G. D. et du G. A. E. et de diverses personnalités.

prochain comité directeur des 29 et 30 septembre se soit déroulée « de façon fraternelle et féconde », le premier secrétaire du P.S. a relevé « la volonté commune d'aboutir et la volonté de rassemblement » qui s'est manifestée au sein de la commission. Il a précisé que le « projet socialiste » ne constitue pas le « programme » du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981, mais se « vaise-forme ».

Les suffrages canaques

qui comporte une direction des affaires politiques, administratives et financières, confiée à M. Jean Montpezat, président du conseil général de l'Océan indien, et une direction de l'action économique, solide et culturelle, confiée à M. Ferret, précédemment directeur du DOM, et à son adjoint, le secrétaire d'Etat « d'assurer le rattrapage nécessaire dans tous les domaines ».

A cet égard, M. Dijoud a réaffirmé que des progrès considérables doivent être réalisés outre-mer dans les domaines économique, social et culturel. Il a rappelé les grandes lignes de la politique du gouvernement outre-mer. Telles qu'il les a tracées dans l'interview qu'il nous a récemment accordée (*le Monde* du 18 septembre).

Sans nier l'existence de « flambées périodiques de violence », qui, selon lui, « n'ont pas plus d'ampleur ni d'étendue qu'en métropole », M. Dijoud a souligné que « la situation des formations politiques qui se réclament de l'appartenance la plus étroite au département est toujours continuellement ». Il a ajouté : « Cela n'ex-

DEUX NOMINATIONS

M. Jean Montpezat, directeur des territoires d'outre-mer, est nommé directeur des affaires poli-

M. Jean Montpezat, directeur des territoires d'outre-mer est nommé directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer.

M. Jacques Ferret, directeur des départements d'outre-mer, est nommé directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer.

[M. Montpezat avait été nommé récemment directeur des T.O.M. (ordonnance du 22 août 1978). M. Ferret, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, était directeur des T.M. depuis septembre 1976.]

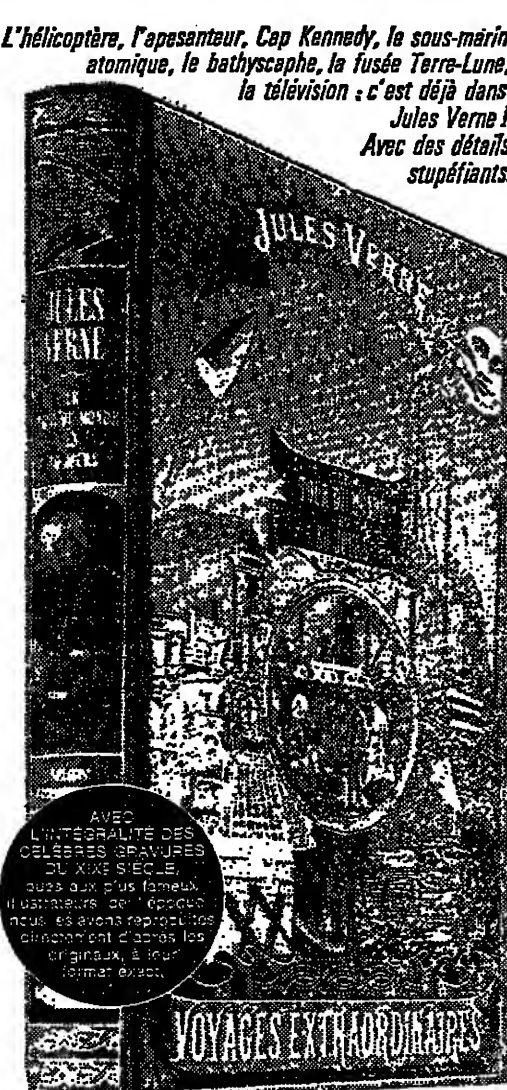
Relisez les romans de Jules Verne

**Dans votre bibliothèque,
ces romans inoubliables qui ont été
traduits dans toutes les langues.**

Le Tour du monde en 80 jours
Vingt Mille Lieues sous les mers
De la Terre à la Lune
Les Enfants du capitaine Grant
L'île mystérieuse - Michel Strogoff
Les Tribulations d'un Chinois en Chine
Cinq Semaines en ballon
Voyage au centre de la Terre

pour vous faire une opinion sur cette édition

Pour recevoir chez vous, sans frais et sans engagement d'achat, les superbes volumes et sa grande connaissance en toute tranquillité, il vous suffit de nous le faire à l'adresse. Vous en profitez sans aucun risque, si vous n'êtes pas entièrement satisfait. Vous pouvez retourner les volumes, sans la moindre explication. Vous ne le réglez, en effet, que si vous décidez de le garder. Les volumes suivants vous seront alors adressés au rythme d'un par mois, réglables aux mêmes conditions.

[illegible][illegible]

des ministres

Le Monde

société

LA SEMAINE
INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ

Doutes

Ivan Illich, qu'on attendait, n'était pas venu, mais Daniel Cohn-Bendit, qui n'attendait pas, était dans la salle. Ce fut la principale surprise du débat consacré, mercredi 26 septembre, à l'occasion de la Semaine informatique et société, au Palais des congrès, au thème impérial : « Un changement de mode de vie, pour quoi faire ? »

Quand on entendit, après plus d'une heure de discussion, au fond de la salle la voix jadis familière, à peine vieillie, lancer : « Quel est le rapport idéologique de ceux qui font les programmes informatiques de l'enseignement à ceux qui vont les apprendre ? », on eut le sentiment du déjà entendu. Ce sentiment ne fit que croître quand le secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, M. André Henry, de la tribune, répliqua : « Les éducateurs ne sont pas des fantômes incapables de transmettre autre chose que l'idéologie bourgeoise ». Éternelle querelle de ceux qui croient que l'humanité peut tout et de ceux qui pensent que les systèmes et les institutions ne sont jamais neutres.

L'informatique, par exemple. Faut-il se réjouir bêtement de son irruption dans notre vie ? Faut-il au contraire s'en méfier à priori ? La réponse classique — c'est un outil qui ne vaut que par l'utilisation que l'homme en fait — ne suffit plus. Il vient un moment où l'homme n'est qu'un appendice de l'outil. La télévision, drogue populaire bien contrôlée par les pouvoirs, le montre assez.

L'informatique a le mérite — et le défaut — d'être à la fois une réalité et un fantasme. Et à présent, mais c'est son futur qui est en débat. Les invités de la table ronde de mercredi se sont tous situés dans l'un ou l'autre camp.

Réalité et fantasme

Il y a les positifs. M. Gérard Beaumont, directeur de Control Data, constate, et son collègue, qu'après « la période d'effervescence » et « la période administrative aliénante » on est entré dans celle des applications nouvelles : communications, informations, éducation. M. André Henry, lui, est presque enthousiaste : « C'est la première découverte scientifique, la première révolution. Il ne faut pas que l'éducation nationale rate cette mutation. Comme elle a raté celle de la télévision. »

Il faut « prendre des précautions », mais c'est un outil qui peut être mis au service des enfants. « Nous devons dire oui au développement de l'informatique », poursuit M. Henry. Le contraire serait suicidaire. Mais il faut que les éducateurs et l'éducation nationale aient la maîtrise de la programmation. Georges Sutter, éditeur à la Xerox, se dit « réticent » au point de vue des postes devant l'ordinateur. La gale, aujourd'hui, cela n'est pas si fréquent. M. Gilbert Trigano, P.-D.G. du Club Méditerranée, ne voit pas, sans les vingt-huit informaticiens de son entreprise, celle-ci n'aurait pas survécu et donner du travail à quatorze mille personnes.

Mais il y a les méfiantes. M. Gérard Pelletier, ambassadeur du Canada en France, tout en jugeant « irréversible » le développement de l'informatique, affirme : « Si nous laissons toute liberté à la révolution informatique, elle nous prendra la tête. » M. Alain Touraine, professeur de sociologie, interroge : « Est-ce que ces techniques ne nous font perdre la signification et la segmentation sociale ? Ne courrons-nous pas le risque de voir une logique de la domination technocratique se compléter par une sorte de « jeux de cirque » moderne où chacun restera chez soi pour jouir du spectacle d'un monde que d'autres gouverneront et transformeront ? »

Le débat, parfois houleux, qui suivra ces interventions montrera que l'enthousiasme n'est pas général. Mais aussi que la communication, même l'aide de la télématique, reste difficile. Aux contestataires parfois véhéments qui crèvent à l'illégitimité de leur technique, les ingénieurs qui garnissent la salle répondront parfois par un touh-touh qu'aucun ordinateur ne saurait imaginer.

BRUNO FRAPPAT.

● L'association a été créée toute la journée du mercredi 26 septembre au C.I.V.G. (Centre d'information volontaire de grosesse) de Tours à la suite d'une grève administrative de vingt-quatre heures.

Cette action a pour origine une décision de l'administration qui avait nommé une infirmière sans tenir compte de l'avis de l'inspecteur de la région. Elle a été prise par dix médecins vacataires. Mais au-delà du C.I.V.G., souhaite que la spécificité de son travail soit reconnue par l'hôpital et demande, d'autre part, les moyens humains et matériels nécessaires. « planning » temps pour que le centre ne soit pas un « avoir-tout ». — (Corresp.)

La création de l'espace judiciaire européen a servi de toile de fond aux débats sur l'affaire Piperno

La chambre d'accusation se prononcera le 17 octobre sur l'extradition

Curieuse situation que celle de Francesco Piperno, contraint de démontrer le caractère politique de crimes auxquels il s'affirme étranger à des juges auxquels la loi interdit d'évoquer le fond de l'affaire (elle les autorise seulement à vérifier si les charges retenues contre lui sont prévues par la convention d'extradition liant les deux pays, non à se prononcer sur la culpabilité). L'étranger de cette marge de manœuvre facilitait la tâche du ministère public. Sur les quarante-six chefs d'accusation notifiés à la justice française par la magistrature romaine, a dit M. Dupin de Beysat, vingt-trois dont la participation au meurtre d'Aldo Moro, sont prévus par cette convention. Les autres, comme la contrefaçon d'attestations d'assurance et certaines infractions à la législation sur les armes, au code de la route italienne, ne peuvent être retenus.

Rien ne s'oppose, a-t-il ajouté, à l'extradition de M. Piperno, sauf peut-être l'article 5 de la loi du 10 mars 1927 qui prévoit que cette extradition est refusée si les charges retenues ont un caractère politique ou s'il « résulte des circonstances que l'extradition est demandée dans un but politique ».

Cette règle, selon M. Dupin de Beysat, ne souffre qu'une exception : le cas de crimes particulièrement « odieux ». Peut-on dénier ce caractère à l'assassinat d'Aldo Moro ? On croit néanmoins déceler une hésitation sur la nature des charges retenues contre M. Piperno lorsqu'il conclut : « Ce n'est pas au moment où la lutte contre le terrorisme connaît un succès décisif en Italie que notre pays doit méconnaître les accords internationaux. » N'est-on pas en présence d'une affaire politique ?

M. Kleiman ne dénie pas à la cour sa compétence pour juger l'affaire au fond, mais, dit-il, il est de tradition qu'elle s'assure du caractère « sérieux et loyal » des demandes d'extradition. Cette assurance fait singulièrement défaut. Que reproche-t-on à Francesco Piperno ? Au premier chef, d'avoir participé au meurtre et à l'assassinat d'Aldo Moro, dit-il, cinq de ses gardes du corps. Cette accusation repose sur la conviction qu'a acquiescé M. Achille Galucci, le juge d'instruction romain, auteur du mandat d'arrêt dont

La participation de certains « autonomes » à l'assassinat du président de la démocratie chrétienne parait suffisamment établie à la justice italienne pour lancer, le 7 avril dernier, un coup de filet dans ce milieu. Toni Negri et Oreste Scalzone sont arrêtés.

L'Etat-juge

(Suite de la première page.)

Cette prime à l'accusation est encore renforcée par la faiblesse de ce qui est exigé d'elle ensuite. On a effectivement rappelé mercredi la chambre d'accusation doit uniquement « assurer de la régularité de la demande », mais que cette juridiction « n'a pas le pouvoir de procéder à un examen de la réalité des faits ». On comprend, dans ces conditions, que le magistrat auteur de ce rappel ait dit de l'extradition qu'elle était une « manière très spéciale ».

Il est juste de préciser — on l'entendit — que la loi sur l'extradition n'est pas (ou plus) une loi de circonstance, puisqu'elle remonte au 10 mars 1927. Il n'est pas moins vrai qu'il y a lieu d'être interrogé, qu'une accusation n'ait même pas l'obligation légale d'être vraisemblable.

La défense, alors, dispose de deux

méthodes pour inciter la juridiction à se dire défavorable à l'extradition — ce qui empêche le gouvernement français de donner suite à la demande étrangère. Ou bien tenter de démontrer l'insuffisance des accusations, ou bien dire qu'elles sont formulées à l'occasion d'une infraction politique ou encore dans un but politique.

Dans le premier cas, il s'agit en quelque sorte pour la défense de fournir une preuve négative : que l'accusé s'est à tort, On connaît la difficulté d'une telle entreprise. C'est là que l'extradition supplémente la preuve à rapporter sur celle de l'innocence et non, pour l'accusateur, celle de la faute. L'obligation légale en France pour inculper et le cas échéant, incarner consiste à réunir contre un coupable présumé, en des « présomptions graves, précises et concordantes ». L'Etat étranger est dispensé de cette contrainte que l'on aurait cru élémentaire.

Le recours à l'odieux

La loi se mue en jurisprudence dont tout exilé devait se méfier.

Mais elle prête à une double critique. La première peut être empruntée à M. Olivier Guichard qui, du temps qu'il était ministre de la justice, avait refusé l'expression « crime odieux », en faisant observer qu'il n'en connaissait pas qui fussent charmantes. On pourrait ajouter, après celui qui se voulait « ministre de la loi », que cette notion n'a pas d'existence établie en droit français.

Il sera donc intéressant d'examiner, le cas échéant, comment les magistrats justifieront, dans leur argumentation favorable à l'extradition, ce recours à l'« odieux ».

Il est exact cependant que l'épithète figure à l'article 5 de la loi sur l'extradition. Il y est précisé que « les actes commis au cours d'une insurrection ou d'une guerre civile (...) ne pourront donner lieu à l'extradition que s'ils constituent des actes de barbarie odieuse (...) ». Certes, les juges ont déclaré « ne pas faire de politique » et « ne pas lire les journaux ». On n'ose toutefois imaginer que, à l'occasion d'un arrêt favorable à l'extradition de M. Piperno et fondé sur l'adjectif « odieux », les juges n'aient voulu à l'implicite, mais solennellement, que l'Italie est en état de guerre civile.

PHILIPPE BOUCHER.

La nouvelle démarche a été faite le 29 août auprès de la justice française. Elle se réfère pour l'essentiel aux mêmes accusations, mais sous une qualification juridique différente. C'est ce tour de passe-passe et la nature des faits reprochés à M. Piperno que MM. Jean Fau, Jacques Rameau et Jean-Claude Texier devront examiner pour rendre leur décision. Dans l'hypothèse où ces faits seraient qualifiés de crimes de droit commun — et non de crimes politiques, — M. Piperno, sous réserve d'une décision en ce sens du gouvernement, serait extradé.

Avant de laisser la parole à l'avocat général, M. Gabriel Dupin de Beysat, et à deux défenseurs de M. Piperno, M^{rs} Georges Kleiman et M^{rs} Leclerc, la cour avait refusé la mise en liberté de M. Lanfranco Pace, un ami de M. Piperno, qui s'était livré à la justice française le 14 septembre (« Le Monde » du 15 septembre). La demande d'extradition de M. Pace sera examinée ultérieurement.

ceux retrouvés dans l'appartement qui avait servi de base à l'enlèvement d'Aldo Moro.

Le raisonnement de la justice italienne est le suivant : puisque Francesco Piperno a demandé à une amie d'échapper deux terroristes (ce qu'il nie), il est lui-même, à ce titre, il a nécessairement participé aux crimes dont les armes ont été retrouvées chez cette amie.

Une autre affaire lui est reprochée : d'avoir rencontré à trois reprises, au moment de l'enlèvement d'Aldo Moro, le vice-secrétaire du parti socialiste M. Claudio Signorile, pour trouver le moyen de sauver la vie de l'otage. Preuve des liens de Francesco Piperno avec les Brigades rouges : celui-ci avait même, à en croire les magistrats romains, déclaré trois ou quatre jours avant l'assassinat du président de la démocratie

chrétienne que la situation devenait « précipitante » (sic), ce que soulignaient tous les journaux. Ces contacts ne devaient rien donner. Explication de M. Bettino Craxi, secrétaire général du P.S.I. : « Nous n'avons pas eu, dans nos discussions, un partenaire pour servir d'intermédiaire. »

La tâche des magistrats français est délicate. Ils ne peuvent ignorer tout à fait ce contexte. En même temps, la loi, elle, l'opportunité les incite à n'en pas tenir compte.

Ce danger a été perçu par la défense, qui s'est efforcée de répondre point par point aux arguments du ministère public. M^{rs} Kleiman a souligné que, contrairement à ce qu'avait déclaré M. Dupin de Beysat, rien ne permet d'affirmer que l'exercice politique ne vaut pas en cas de crime « odieux ». « Il n'y a pas de jurisprudence dans ce sens », pour conclure la créer. M^{rs} Leclerc a rappelé que, depuis la loi du 15 janvier 1963 créant la Cour de sûreté de l'Etat, les infractions au code pénal commises dans le but de « substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat » relevaient de cette juridiction éminemment politique. N'est-ce pas la preuve que les faits reprochés à Francesco Piperno sont, eux aussi, politiques ?

Les deux défenses se sont référées à l'espace judiciaire européen que les gouvernements, faute de mieux — c'est-à-dire d'être sûrs de l'approbation de leurs Parlements — ne seraient pas fâchés de voir entrer en vigueur de facto sous la houlette des tribunaux, à l'occasion d'affaires comme celle-ci. L'enjeu, effectivement, n'est pas mince.

BERTRAND LE GENDRE.

La mort de Pierre Goldman et les hésitations de la gauche

Pierre Goldman devait être inhumé, jeudi 27 septembre vers 17 heures, au cimetière du Père-Lachaise. Apparaissant, une procession silencieuse devait accompagner le cercueil à travers les rues de Paris, depuis l'Institut médico-légal, quai de la Rapée (12^e arrondissement), Trente et une organisations de gauche, les Brigades rouges, les amis du militant décédé, avaient appelé les Parisiens à rendre un dernier hommage à la mémoire de Pierre Goldman.

Une semaine après sa mort, les assassins demeurent inconnus. La brigade criminelle, chargée de l'enquête, continue ses investiga-

Plus d'une centaine d'intellectuels, membres du P.C.F., ont signé, mercredi 26 septembre, un appel lancé par la revue communiste *Dialectique*, incitant les membres de leur parti à participer aux obsèques de Pierre Goldman. L'appel, qui sera lu, jeudi 27 septembre à 18 heures (voir nos dernières éditions), figure les noms de Mmes Christine Euzi, Catherine Cézant, et de MM. Etienne Galbar, Jean Ellenstein, Jean Rony et Gilles Perrault. Ces intellectuels appellent également, « conformément aux traditions de lutte antifaçistes et démocratiques du P.C.F. », à participer à la réunion unitaire que doivent organiser, mardi 2 octobre à la Mutualité, les trente et une organisations et mouvements de gauche, réunis au sein d'un comité.

Cet appel peut apparaître comme un désaveu de la position du parti communiste qui ne s'est pas associé à l'initiative du comité des trente et une organisations, prétendant envoyer le bureau des parlementaires communistes, faire une démarche de protestation au ministère de l'Intérieur et demander à M. André Lajoinie, député (P.C.) de l'Ailier, de poser une question écrite à M. Raymond Barre, concernant les circonstances de la mort de Pierre Goldman.

Les intellectuels communistes signataires de l'appel de la revue *Dialectique* n'ont pris leur décision qu'après une dernière réunion mardi 25 septembre, à la Fédération de Paris de leur parti. Ils ont reproché à leur direction de ne pas participer aux cérémonies à la mémoire de Pierre Goldman, de crainte de voir une

tions et prépare les portraits-robots des trois tueurs de Pierre Goldman. Après avoir exploité l'hypothèse d'un crime commis par des membres de l'extrême droite, les enquêteurs tentent désormais d'en vérifier une autre : un assassinat commis par des malfruits à la solde des milieux d'extrême droite basques espagnols. Plusieurs criminels français auraient, en effet, passé un contrat avec l'alle d'or du patron espagnol et seraient chargés d'éliminer des militants basques ou certains de leurs amis. Sans repousser cette hypothèse, les policiers estiment ne pas avoir encore d'éléments pouvant accréditer cette thèse.

telle initiative prise pour une action « à la base » avec le parti socialiste. Les signataires de l'appel repoussent aussi que l'initiative, dans une biographie de Pierre Goldman, publiée dans son édition du 24 septembre, n'ait pas fait mention de l'assassinat de Pierre Goldman, assassiné à l'Union des étudiants communistes (U.E.C.).

La C.G.T., la F.E.N. n'ont pas appelé, non plus, leurs adhérents à participer aux obsèques de Pierre Goldman ni à la réunion unitaire de la Mutualité. La C.F.D.T. devait, en revanche, envoyer une délégation confédérale

aux obsèques, tout comme le Mouvement des radicaux de gauche. Cependant certaines sections syndicales ont, d'autre part, annoncé qu'elles souhaitaient s'associer à l'initiative des trente et une organisations de gauche.

C'est le cas notamment du Syndicat des journalistes C.G.T., qui estime que « le poète de Pierre Goldman en faisait une victime désignée pour les nostalgiques de Vichy, les résistants de F.O.A.S. et autres ennemis des accords de l'été 1964 ». Il rappelle que « le poète de Pierre Goldman, M. Maurice Lourd, ouvrier du Livre, est resté impuissant ».

Les militants bretons devant la Cour de sûreté de l'Etat

Clair-obscur

La Cour de sûreté de l'Etat, dirigée par M. Claude Allaer, examine, depuis le lundi 24 septembre, le dossier des attentats et vols d'explosifs reprochés aux militants bretons du F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée révolutionnaire bretonne) du groupe Finistère. Dominant toutes les audiences, un certain sentiment de malaise prévaut, puisque la Cour s'appuie largement, dans ce travail de patience, sur les aveux, jamais signés, d'un accusé, M. Michel Herjehan. Ses déclarations — procès-verbaux rédigés par la police judiciaire de Rennes durant une garde à vue de six jours, alors que l'accusé souffrait d'un fort diabète — sont bel et bien « frappées de suspicion », selon la formule de M^{rs} Jean-Pierre Mignard, qu'elles soient authentiques ou prétendues.

Ce malaise est à coup sûr renforcé par un double clair-obscur politique propre au procès. De fait, les mobiles qui ont animé et qui animent encore visiblement certains des accusés n'apparaissent pas de manière évidente, comme si tout un travail de préparation et d'explication politique avait été en partie négligé. Ainsi, mercredi 26 septembre, seuls deux accusés comparaissent libres, MM. Bernard Delacour-Minot et Erwan Le Coadic, ont-ils clairement exposé les mobiles de leur action : protestation contre la marée noire de l'Amoco-Cadix, pour l'un ; contestation de la politique industrielle conduite en Bretagne pour l'autre.

Sur un autre plan, le contenu des débats renvoie l'image d'un mouvement F.L.B.-A.R.B. extrêmement cloisonné et rigide, où coexistent, séparés par une espèce de *no man's land*, des exécutants, « camarades en dyna-

mite » comme les a désignés le président, et des dirigeants. Le groupe du Finistère n'aurait ainsi pour interlocuteur qu'une « botte aux lettres mortes », qui, à l'occasion, fournit des copypasts et revendique des attentats. Celui d'Ille-et-Vilaine, on le sait, rendrait compte à un certain « M. X... » (« Le Monde » du 25 septembre).

Ce « M. X... », cette « botte aux lettres », ne serait-ce pas M. Yann Fouéré, par exemple ? Nul ne le sait encore. Sous-préfet à Mer-lan durant la dernière guerre, aujourd'hui autonomiste breton, considéré par les policiers comme un « patron du F.L.B. », il est en le cas de plus en plus présent dans les débats. Il ne disparaît pas pour autant le clair-obscur ambiant. M. Fouéré, jugé par défaut, s'est recroisé dans le marécage, en Irlande.

LAURENT GRELSAMER.

serait trop de ne pas profiter.

Airlines
Montréal
Amérique

ÉDUCATION

MÉDECINE

Libres opinions

La politique du citron ?

par YVES DALMAU (*)

Pour le ministre de l'éducation, « le rôle de l'auxiliaire est essentiellement d'assurer des suppléances (1) ». Il se propose de pérenniser une pratique aberrante, qui consiste à confier une tâche des plus complexes, celle d'assurer des suppléances, à des personnels mis dans les plus mauvaises conditions qui soient.

L'intervention pédagogique de l'enseignant-remplaçant est rendue particulièrement difficile par la mobilité inhérente à sa fonction. Le travail de suppléance, pour être assuré dans de bonnes conditions, suppose une disponibilité importante, une formation réelle et une expérience acquise dans l'exercice du métier. Il n'y a donc pas de suppléance à l'école, c'est-à-dire la capacité d'écouter et d'adapter, que si les personnels affectés à de telles tâches exercent dans des conditions matérielles et psychologiques favorables : rémunération correcte, garantie d'emploi, charge de travail réduite, volontariat, « maîtrise » du métier. La situation du maître auxiliaire — insécurité permanente, salaires de misère, fatigues dues à d'incessants déplacements — est aux antipodes de ces exigences.

Les auxiliaires, mais aussi les élèves et les enseignants titulaires, font les frais de cette politique. Les enseignants, comme les autres catégories sociales, doivent avoir la possibilité de prendre des congés de maladie, de maternité, pour la formation permanente ; ils doivent pouvoir bénéficier d'autorisations d'absence et de dispenses de service pour activités syndicales.

C'est pourquoi le SGEN-C.F.D.T. revendique la création d'emplois affectés au remplacement sur lesquels devraient être exclusivement nommés des personnels titulaires, non débutants, sur la base du volontariat, avec aménagement de service, défraiement et affectation sur une aire géographique déterminée.

Contrairement à ce que dit M. Beullac, personne ne réclame le maintien et la renouvellement d'un volant de maîtres auxiliaires. Nous revendiquons l'arrêt de tout recrutement de nouveaux auxiliaires, la titularisation de tous les auxiliaires et, parallèlement, l'implantation d'emplois de titulaires remplaçants.

L'argument selon lequel la titularisation des maîtres auxiliaires se ferait au détriment des candidats aux concours n'est pas recevable. D'abord pour des raisons de justice. Licencié des maîtres auxiliaires que l'on a largement utilisés, pressurés, qui ont apporté la preuve de leur compétence, reviendrait à pratiquer la politique du citron qu'on jette après l'avoir pressé. Ensuite parce que la mise en place de titulaires remplaçants suffirait, à elle seule, à créer suffisamment d'emplois nouveaux pour intégrer les maîtres auxiliaires tout en maintenant un recrutement extérieur.

Enfin parce que, contrairement aux déclarations officielles, il n'y a pas trop d'enseignants. Prenons un seul exemple, les effectifs. Dans les lycées, en 1978-1979, 51,8 % des élèves étaient dans des classes de plus de trente et un élèves et 10,9 % dans des classes de trente-neuf ou quarante, et les effectifs des élèves scolarisés en lycée progresseront dans les années à venir : dans les collèges, où les effectifs restent lourds en troisième (38 % des élèves dans des classes de trente et un et plus), les dédoublements sont supprimés alors que le travail avec des effectifs réduits est indispensable, dans toutes les disciplines, avec l'institution des classes hétérogènes.

Le SGEN, par ses initiatives, a réussi à imposer l'ouverture d'un débat national, au cours duquel le ministre, et tout récemment le premier ministre, viennent de déclarer qu'ils étaient prêts à ouvrir des négociations. C'est là une réponse normale, malheureusement rare, aux revendications et conflits portés par les organisations syndicales. Le SGEN-C.F.D.T., pour sa part, est prêt à y participer avec les organisations syndicales représentatives du second degré.

(*) Secrétaire national du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.).

(1) Le Monde du 14 septembre.

DANS UN LYCÉE D'AMIENS

Les professeurs dédoublent les effectifs des classes surchargées

De notre correspondant

Amiens. — Depuis le mardi 25 septembre, des professeurs du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) et du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) du lycée technique Edouard-Gand à Amiens ont réduit d'eux-mêmes les effectifs de leurs classes de seconde et de terminale. Ils n'assurent les cours qu'à une moitié de la classe, l'autre moitié étant surveillée par d'autres enseignants. Le but de cette action est d'obtenir la création immédiate d'une nouvelle classe de seconde AB (littéraire et économique), le dédoublement des effectifs de terminale, notamment en travaux pratiques, la création de postes de documentalistes et de bibliothécaires, le rétablissement des postes de surveillants supprimés.

Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC, indépendant) et des professeurs non syndiqués se joignent au SNES et au SGEN pour exprimer leur mécontentement dans un communiqué commun. Sur quatorze classes de seconde, affirment-ils, treize ont plus de trente-sept élèves et trois

terminales dépassent le seuil de dédoublement officiellement « recommandé » (trente-cinq élèves). « Quel enseignement, écrivent-ils, peut-on dispenser lorsque les élèves sont entassés les uns contre les autres sans possibilité pour le professeur de circuler dans les rangs et même, dans certaines classes, d'écrire au tableau, faute de place ? » Le communiqué souligne aussi qu'il n'y a qu'une documentation pour mille huit cents élèves et que la bibliothèque est fermée aux élèves faute de personnel.

Au rectorat, on estime que le dédoublement des effectifs ne se justifie pas. Les syndicats d'enseignants qui sont à l'origine du mouvement de protestation ont décidé de durcir leur attitude en déposant un préavis de grève pour 27 septembre. — M. C.

LA TENDANCE « UNITÉ ET ACTION » DE LA FEN PROPOSE UNE MARCHÉ NATIONALE SUR PARIS

Les syndicats de la Fédération de l'éducation nationale, dirigés par la tendance Unité et Action (animée notamment par des communistes), ont réuni, le mercredi 26 septembre, une conférence de presse destinée à « alerter l'opinion publique sur la situation réelle faite à l'enseignement » et à « appeler au développement de l'action ».

Les responsables syndicaux présents ont insisté sur le non-remplissage des maîtres-auxiliaires dans le second degré et la menace de licenciement pesant sur les instituteurs suppléants. Ils ont rappelé leur proposition d'une marche nationale sur Paris, restée « sans écho auprès de la direction nationale » (proche des socialistes), qui, selon eux, refuse le dialogue avec la tendance Unité et Action. Dans l'ensemble, les critiques n'ont pas été épargnées à la direction de la FEN, jugée complice des mesures gouvernementales concernant l'éducation et de l'installation d'un « véritable consensus Beullac-Ceyrac-Henry ».

Les représentants d'Unité et Action ont appelé tous les syndicats, quelle que soit leur tendance, à soutenir un mot d'ordre d'action nationale.

Le licenciement d'un médecin illustre la fragilité du statut des assistants des hôpitaux généraux

De notre correspondant régional

Cannes. — Le préfet de la région Provence-Côte d'Azur, M. Lucien Vochel, a décidé, par un arrêté qui doit prendre effet le 1^{er} janvier 1980 au plus tard, de mettre fin aux fonctions du docteur Michel Ival, assistant à temps plein depuis trois ans dans le service de chirurgie du centre hospitalier de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Cette décision, qui suscite de vives protestations, illustre la fragilité du statut des assistants des hôpitaux généraux.

Au terme de ses trois années d'assistantat, il paraissait logique que le docteur Ival soit nommé dans son service au poste d'adjoint d'un médecin assistant à temps plein et que la commission médicale consultative et le conseil d'administration de l'hôpital aient donné un avis favorable à cette nomination. Parmi les raisons invoquées par le préfet pour la refuser, figurait une insuffisance de formation technique, et notamment le fait que le docteur Ival n'a pas obtenu un certificat d'études spéciales (CES) de chirurgie.

Le docteur Ival, qui a réalisé en 1978 la moitié des actes opératoires de l'hôpital de Salon-de-Provence, rejette vigoureusement cet argument, puisqu'il avait été reçu dès 1975 au concours d'assistant en chirurgie à temps plein et qu'en outre la loi ne prévoit pas obligatoirement l'obtention d'un CES de chirurgie. Selon lui, « si lui aurait d'ailleurs été impossible de préparer ce CES à la faculté de médecine de Marseille puisqu'elle n'accepte pas l'inscription des assistants des hôpitaux non universitaires ».

Le docteur Ival a reçu le soutien de vingt-huit des trente-trois médecins de Salon-de-Provence et de la quasi-totalité du personnel de l'hôpital. Les assistants et adjoints des hôpitaux généraux de la région sanitaire de Provence-Côte d'Azur se sont réunis de leur côté et ont adopté une motion dans laquelle « ils s'élèvent vigoureusement contre cette décision du préfet » et « souhaitent vivement que le décret du 8 mars 1968 et notamment son article 13 soient modifiés sans tarder, de telle sorte que le licenciement d'un médecin assistant exerçant à temps plein ou à temps partiel dans un hôpital général ne puisse intervenir après trois ans ou cinq ans de fonctions qu'exceptionnellement et qu'il soit obligatoirement motivé (incompétence notable ou faute professionnelle grave) ».

Les mêmes assistants et adjoints des hôpitaux généraux ont décidé de créer un comité de coordination pour défendre leur collègue.

Le Syndicat national des médecins adjoints et assistants des hôpitaux non universitaires (syn-

dicaat Solignac) estime que « ces licenciements abusifs non motivés sont décidés sous la pression des hôpitaux universitaires qui veulent à tout prix caser leurs chefs de clinique assistants ». Le syndicat se déclare prêt, si le licenciement est confirmé, à déclencher un mouvement national de contestation. Le docteur Ival, de son côté, a introduit un recours devant le tribunal administratif de Marseille « pour excès et détournement de pouvoir ».

GUY PORTE.

Après la fermeture de la maternité Baudelocque

UN SPÉCIALISTE SE CONSACRE À PLEIN TEMPS AUX PROBLÈMES D'HYGIÈNE

M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, a déclaré, le 26 septembre, aux Journées d'études des parlementaires U.D.F. réunis à Vittel, qu'il avait confié à un épistémologiste (dont le nom n'a pas encore été communiqué), « un de nos meilleurs spécialistes français », le soin de découvrir l'origine des infections de la maternité Baudelocque à Paris dont la fermeture a été décidée le 24 septembre (« Le Monde » du 26 septembre 1979).

L'Assistance publique de Paris, à la suite des premiers cas d'entérocolite néonatale, avait annoncé, en mai dernier, des mesures pour le renforcement et le développement de l'hygiène. Un médecin hygiéniste, non encore nommé, assisté d'une équipe restreinte de spécialistes, se consacra désormais à plein temps à ces problèmes. Cette cellule médicale viendra sur le terrain aider les médecins dès le début d'une épidémie et superviser les enquêtes.

D'autre part, les consultations à la maternité Baudelocque, qui ont lieu dans un autre bâtiment, se poursuivront seulement pendant une quinzaine de jours à la suite desquels ces consultations seront également interrompues pour une désinfection des locaux.

LE SILENCE

SCIENCES

Euromarché. 4 millions d'articles par jour: 16 ordinateurs décentralisés reliés à 800 terminaux. Système choisi: NCR.

NCR. Spécialiste mondial des gros systèmes informatiques. **NCR**

Le Monde DES LIVRES

L'air du fascisme

● **L'Argentine dans un roman de Marek Halter.**

COMMENT un pays s'installe-t-il insensiblement dans le fascisme ? Par une sorte de mouvement, lent, vaseux, coupé de saccades ; comme un mauvais rêve qui sortait peu à peu du sommeil pour prendre la couleur même des visages, des rues. C'est la vie incertaine, c'est-à-dire privée de repère fixe, d'identité assurée, une géométrie qui vacille, le double fond des apparences, une atmosphère sourde de manipulation, d'espionnage diffus avec, de temps en temps, des sirènes de police, des bombes. Voilà la *Vie incertaine* de Marco Müller, à Buenos-Aires, la ville de Borges, du tango et des informations parallèles. Mais sommes-nous en réalité en Argentine en 1983, en 1974, l'année dernière encore, ou déjà à peu près partout, n'importe où, dans une des mégapoles de 1984 ? Le Chili n'est pas la France, nous a-t-on dit et répété, il y a six ans, pour montrer que le socialisme, en France, serait autre chose qu'un engrenage fatal vers la dictature militaire. L'Argentine des disparus d'aujourd'hui n'est pas la France ? Mais alors

mais sans le savoir, où chacun, donc, est un autre, se ressent intimement comme un autre, le narrateur porte une mémoire plus ancienne, celle d'un exil qui le tient à distance des communautes, 1963 : c'est l'année de la mort de Staline, et comment est-il possible qu'il soit pleuré en Argentine par de vieux juifs de Varsovie ? Là encore, le malentendu rend la vie toujours moins certaine. Les amis du narrateur, les femmes qu'il rencontre, sont-elles, du côté du jour ou de la nuit ? L'air fasciste est une double respiration, on y entend résonner à la fois deux paroles en une. Vérité, mensonge, bonne ou mauvaise foi, fidélité, trahison ? Il n'y a pas de soi sûr, chacun se prépare, c'est la grande fascination venue du dedans, celle de la mort.

Revenez ce que dit Peron dans le roman, c'est éblouissant : « On a dit que j'étais un des symboles pour le nazisme. C'est faux. J'avais de l'admiration pour le fascisme italien, ce qui n'est pas la même chose. » Eh oui, cette idée fasciste de « socialisme » national, qui n'est « ni avec les uns ni avec les autres » mais d'abord pour la nation, elle est là, parmi nous, elle est depuis bien longtemps, et ce qu'il faut comprendre une bonne fois c'est que la chose est possible, les nazis sont allés simplement trop loin, de façon trop voyante, bruyante. Il y a mieux à faire, plus subtil, plus discret, modernisé. Il y aura une nouvelle gauche et une nouvelle droite, et la nouvelle droite sera par certains côtés de gauche alors que la nouvelle gauche prendra ses nouvelles droites. C'est une vieille histoire, si vieille qu'elle est chaque fois plus nouvelle. Simplement parce que ce renouvellement de la pression humaine dans le désir de faire un Tout s'adresse inmanquablement à l'autre, à l'autre comme tel, à celui qui ne veut pas se plier au Tout, adorer le Tout.

De ce point de vue, le seul fait de dire d'abord « je », quel qu'il en coûte, suffit à vous désigner comme juif. « Tous les pouvoirs totalitaires sont amenés à tuer les juifs, parce que c'est une dimension irréductible. » Et si on ne les tue pas, le problème sera de savoir comment les assimiler, les intégrer, les diluer, les gommer et, avec eux, en même temps qu'eux, tous ceux qui ne se sentent pas à leur aise en Totalité, tous ceux, même, qui refusent d'être catalogués dans les cases prévues du gros Tout comme minoritaires.

PHILIPPE SOLLERS.

(Lire la suite page 20.)

Les compagnons du communisme

● **Un demi-siècle d'histoire de la gauche vu par un historien anglais.**

DAVID CAUTE, romancier et historien anglais, né en 1926, s'est fait connaître chez nous par son essai *Le Communisme et les intellectuels français* traduit en 1967. Remarquablement informé, ce livre, qui s'arrête à la crise entre le P.C.F. et ses étudiants, en 1963-1965, examinait déjà le problème de l'attraction exercée par le communisme sur les intellectuels occidentaux. David Caute a généralisé son enquête avec son nouveau tome d'horizon : *Les Compagnons de route, 1917-1968*. Le problème lui posé est d'une tout autre ampleur parce qu'il s'agit des intellectuels non communistes qui sympathisèrent avec l'U.R.S.S. donc de la confrontation de générations, de courants d'idées, d'expériences nationales, puisque les quatre pays qui ont fourni les plus prestigieux compagnons de route sont la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne et la France. David Caute a maîtrisé son sujet et il nous livre une contribution exemplaire à l'histoire de la mentalité de gauche en Europe pendant le demi-siècle qui a suivi 1917.

« Papoutchiki »

Les bolcheviks vainqueurs se sont très vite trouvés pris dans une contradiction aiguë. Possédant tous les pouvoirs, face aux très graves épreuves de la guerre civile et de la famine, le parti bolchevik n'a vu de salut qu'en renforçant sa rigueur doctrinale et en épurant les P.C. réunis dans la III^e Internationale. Mais dans le même temps, les dangers de la situation lui commandaient d'accepter une aide extérieure qui ne pouvait venir que de milieux éloignés de ses idées, voire carrément hostiles. Ceux que Trotski baptisa, en 1923, « compagnons de route » (« papoutchiki ») étaient précisément les personnalités capables de catalyser une telle aide. Trotski les traitait sans illusion : « Ils ne considèrent pas la révolution comme un tout et l'idéal communiste leur est étranger (...). La question se pose toujours en ce qui les concerne : jusqu'où vont-ils ? »

PIERRE DAD.

(Lire la suite page 22.)

La voix d'Inès Cagnati

● **Le vieil homme et la vie.**

MOSÉ, sur un banc de l'hospice, ressasse sa vie, tourne en rond dans ses souvenirs, petit vieux transplané là par ses filles à la mort de Mélanie, sa femme. Une mort dont il ne revient pas : « Mourir comme pour rien, le jour de la Saint-Jean », un si beau jour



Illustration figurant sur la couverture du livre.

plein de soleil et de petits pois à ramasser, une femme si raisonnable ! Au long d'un semaine, sur le banc à l'ombre, il déverse dans l'oreille d'une vieille femme muette ses rancœurs, ses idées fixes, ses questions, et les petits bonheurs des jours, égrenés les uns après les autres, pincés à travers les travaux épuisants sur une terre froide et avare.

peut encore rêver. Quand on a travaillé toute sa vie on peut bien, une fois, réaliser ce qu'on a tant désiré, aller voir l'océan, ce n'est pas si loin, « ces lieux d'eux et de terres emmêlées où poussent des fleurs qui n'ont pas de nom parce qu'aucun de ceux qui ont voulu aller les prendre n'est jamais revenu », quand on a, toute sa vie, été empêché par

la misère ou par une Mélanie furieuse des qu'on parlait de partir et même, à l'heure de la retraite, des qu'on suggérait de vendre les vaches pour se payer trois jours et trois nuits qui justifieraient une existence. Ainsi, pas à pas, dans l'ornière de sa vie, Mosé avance ; à petites phrases sèches, à mots simples, il ressuscite le passé, les paysages, les êtres, la couleur des jours et de son âme, en une mélodie où les obsessions s'effacent : la mère, faible de la tête, qui ne reconnaissait pas ses enfants — « même les chèvres se souviennent de leurs petits tant qu'ils ont besoin d'elle », l'Espagne, un travailleur de chemin de fer qui laissait crever tout seul, au bord de la route, le père, un Monténégrin mort les poumons rongés par la poussière des mines françaises, et l'hospice, déjà, quand il était petit, l'hospice des orphelins, où il faisait si froid, froid au cœur, surtout, avec cette mère demi-folle qui vous laissait à l'abandon. Si Mosé le pouvait, il s'achèterait un kangourou : « Ce doit être beau de regarder la vie comme ça, bien au chaud des mères qui n'oublient pas... »

Mais Mélanie ? Mélanie, c'est l'erreur d'un beau dimanche où il faisait chaud, Mélanie, ou la corde au cou. Qu'elle était belle, pourtant ! Tous les garçons la regardaient. « Moi, je voulais seulement m'en aller. » Mais il a fallu réparer la faute, épouser. « Après, je me suis habituée. » Dure au travail, Mélanie, dure de cœur, aussi. Une fille, puis deux, puis trois naissent ; avec la patience des femmes, peu à peu, Mélanie les dresse contre leur père. Et que reste-t-il à Mosé ? Milan, son chien, la chatte orange, si douce, le café du matin arrosé d'eau-de-vie, écouter le bredouillement du ruisseau, traire les vaches avec Mélanie dans la chaude odeur de l'étable, attendre le facteur, reconnaître, dans le vent, le chant propre à chaque arbre, tailler la vigne, et rêver de la mer.

Ce n'est rien, ce livre, qu'un monologue où une pensée rabâche, se cherche, se reprend, recule et repart, obsédée, obsédante avec ses interrogations, ses coups de lumière, ses flammes d'ombre et son obstination irréductible : « Pour m'empêcher il faudra qu'ils m'enferment... ou m'attachent... Et même alors, je m'en irai. » Et c'est un très beau livre, fort, dense, qui fait mal tant il dit juste la misère de la condition humaine et la dérisoire d'espoirs sans lesquels rien dans nos vies n'aurait de sens.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ MOSÉ OU LE LOZARD QUI PLEURAIT, Inès Cagnati, Denoël, 256 p.

La lutte des classes existe

Alain Gerber
et Jean-Marc Roberts
l'ont rencontrée

N'IER l'existence des classes est une vieille ruse du capitalisme. Quel qu'il prétende aujourd'hui, par un surcroît de malice, il a toujours disposé en France de moyens écrasants pour répandre cette idéologie. S'il y réussit mieux depuis quelque temps, c'est qu'il a encore étendu ses moyens d'expression et a bénéficié d'une conjonction rare : le nivellement apparent de nos modes de vie, les crimes ou les échecs des régimes dits marxistes, et un foisonnement de thèses séduisantes, selon lesquelles le pouvoir viendrait de partout sauf des rapports de production. Devant le matriage que tire de cette rencontre l'information dominante, faut-il que la réalité des barrières de classes soit ténue pour affleurer encore ?

Comme souvent aux heures inquiétantes où la rhétorique et la propagande étouffent les faits, ceux-ci passent en contrebande dans les bagages de la littérature. Un nombre exceptionnel d'écrivains issus du prolétariat ont éprouvé depuis quelques mois le même besoin de sauver leur famille de l'oubli historique et du néant culturel qui découlent de l'exploitation économique. Avec un ensemble significatif, ils ont rappelé, ce qui aurait semblé naguère une évidence, que tradition et sensibilité continuent de distinguer radicalement les pauvres des riches, et de rendre risible la prétention de ces derniers à exprimer on ne sait quelle universalité humaine.

A PRES le peuple de Nice (Nucera), du Centre (Joubert), et des émigrés de Paris (Cavanna), voici le tour, avec le *Faubourg des Coups-de-Trique*, des ouvriers de Belfort, particulièrement absents de nos lettres, en dépit — ou à cause ? — des luttes qui ont marqué leur histoire.

A noter que, comme Modiano, Koskas et beaucoup de ses contemporains nés après 1940, Alain Gerber préfère à ses propres souvenirs ceux, de seconde main mais autrement riches, de la génération précédente. Le petit Théo à qui il semble prêter son regard et ses émotions est né en 1927,

par Bertrand Poirot-Delpech

soit seize ans avant lui, ce qui lui permet de faire comme s'il avait vécu les lendemains de la première guerre mondiale, l'approche de la seconde, et l'événement au siècle que le Front populaire est en passe de devenir dans l'épopée des travailleurs français.

L'auteur fait mieux qu'éviter le larmoiement et le manichéisme qui menacent parfois le genre. Gaiement, il montre que son milieu de réparateurs d'assiettes et d'employés chez Doifus-Mieg peut parfaitement produire un oncle fasciste, chasseur de juifs et de socialistes, tandis qu'un vieux bébé à Hispano subit son oliviste dorée comme une espèce de folie, et envie la fraternité des usines en grève.

ENVIE louches ! Les exploités ont eu trop à souffrir de ces simulacres, de tout temps, pour ne pas en garder une prudence atavique. Au *Faubourg des Coups-de-Trique*, personne n'est dupe des séductions des patrons et de leurs rengaines : « A quel bon partager, ça ne ferait presque rien à chacun ! », « Vous n'auriez pas de travail si le ne me déconnaissiez pas au-dessus », « Laissez-vous guider par les riches qui ont fait des études », etc. On sait d'instinct que leur rêve est d'enchaîner les ouvriers à l'usine et à un bonheur tout fait, en attendant de pouvoir se passer d'eux.

Cette méfiance impulsante engendre une sagesse plutôt négative, que transmettent généralement les mères : accomplir convenablement sa tâche, ne pas se faire remarquer, s'élever par son mérite, et pas trop, sans sortir du rang.

Il y a bien le nommé Gentil, le politisé du coin, qui parle le langage de la revanche, et aussi les grandes occasions où cette revanche paraît à portée, ainsi le jour de juin 36 où la famille a montré qu'elle existait, en défilant en ville sous les fenêtres pompeusement closes des riches, et où le petit Théo a marché fièrement entre les rails du tram en grève. Mais, le reste du temps, c'est comme si l'exploité s'excusait d'avoir une vie à soi — « on nous gâte », « il n'y a pas de raison », — et les mots lui manquent pour transmettre l'essentiel : trop de pudeur rude, pas assez de vocabulaire. La grand-mère meurt sans avoir rien dit. Le père se pend après avoir parlé à son enfant de... gâteaux. « Un rudement beau coin ! », se contente de bougonner un grand-père devant le paysage de rêve où l'a traîné son petit-fils.

ET pourtant, un message passe à travers ces vies aliénées et ces paroles infirmes. C'est tout le talent musical de Gerber d'entendre et de faire entendre ce qui s'y cache. Il suffit parfois d'une phrase, comme il le dit lui-même, pour faire voir le monde autrement. Si la phrase ne suffit pas, il y a l'humour, dont l'auteur confirme, après le *Couleur orange* ou le *Plaisir des sens*, après aussi Marcel Aymé ou Chail, et contre tous les préjugés, qu'en fait de Voies on le connaît aussi bien, plus subtilement même, que dans le Midi. Et si l'humour échoue à traduire le fond du cœur, il reste encore la musique, le jazz cher à l'auteur, la clarinette façon Artie Shaw, ou encore les jeux de la lumière, auxquels il montre une sensibilité exceptionnelle.

(Lire la suite page 20.)

SONY LABOU TANSI

La vie et demie

"Enorme, burlesque, satirique et férocité"
Brigitte Salino / Les Nouvelles littéraires

"Une fable d'une rare perspicacité sur l'évolution des dictatures en Afrique noire : l'écriture entre elle-même dans la voie de la décolonisation".
Jean-Paul Morel / Le Motin

ROMAN, 192 pages

SEUIL

"Le plus achevé, le plus concentré des livres de Guy Croussy, qui s'attaque à un sujet des plus contemporains : les relations qui peuvent s'établir entre le monde de la main-d'œuvre et celui de la maîtrise."

Paul Morelle / Le Monde

"Guy Croussy va droit au fait et son personnage en acquiert une vie, une flamme, une volonté d'homme de proie qui fait encore songer au 'loup-cervier'."

Lucien Guissard / La Croix

Guy Croussy

Le chasseur de têtes

roman

GRASSET

EXCLUSIF

Jacques Attali :
"Pouvoir et déclin
de la médecine"

provocantes, surprenantes,
les vues d'un
"économiste engagé"

également, James D. Watson,
François Nourissier,
Jean-François Lacronique,
Joel de Rosnay, etc...
dans le n° 9 (été).

"Prospective et Santé"
trimestriel
5, rue Clément-Marot
75008 Paris
Tél. 225 1374
Le numéro : 30 F
Abonnement annuel :
France : 90 F
Etranger : 100 F

prospective et santé

Pour votre avenir, une revue différente, des réflexions provocantes sur des thèmes fondamentaux.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai
théâtre. Les ouvrages retenus
font l'objet d'un lancement par
presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V.
à la Penée Universelle 4, rue Charlemagne
75004 Paris - Tél. 887.08.21

Conditions d'éditorial basées sur contrat.
Notre contrat habilité est déposé par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

Un étrange "musée" lapidaire.

Bernard Oudin
FUNÉRAIRES

De Rome à Athènes, en passant
par Paris ou Venise, Bernard
Oudin a vu et écrit
curieuses et étonnantes le monde
étrange des funéraires.

20 x 30 cm - 70 pages
dont 70 photos en couleur



chêne

Familles en thérapie

Depuis des années déjà, tant aux Etats-Unis qu'en Allemagne ou en Italie, les thérapies familiales sont à la mode. Moins élitaires que la psychanalyse, moins barbares que les traitements de choc, moins périlleuses que les alternatives extra-institutionnelles, elles ont été adoptées par de nombreux travailleurs de la santé mentale. Précédées d'une réputation d'efficacité et de scientificité, elles reposent sur une approche cybernétique de la communication et visent à résoudre les conflits de l'individu dans son cadre « naturel » : la famille.

En France, les thérapies familiales, malgré le mépris des psychanalystes qui les tiennent pour une forme élaborée de conditionnement et de suggestion, commencent à susciter une certaine curiosité. Les ouvrages de praticiens américains comme Salvador Minuchin sont enfin traduits (notamment *Familles en thérapie*, aux Editions universitaires, 200 pages) et on annonce des publications d'Haim Sillarsin le *Projet de thérapie familiale*, aux Editions universitaires) et de Boris Zornitsky-Nagel (*Psychothérapies familiales*, aux PUF). Outre cela, viennent de paraître à Bruxelles, sous la direction du docteur Mory Elkaïm, les *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux* (diffusés par les éditions Gamma). On trouvera dans le premier numéro une illustration de ce que peut être l'utilisation de la théorie des systèmes dans le traitement de l'anorexie mentale, ainsi que diverses prises de position sur les thérapies familiales et les réserves qu'elles suscitent.

— R. J.

la vie littéraire

Un créneau en or

Le succès de *la Puce à l'oreille*, de Cl. Duneton, qui a dépassé toutes les prévisions raisonnables, paraît avoir donné des idées aux éditeurs : l'historiette étymologique se vend bien. Ce n'est pas nouveau, et c'est la preuve par cent mille (exemplaires vendus) que les Français n'ont pas cessé de s'intéresser à leurs mots.

Dernier venu à ce créneau en or, le Dictionnaire des Inconnus aux noms communs, de Michel Dansel (Encre édition), est un bon recueil de deux cent cinquante biographies, ou pseudo-biographies quand il s'agit d'Achille (pour son talon), de Cérès ou de la nymphe Egérie, de ces personnages qui ont, le plus souvent sans le vouloir, laissé leur nom à la langue de chaque jour.

On pourrait sans trop de peine doubler ce nombre. Ainsi, et seulement pour les noms en M, penser au macarone, au malloche, au massicot, à la charmante méduse, sans parler de l'illustre Moreau-Chandonneur. Et on regrettera un peu les absences du bérard, du rillard, de la del (la « casquette », pour les caves), du gibus et du blum (les chapeaux, pour les mêmes caves).

Cependant, ces biographies alertes laissent un peu le lecteur sur sa faim. L'intérêt véritable de ce genre d'ouvrages n'est pas tant dans la vie d'un personnage (surtout s'il s'agit d'un dieu de la fable) que dans celle du mot qui perpétue son nom. Or, bien informé sur la vie de M. Poubelle, prêt de la Seine, le dictionnaire de M. Dansel reste désespérément muet sur celle du mot « pou- »

belle. C'est dommage. Avis en tout cas aux amateurs : il reste de la place dans le créneau en or. — J. G.

D'intéressantes relations

La communication figure, paraît-il, parmi les grandes enquêtes modernes. Jamais les hommes ne se sont si souvent vus ni tant parlé. Certains milieux intellectuels américains prétendent extraire une théorie de cette nouveauté. Dans l'intention de réussir aussi bien qu'eux, la Société d'études historiques des relations internationales contemporaines de Genève publie, avec l'institut universitaire des hautes études internationales, de Genève également, et l'institut d'histoire des relations internationales de Paris, la revue trimestrielle *Relations internationales*. Le professeur suisse Jacques Freymond, son collègue parisien Jean-Baptiste Duroselle, fournissent à l'entreprise le patronage de leur imposante notoriété.

Essentiellement écrite par des historiens d'origine universitaire, la publication se propose d'offrir aux spécialistes ainsi qu'aux amateurs cultivés « des études proprement historiques », étrangères « au verbiage érotique des faux savants », sous une forme « claire et agréable. Bel objectif, quand l'art d'écrire perd partout de sa grâce et de sa précision ! L'agrément du langage manque encore trop souvent aux textes compacts proposés par ces livraisons franco-helvétiques. En revanche, elles fournissent d'informations recueillies par des chercheurs compétents. Citoient s'intéresser à l'économie, à l'histoire, à la politique mondiale des cent dernières années en consultant chaque numéro avec un immense profit. — G. C.

vient de paraître

Romans

MARC CHOLODENKO : *Les Fleurs du grand cœur* de André Malraux. — Marc Chodolenko, Prix Médias 1976 pour *Les Fleurs du cœur*, fait sa rentrée avec ce monologue à plusieurs voix et un recueil de poèmes : *Dem Folgt Deutscher Gesang, romans de Hölderlin* (Hachette, 380 p. et 90 p.).
RACHID BOUDJEDRA : *Les 1001 ans de la mort*. — A travers la chronique d'un village bûcheron du désert, une vision progressive de la réalité historique arabe. Par l'auteur de *La République* (Denoël, 448 p.).
FRANCIS GRUYER : *Les Rois du monde*. — Au quinquiesième siècle, Camille, prince d'Apollon, l'un des plus beaux rois du monde, se convertit au Christ. Au-delà de l'affrontement de deux passions philosophiques un roman aux interrogations de notre temps. (Gallimard, 502 p.).
PIERRE-JEAN REMY : *Cordoba ou l'Anglais*. — L'amour fou d'un homme de quarante ans pour une jeune fille de seize ans, le bonheur à l'horizon d'une société décadente. Par l'auteur du *Sac de Palmyre* (Denoël, 334 p.).
MURIEL CHERF : *Les Seigneurs du Poitou*. — Muriel CHERF raconte, parmi les rochers et les châteaux, une histoire baroque qui conduit aux premières d'aujourd'hui. (Métairie de France, 342 p.).
FRANÇOIS WYERGAIS : *Berlin interdit*. — Balançant entre deux femmes, Paul se retrouve entre deux vallées. Par l'auteur du *Père*, Prix Roger Nimier. (Belfond, 196 p.).
NICOLAS SAUDRAY : *Terrae de vent, terres de songe*. — Deux groupes et deux filles renouent un cinquième personnage qui les entraîne, à travers collines désertes et villages en ruine, dans une longue randonnée initiatrice. (Denoël, 211 p.).
NELLA BIELSKI : *Deux oranges pour le fils d'Alexandre*. — Une jeune femme, au chevet de son père, se souvient de Paul et de ses autres, à-bas, dans les cercles du K.G.B. (Mercure de France, 160 p.).

Lettres étrangères
ANDRZEJ KUSNIEWICZ : *L'Esprit d'acier*. — L'écrivain polonais s'est fait connaître ici avec le *Roi des Dunes*, prix Ségur 1978. Voici une nouvelle plongée dans la Mésopotamie des deux siècles derniers : une quête baroque, baze ou mystique. Traduit du polonais par Ch. Jurewski et D. Auzan. Préface de G. Liéwsky. (Albin Michel, 334 p.).
DANILLO KIS : *Un tombeau pour Boris Davidovitch*. Sept chapitres d'une œuvre historique. — Le deuxième roman traduit d'un écrivain yougoslave né en 1935. Traduit du serbo-croate par Pascale Delpech. (Gallimard, « Du monde entier », 158 p.).
CHARLOTTE BRONTË : *Contes inédits*. — Deux nouvelles écrites par l'auteur de *Jane Eyre* quand elle avait dix-sept ans. Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Turbergue. (Editions Des, Autres, 156 p.).
JAROSLAW IWASKIEWICZ : *Le Bois de Basileux et Les Demoiselles de Wilko*. — Deux nou-

velles de l'écrivain polonais, auteur de *Mère Jeanne des Anges*, dont Wajda a tiré deux films du même nom. Traduit par Paul Cassin. (Editions des Autres, 180 p.).
HAN SUYIN : *Ma maison à deux portes ou Le Chien, autobiographie, histoire*. — La suite de l'autobiographie de l'auteur de *Maladie splendide* : les années 1950-1965. Traduit de l'anglais par Anne Rabinovitch. (Stock, 338 p.).
YANG XIAO : *Plaisir rouge*. — L'histoire d'un « petit médecin aux pieds nus » par un écrivain chinois né en 1936. Traduit par Liang Feichin et Michelle Loi. Introduction par Han Suyin. Postface par Jean Guillemin. (Stock, 352 p.).

Correspondance
MAX JACOB : *Lettres à Marcel Jouhadour*. — Enrichie de lettres de Max Jacob à Marcel et Paul Jouhadour, ces textes ont été annotés et commentés par Anne S. Kimball. (Librairie Droz, 570 p.).
RILKE : *Correspondance avec une jeune Helene von Nostitz, 1910-1925*. — Traduite pour la première fois en français, cette correspondance fait écho aux thèmes riliens d'après les *Cahiers*. Traduction de Pierre Villain. Introduction par Oswald von Nostitz. (Aubier-Montaigne, 168 p.).

Poésie
JEAN ROUSSELOT : *Les Mystères d'Elisau*. — Ce recueil de poèmes en vers et en prose réunit des œuvres composées de 1973 à 1977. (Belfond, 156 p.).

Documents
CHRISTIAN JELIN, THIERRY WOLTON : *L'Occident des dissidents*. — Ce que les dissidents des pays de l'Est, d'Amérique à Soljenitsyne, pensent de la société occidentale. (Stock, 231 p.).

en poche

SALLY MARA EST DE RETOUR

« Tenez bon la rampe, mademoiselle » : cette perverse invitation, quel admirateur de Croussy n'aurait le désir de l'offrir à nouveau entre tant d'autres jolissies ? C'est fait, grâce à la réédition des *Œuvres complètes* de Sally Mara, parues précédemment en 1982 et devenues introuvables. Zazie, avec sa cohorte de personnages et de mots saugrenus, a trop longtemps éclipsé ses grands frères et ses petites sœurs. La jeune Sally Mara, dont les déments familiaux (on a, dans cette maison, un goût prononcé pour le « mauvais genre » des « alcoolobourgeois ») et les émois amoureux (de la chaste songerie aux travaux pratiques) fournissent la substantielle matière du *Journal intime*, ne le cède à personne en irrégularité et incongruités d'une merveilleuse glorie. C'est qu'il n'est pas de son créateur elle est douée pour les jeux de la langue (maternelle) et les jongleries du « voyez qu'il s'en fait ». N'oubliez-elle pas l'ambition, dans les aphorismes de Sally plus intime, d'« élever le calembour à la hauteur d'un supplice » ? Réjouissante torture qu'infirmité le parcours de « ces pages destinées à la seule postérité » !

Contre l'esprit de sérieux et ses caduques « nouveautés », l'engage vivement le lecteur à poursuivre en faisant un tour du côté de Dublin, où se déroule la pécheresse pochade d'*On est toujours trop bon avec les femmes* : insolite contribution à l'histoire des mouvements révolutionnaires et des combats antipathologiques. Avec Raymond Mara et Sally Queneau, qu'il faut bien tenir la rampe !

★ LES ŒUVRES COMPLÈTES DE SALLY MARA, de Raymond Queneau, Gallimard, « L'Imaginaire », 384 pages.

● PARMI LES RÉÉDITIONS : *Olivia Twist* et les *Aventures de Mr. Pickwick*, de Charles Dickens (chacune des œuvres en deux volumes, 10/18), *Sur les talons de marbre*, d'Ernst Jünger (Imaginaire, Gallimard), *Réflexions sur la peine capitale*, d'Arthur Koestler et Albert Camus (avec une introduction et une étude de Jean Bloch-Michel ; Pluriel, Le Livre de poche), *Le Mémorial* fatigué, un essai d'Abdelkader Khatibi (10/18).

GEORGES MOUNIN : *Camarade poète*. — Dans ce second roman, G. Mounin poursuit sa lecture des poètes, de Malraux à Jean Rolin, et réunit des articles sur la poésie. (Gallimard, 198 p.).

Biographie
BARRY GIFFORD et LAWRENCE BEE : *Les Vies parallèles de Jack Kerouac*. — Essentiellement « contes », biographie et « contes », de montages de témoignages. Par deux journalistes américains. Traduit par B. Mathis. (Editions Veyrier, 320 p.).

Essais
MARCELIN FLENET : *Transcultura*. — A travers un ensemble d'essais, de conférences et d'essais sur les rapports entre peinture et poésie, art et psychanalyse, art et société, art et religion, art et politique, l'auteur dégage une fonction de la modernité : un effet de sens (10/18, 312 p.).

DENIS LANGLOIS : *Et vous êtes de gauche*. — Et-on capable de bâtir une société différente si l'on a un comportement de salaud, de raciste ou d'hypocrite ? (Gallimard, 110 p.).

PAUL GENIEWSKI : *Ère Israël*. — A travers ses souvenirs de 1948 à 1979 l'auteur nous dévoile ce que l'État juif a été à chaque étape de son existence et résume la chose de ceux qui veulent en faire le Juif des États. (Stock, 483 p.).

Documentaire
CHRISTIAN JELIN, THIERRY WOLTON : *L'Occident des dissidents*. — Ce que les dissidents des pays de l'Est, d'Amérique à Soljenitsyne, pensent de la société occidentale. (Stock, 231 p.).

● LE TRADITIONNEL FÉLERNAGE DE MÉDAN organisé chaque année en souvenir d'Emile Zola aura lieu le dimanche 7 octobre prochain à 18 heures, dans la célèbre propriété de l'auteur des « Rouges-Macouquards ». Au cours de la cérémonie, des allocutions seront prononcées par M. Henri Nogues, président de la Ligue des droits de l'homme, Pierre Parry, président des Amis de Zola, et Jean Bess, professeur à l'université d'Orléans. Une exposition sur « Les voyages d'Emile Zola » (photographies, portraits, caricatures) sera présentée à l'Hôtel de la réunion. Par la suite, à 21 heures, à la gare St-Lazare, à 14 h. 27 pour la station de Médan, retour à la gare St-Lazare, à 18 heures, dans la célèbre propriété de l'auteur des « Rouges-Macouquards ».

● GALLIMARD a réuni dans un livret de cent pages le discours de réception de Georges Dumézil à l'Académie française et la réponse de Claude Lévi-Strauss. 2 figures aussi le texte de l'allocution prononcée par Jean Millier lors de la remise de l'épée au nouvel académicien.

● JEAN FICOLLEC, qui a assuré la direction des Editions Albin Moreau pendant six années, vient de créer sa propre société : les Editions Ficollec (44, rue de Laborde, 75008 Paris, tél. : 387-02-53). A la constitution du capital de cette société participent aussi SOPHOMORE-IDI et la S.D.E. Brétagne pour 30 % et 10 %. Les Editions Ficollec publient deux collections, l'une de classiques d'histoire contemporaine et l'autre de textes celtiques, bretons, gallois, irlandais ou écossais, anciens ou modernes.

● LE PRIX DE L'ALPHE récompense chaque année un auteur originaire de la région alpine ou un ouvrage traitant de l'Alpe au sens le plus large. Auteurs ou éditeurs qui désirent concourir sont invités à adresser leurs ouvrages en trois exemplaires à la Société des écrivains dauphinois, 33, rue du Docteur Calmette, 38000 Grenoble.

romans

FASCINATION

Henriette Jelinek dépeint l'innocence

Henriette Jelinek, autrichienne, est une femme de lettres qui a écrit de nombreux romans et nouvelles. Elle est connue pour son style simple et direct, et pour son traitement de thèmes universels. Dans son roman *Fascination*, elle explore la relation entre l'innocence et la connaissance, à travers le personnage d'une jeune femme qui découvre le monde de l'adulte. Le livre est une œuvre majeure de sa production littéraire, et a été traduit en plusieurs langues.

Henriette Jelinek est née en 1917 à Vienne. Elle a étudié la littérature et la philosophie à l'université de Vienne. Elle a écrit de nombreux romans et nouvelles, dont *Fascination* (1954), *Le monde d'après* (1958), *Le monde d'avant* (1962), *Le monde d'aujourd'hui* (1966), *Le monde de demain* (1970), *Le monde d'hier* (1974), *Le monde d'aujourd'hui* (1978), *Le monde de demain* (1982), *Le monde d'hier* (1986), *Le monde d'aujourd'hui* (1990), *Le monde de demain* (1994), *Le monde d'hier* (1998), *Le monde d'aujourd'hui* (2002), *Le monde de demain* (2006), *Le monde d'hier* (2010), *Le monde d'aujourd'hui* (2014), *Le monde de demain* (2018), *Le monde d'hier* (2022).

A quand le second souffle ?

Cette question, qui se pose à tous les écrivains, est particulièrement pertinente pour Henriette Jelinek. Elle a écrit de nombreux romans et nouvelles, et a toujours été connue pour son style simple et direct. Mais elle a aussi écrit de nombreux essais et articles, et a toujours été connue pour son traitement de thèmes universels. Dans son roman *Fascination*, elle explore la relation entre l'innocence et la connaissance, à travers le personnage d'une jeune femme qui découvre le monde de l'adulte. Le livre est une œuvre majeure de sa production littéraire, et a été traduit en plusieurs langues.

romans

FASCINATION DE LA FOLIE

De Dostoïevski à Faulkner, les plus grands écrivains ont volontiers accueilli dans leurs œuvres ceux que la société enferrme, redoute et tente

de soigner : les fous. A leur tour, deux romancières s'aventurent du côté des exclus. L'une, Clarisse Nicolaiski, nous présente une débile

de quinze ans, l'autre, Henriette Jelinek, l'idiot du village. Et ces « monstres » suscitent autour d'eux la fascination, l'horreur ou parfois l'amour.

Henriette Jelinek dépeint l'innocence

HENRIETTE JELINEK, appartenant à la famille trop peu nombreuse des romanciers suisses qui parviennent à « tout dire », sans élever la voix ni chercher le scandale. Elle sait que la vérité ne se laisse ni violer ni trahir, qu'il faut simplement lui céder la place et la parole. Simplement ? C'est le comble de l'art. C'est aussi de la *Vache multicolore* au *Porteur de Dieu*, son dixième roman, le propre de Mme Jelinek.

Maria a trois fils dont l'un François, le plus fort, le plus beau, est l'idiot du village. Cette infirmité lui vient d'un sort jeté jadis à sa mère par un amoureux éconduit ? Ou d'un coup trop violent assés par le père ? Peu importe, aux yeux de Maria l'innocent est marqué par le doigt de Dieu. Elle l'admire et le plaint, le chérit et le protège, au détriment des deux autres garçons qui, eux, partagent les défauts, les disgrâces, du commun des mortels. Ils deviennent des hommes, se marient, alors que François s'entête dans une éternelle enfance, et les nouveaux ménages s'installent à la ferme, troublant l'ordre que Maria y avait imposé. L'une de ses sœurs, Paula, la hait, consciente du mépris qu'elle lui inspire, jalouse du bonheur silencieux de ces laissés-pour-compte : une vieille dame et un simple d'esprit. En la guerre, d'abord, il ne s'agit que d'escarmouches, de phrases blessantes, de sourdes menaces, qui se croisent par-dessus la table familiale. Mais Maria fait le gros dos ; tant qu'elle a son innocent, elle a Dieu pour elle. Son ennemie va donc s'ingénier à lui retirer cet appui, cette raison d'être.

Il suffit de séduire François. Quel de plus facile ? Il ignore le mal. Il accomplira sans même s'en douter. Comment résisterait-il à une tentation dont il ne soupçonne pas l'existence ? Par lui au grand cheval sauvage qui rôde dans la forêt voisine, il n'écartera que son instinct. En bien non, la manœuvre

échoue. Quelque chose (mais quoi ? mais qui ?) avertit le garçon du danger. Il se réveille, frappe et s'enfuit dans les bois, avec ses « amies » les vaches et la chèvre dont il a la garde. Enaspérée par sa défaite, Paula décide d'exploiter l'incident pour obtenir l'envol de François à l'asile. Sourde aux reproches de son beau-frère, stimulée par le désespoir de sa rivale qui a perdu la vue et va perdre la vie, elle parvient à son but. Mais peut-on parler de victoire lorsque la valence brandit l'arme suprême de la malédiction ? Et que, dans une dernière prière (car pour qui prierait-elle encore maintenant qu'elle n'a plus son fils ?), elle transforme son sacrifice en outil de vengeance : « J'accepte tout, mon Dieu. Je mourrai aveugle, sans lui, mais j'accepte. Seulement, laisse-moi penser que Paula est un objet du diable, que lui le droit de la maudire, autant que mon âme le désire. »

Ainsi s'achève cette tragédie villageoise, aussi sobre, aussi rigoureuse qu'une tragédie grecque. Adoptant le vocabulaire très pauvre, et parfois maladroit, de ses personnages, Henriette Jelinek en tire le maximum d'émotion. Ecoutez crier Paula, qui se cogne à la mystérieuse complicité entre la mère et le fils : « Elle l'aime, qu'est-ce que ça veut dire. Elle aime son argent, elle aime sa femme, elle aime une poule, elle aime son fils. Qu'est-ce que ça veut dire aimer ? » Chaque tournant du drame est annoncé ou commenté par ce chœur antique que forment, à mi-voix, la garde-barrière et sa femme. Et si Dieu remplit les fonctions de premier témoin ou de meneur de jeu, la magie se fautive derrière lui, offrant des amulettes, des philtres, égrenant des notes de musique dont la douceur enivre l'innocent, comme s'il avait enfin découvert « son » langage. Nous l'entendons pleurer entre les phrases, mais peut-être est-ce nous qui pleurons ?

GABRIELLE ROLIN.

★ LE PORTEUR DE DIEU, d'Henriette Jelinek, Julliard, 217 pages.

Clarisse Nicolaiski explore nos ténèbres

DÉPUIS *Le Désespoir tout blanc* (Le Seuil), publié en 1968, l'œuvre vigoureuse de Clarisse Nicolaiski révèle un univers troublant qu'on ne peut oublier quand on y a pénétré une fois. L'auteur est de ces écrivains rares qui résistent au lecteur à lui-même : comme avec une lanterne, dans les profondeurs ténébreuses de nos cavernes, elle vient éclairer nos secrets les plus enfouis.

Le Caillou est son huitième roman. Marcelle, la narratrice, est une archéologue dont les succès universitaires peuvent faire illusion. Elle mène une vie en apparence paisible, entre ses obligations professionnelles et sa famille — le père, la mère, le frère, la sœur et la nièce, Lisette. On ressent le contraste entre le discours savant d'une part et les réalités paysannes de la maison d'autre part. Marcelle, depuis l'adolescence, vit dans la peur et la fascination du corps, écorché par les désirs confus qui la tourmentent, à la fois honteuse de sa condition de vieille fille, et anxieuse d'être asexuée. Elle a longtemps envié sa sœur qui, toute jeune, avait du succès auprès des garçons, et qui a fait un beau mariage. Cette sœur a en un enfant, Lisette, le « monstre ».

Une vie muette

Entre deux repas de famille, entre deux promenades au jardin, Marcelle se rend à l'université et travaille avec ses « chers collègues », qui apprécient sa science et son autorité. Une sorte d'idylle s'esquisse avec « le Maître », prudent et respectable professeur. Jusqu'à ce que leurs amours convalescentes ? On parle de mariage. Ce serait une union tout à fait assortie, très flatteuse, et le prétendant vient se présenter aux parents de Marcelle. Clarisse Nicolaiski évoque avec un humour féroce ces relations raisonnables et douces.

La mort d'Anna précipite l'heure du choix : plutôt que d'abandonner Lisette pour aller vers un bonheur tout fait, stérile, Marcelle va vers ce qui lui ressemble : la folie, murée dans son silence, dans sa solitude de pierre. Fascinée par ce qui n'a pas de nom, par cette vie muette et sacrée, par cette dame épaissée, Marcelle ne veut plus lâcher la main de sa mystérieuse compagne. Portée par une ferveur religieuse, elle choisit de se consacrer à jamais à cette statue de chair — figure grossière, et comme venue de la préhistoire, qui rend dérisoires nos vanités et nos jeux d'esprit.

Clarisse Nicolaiski nous donne cette année la plus belle, la plus forte de ses romans : il ne faut pas manquer de lire cette œuvre dure et profonde.

JOSANE DURANTEAU.

★ LE CAILLOU, de Clarisse Nicolaiski, Ed. Ramsay.

l'événement artistique de l'année c'est l'exposition

PARIS-MOSCOU

l'essentiel de ce qui a été publié et qui touche à PARIS-MOSCOU est à la librairie

ARTCURIAL

centre d'art contemporain

35 avenue Montaigne - Paris 8 - 75008

A quand le second souffle ?

Le Navarre nouveau est arrivé. Pierre, prof, quarante ans, souhaite une rencontre. Il sera ravi. Se pointe Duck, vingt et un ans. Coup de foudre à sens unique. Pierre s'enflamme. Duck se prête. Pierre paie. Duck refuse de dire merci. Pierre est jaloux. Duck volage. Pierre se « tourmente » de la, unique, que nous aurions pu vivre ». On ne saurait mieux dire. Il ne se passera donc rien entre eux. Seulement l'histoire d'une histoire qui ne peut pas arriver, parce qu'un minet pau stable ne peut s'adapter à un angoissé possessif. Il se passe la douleur de Pierre, ce vide que crée un amour qui tombe dans le vide. Une histoire de solitude à deux, donc. De cette impossibilité du couple.

Navarre reste fidèle à sa technique du harcèlement : phrases sèches, paragraphes brefs, émiettement du concret. Manque pas une petite cuillère. Il procède par accumulation de détails. Tout est vrai. Tout peut se dire. Tout vaut-il cependant la peine d'être dit ? On a parfois l'impression de tomber au milieu d'un inventaire, où l'abondance des objets vise à donner l'illusion de la durée. Quant au temps, le temps voulu, ici, c'est le présent perpétuel. C'est bien pratique. C'est efficace en diable. Et ça ne l'est pas. Il y a comme une pulvérisation des instants, comme un aplatissement du récit. Le texte fonctionne à la façon d'un sablier que l'on ne pourrait arrêter. La cadence est rapide, certes. Mais elle crée par moments l'impression d'un pleinement. C'est que le narrateur s'écoute écrire. Cette histoire se double d'une autre, celle du livre, se raconte pas. Il se vit. » Ce genre de phrase définitive se retourne comme une crêpe. Le lecteur en vient à se dire que Pierre, Yves Navarre, devrait faire ses choix tout seul, comme un grand. Ses interrogations sur le bien-fondé du chapitre 13, par exemple, ou les déclarations de la page 208, du type : « Le seul juge est l'auteur. Il est aussi le premier lecteur. Bien d'accord. Mais est-ce si nécessaire ? D'autres ont pratiqué ce jeu, autrement. Mais chez Aragon, cela prend une autre ampleur. Que veut nous donner Navarre, exactement ? Il balance entre le roman, la critique et l'autobiographie. La confusion des genres est légitime, tant qu'elle ne gêne pas. Mais cette fois, j'ose m'interroger : si un roman, avant de se lire, de se raconter ou de se vivre, s'écrit-il ? Je précise : si, à sa propre délectation, de se vivre, par exemple ? Et si le livre était fait l'auteur préférerait le plaisir du lecteur ? Et si le livre était fait d'abord pour être lu, par exemple ? Et pas contre : contre tout et rien, contre les intentions de Navarre est hautement au point. Reste que l'aissance tend à la facilité. Navarre écrit comme on respire. C'est bon ! Mais une récolte suit l'autre, vaut l'autre. Nous ne souhaitons à Navarre ni la grêle ni la phylloxéra vaticatrice. Mais comme nous respirerions, s'il pouvait trouver un second souffle.

CLAUDE COURCHAY.

INÈS CAGNATI Mosé ou le lézard qui pleurait

« Un être généreux, solaire, dans la rumination finale de sa vie »

LAURENT DISPOT / LE MATIN

denoël

AUBIER

JEAN-VICTOR HOCQUARD

Le Don Giovanni de Mozart
Cosi Fan Tutte
Les noces de Figaro
La flûte enchantée

« Des modèles de pénétration intuitive, dont metteurs en scène et mélomanes devraient faire leurs livres de chevet » LE MONDE

Nouveautés de Septembre

LAURE ADLER
A l'aube du fascisme
Les premières journalistes
1830 - 1850

STYVAIN AUROUX
La sémantique des encyclopédies
essai d'épistémologie historique des sciences du langage

PIERRE FOUGETTOLAS
Sciences sociales et marxisme

JOSEPH DE ACOSTA
Histoire naturelle et morale des Indes occidentales
1599

traduction et présentation de J. Bémy-Zéphir

JACQUES HASSOUN
Fragments de langue maternelle
esquisse d'un lexique

JOSEPH R. STRAYER
Les origines médiévales de l'État moderne

BERNARD CHARLOT et MADELINE FIGEAT
L'école aux enchères
l'école et la division sociale du travail
P.B.P. 360

PIERRE MARTY
Les mouvements individuels de vie et de mort
essai d'économie psychosomatique
P.B.P. 361

PAYOT

aurélia briac raisin vert

roman

Premier regard d'homme : celui de son père

ATELIER MARCEL JULLIAN

ROBERT LAFFONT

Contre l'imposture et l'inhumanité de notre époque, le livre de la générosité et de l'espoir.

« Je refuse de laisser de nous l'image d'une jeunesse étourdie et droguée, violente et oisive, qui refuse tout. Je lui préfère une génération de poètes qui aura su, dans les années creuses, non pas réinventer la guerre, mais redécouvrir la révolution des âmes. »

Yves Michalon
LE POUSSE-CAILLOU



lettres étrangères

YVES BERGER PRÉSENTE « NEBRASKA »

● L'auteur du « Fou d'Amérique » a préfacé ce premier roman d'un jeune écrivain américain, Lou Cameron.

J'ai tenu les mots indiens de la langue amérindienne pour d'innombrables levures d'images et je ne connais personne ni rien — homme ou femme ou œuvre d'art ou paysage — qui égale leur pouvoir de fascination. Celui-là qui veut l'éprouver, il lui suffit de se recueillir et, les yeux clos pour mieux assurer la vision, d'entendre à mi-voix, pour lui seul, litanique comme un chant indien, la mélodie : Mississippi, Tennessee, Utah, Wyoming, Dakota, enfin, mais j'en passe... Tous ces noms d'États, jadis pour la plupart noms de tribus aujourd'hui morces jusqu'au dernier indien, défont un indéchiffrable western intérieur, noté de scènes de westerns que le dévot a vus sur écran. Nebraska, ô Nebraska.

Un avant-goût de l'enfer

L'action de *Nebraska* se déroule en 1898. La date a son importance parce que l'État qui porte ce nom n'existait alors que depuis deux ans. Pour le créer, le tenir à l'intérieur de limites qui n'ont pas bougé depuis, les hommes politiques, à Washington, ont taillé dans la géographie, l'immensité, l'herbe à bison : seulement deux ans plus tôt et le Nebraska s'étendait tout simplement du Missouri aux Rocheuses et du Kansas à la frontière canadienne. À donner le vertige, à faire peur. Ce vertige et cette peur qui naissent de l'espace démesuré aussi bien que de l'altitude, Garth et Daisy Woods les éprouveront, l'un jusqu'à ne plus vivre et l'autre jusqu'à mourir.

C'est un couple de pionniers. Il sort, lui, bolchevique de la guerre civile. Elle, de sa famille, qui ne lui a pas transmis beaucoup de courage. Ils viennent de se

marier. S'ils se rendent au Nebraska d'un mot indien qui veut dire « eau plate », et désignent la Platte River, peut-être aussi le Missouri, de fiévreuse mémoire tous deux, c'est qu'une loi, le Homestead Act, votée en 1862, donne gratuitement de la terre à tous ceux, anciens soldats ou immigrants d'Europe, qui s'engagent à la cultiver cinq ans au moins. De l'Ohio, si verte, si belle, que borde au nord le lac Érié, et fait, là, dans l'est des États-Unis, songer un peu à l'Europe, le couple pousse par le chemin de fer, loin là-bas à l'ouest, le Nebraska, perdu et privé d'eau, d'arbres. Où il n'y a rien que l'herbe à bison (*buffalo grass*), jusqu'à la nausée et au désespoir.

Et aussitôt, avant-goût de l'enfer, voici la solitude et la misère. Le pays : la malédiction naît de lui. Trop grand. Daisy Woods éprouve exactement ce que les voyageurs qui ont écrit rapportent, cinquante ans plus tôt, de leur découverte des Grandes Plaines : la stupeur et l'angoisse.

« L'océan d'herbes s'étendait sans limites depuis ses pieds jusqu'à l'horizon. Comment Garth avait-il appelé cette immense plaine ? Ah ! oui, de l'herbe à bison. » Trop grand. Trop plat. Ici, inventions un mot : la platitude. Nebraska ou la platitude. Si plat le pays — et, certaines heures, si légère la lumière — que l'œil qui trouve une troupe de cavaliers à sept kilomètres de distance ne la perd jamais de vue. Le trio (c'est un trio) mettra trois quarts d'heure pour arriver à portée de voix. Il suffit à Garth Woods de lever la tête de temps à autre pour suivre la course de ceux qui se dirigent vers lui (en général avec l'intention de le voler, de l'égorger et de violer sa femme). Il a tout le temps de se préparer. Charger sa carabine et ses revolvers. Commander à Daisy de rentrer. Un western, vous dis-je. On a vu dix, vingt fois ces images, elles enflamment toujours.

Puis la misère : pas d'eau (le puits est à sec), pas de foyer pour chauffer les aliments et, quant à la « maison », une hutte faite de boue, de moëles de terre séchées de gazon. Le sol, en terre battue. Le combustible, les déjections du bison. Là-dessus, toute l'absurdité, toute l'iniquité du

monde : si Garth n'a pas refusé le don de ce lopin de terre perdue dans l'Ouest perdu, c'est parce que l'Union Pacific a monté une gare à Mandan-Spur. Dans ce Nebraska grand comme un cauchemar, le chemin de fer est essentiel qui assure le commerce, les échanges. Aussi les rêves. Sans doute la cabane de Garth se dresse-t-elle à trois heures de Mandan-Spur, soit dix-huit kilomètres ! Peu importe. Elle est loin mais elle est là. Or, voit que l'Union Pacific la déplace. L'année ici, pour la mettre ailleurs. Sans consulter Garth Woods, ni personne d'autre que sa pauvre — trop pauvre — condition. Sans même l'en avertir. Ainsi naissent les villes fantômes et — encore — le désespoir.

Ce jour, ce moment où Garth découvre qu'on emporte sa gare ! Et ce voyage qu'ils entreprennent, l'homme et la femme, pour fouiller dans les décombres, les restes, et remplir du bois, des étoffes, qu'ils ramèneront à la hâte : trente-six kilomètres qu'ils accomplissent, chacun tirant sur un brancard du chariot (le *buckboard*, rien qu'une longue planche montée sur quatre roues) ! Saillant, inoubliable. (...)

Daisy et Garth vont connaître, en fait de saisons, de climat, de températures, ce qui se fait de mieux, c'est-à-dire, justement, le pire : froid glacial, été torride, pluies diluviennes et le vent et la grêle et le blizzard — et la neige, ou Garth, une fois, en se perdant en elle qui l'aveugle et le leurre, manquera de perdre la vie. La neige (elle tombe, dans le Nebraska, dès octobre, après des gelées de septembre) qui les isole, les enferme, les coupe du monde auquel ils s'accrochaient par un fil bien mince et, dans la cabane dont ils ne sortent plus, les tiendra deux mois durant.

Alors Daisy s'effondre. Après quelle a tenté, en vain, de séduire un vagabond, voyageur qui passait, pour qu'il l'emmenât loin de l'enfer, jusque dans l'Ohio paradisiaque, après qu'elle a connu la misère et le désespoir d'une fausse couche, Daisy se suicide, que le Nebraska de sa haine ou de son indifférence poursuivra jusque dans la tombe puisque, sur la terre qui couvre le trou que son mari a creusé et où elle repose, ne pousseront jamais les fleurs qu'il a plantées, mais la seule herbe à bison, que Daisy détestait dans la mesure où elle incarnait, à ses yeux, l'Ouest. Inoubliable aussi cette scène où Garth, qui cherche sa femme et que l'inquiétude gagne, trouve son cadavre.

Pour Daisy, quel requiem ? Pas de requiem. Par rapport à elle, *Nebraska* est l'histoire d'une désillusion conjugale (...) et si l'on peut dire, géographique. Histoire d'une vie qui se perd, sans doute, mais par la seule faute de Daisy. Elle n'avait pas l'esprit pionnier — dont toujours Garth témoignera. Elle cède, quand le pionnier est celui-là qui, par excellence, gagne, envers et contre tous et tout. Elle n'est pas de la race de celles qui ont fait l'Amérique — et, dans ce livre, c'est le péché capital (...).

A pays fou personnages fous

Seul, Garth. Alors le Nebraska se déchaine ; et le livre prend, ce faisant, son sens profond, celui d'un hymne à l'homme, à son courage, à sa foi — hymne à l'esprit pionnier, on l'a dit. Le Nebraska qui se déchaine, qu'est-ce à dire ? L'épouvante. Invasion de crickets — et on songe, bien sûr, à l'admirable

film de Terrence Malick, *Les Moissons du ciel*, — invasion de souris (qui mangent les crickets), invasion de coyotes (qui mangent les souris), et là Garth semble renoncer, qui abandonne sa cabane — mais il reviendra. Enfin, de toutes les invasions, la pire : la solitude (...) dont Garth éprouve, insupportable, la corrosive imprégnation, au point de ne plus se laver, de ne plus se raser, de ne plus se changer, de ne plus penser à rien qu'à la femme, dans une érotique et métaphysique obsession et *Nebraska*, dont se déroule au fil des pages la nature polyphonique, est aussi le livre d'une quête : celle de la femme, sans qui le pionnier ne serait pas. Ruth entrera dans la vie de Garth, mais le quittera. Peut-être que Cynthia ne se suicidera pas, comme Daisy, ne s'enfuira pas, comme Ruth — Cynthia qu'il aime, par grand hiver, comme il aime les autres voyageurs du train bloqué par la neige : il s'est porté, généreux et magnifique, à son secours.

(...) Pourtant le vrai sujet de *Nebraska*, c'est le Nebraska. Il explique tout, justifie tout. Par la référence au Nebraska, dont on a raconté la nature excessive, proprement monstrueuse, les excès de *Nebraska* se justifient, auxquels ne sont guère préparés les lecteurs d'un roman français tout d'autobiographie et d'introspection. À pays fou, personnages fous — ou que traverse la folie — et scènes démentes (...). Au Nebraska n'importe quoi peut arriver — tout arrive. Le meilleur comme le pire — bien plus celui-là que celui-ci. Non, l'auteur ne s'est pas fait violence pour imaginer la violence. Elle est le Nebraska. Elle relève de la conquête de l'Ouest (faut-il rappeler la cruauté d'il était une fois dans l'Ouest et de tant de westerns ?).

La naissance de l'Amérique moderne

Justement, le western. *Nebraska* en est un, sans conteste, mais aussi ce qu'on appelle depuis peu (le nouveau genre date d'hier) l'anti-western : tentative pour détruire le mythe de l'Ouest en montrant enfin ce que longtemps le western a caché. Si *Nebraska* fait penser, dans son exaltation de l'esprit pionnier, à tant de films de John Ford et d'Anthony Mann, au *Souffle de la tempête* (*Comes a Horseman*) d'Alan J. Pakula, il évoque, aussi et bien plus, les grands westerns « scandés » comme *The Missouri Breaks*, d'Arthur Penn, et *John McCabe and Mrs Miller*, de Robert Altman.

Or, dans ses exigences et jusque dans ses stylisations, le western est l'histoire de l'Ouest — l'histoire de la formation des États-Unis. On assiste, en lisant *Nebraska*, à la naissance de l'Amérique moderne (...). C'est un remarquable épilogue de la vie de la frontière, toute en violence, crimes, démesure, et le lecteur nostalgique d'une Amérique perdue (elle a glissé dans le temps jusqu'à se réduire à des souvenirs) verra, avec les yeux de Garth, disparaître le bison, s'éteindre le loup, s'éveiller l'antagonisme entre les cow-boys conducteurs de bœufs et les agriculteurs (nomades contre sédentaires : un des grands thèmes du western classique).

(...) Il était une fois dans l'Ouest, le Nebraska. Le peuplait une humanité très peu humaine, dure, de peu de pensées, toute d'instinct (Ruth est une héroïne du Caldwell de la Route du tabac et du Petit Arpent du Bon Dieu), portée au mal. Lou Cameron, l'auteur de *Nebraska*, la (re)suscite dans sa réalité — que le Nebraska de la géographie et du climat explique. Garth et ce pays étaient faits pour se rencontrer : un pionnier contre la toute-puissance nature. Il n'y a plus de pionniers, aujourd'hui, parce qu'il n'y a plus de nature. La fascination qui nous vient de la vieille Amérique et, en particulier, de l'Ouest, se nourrit de ces visions, de ces images passées et perdues qui prolifèrent dans *Nebraska*. *Nebraska*, ô Nebraska. — Y. B.

★ *NEBRASKA*, de Lou Cameron. Edit. Jean Goujon, 11, rue Jean-Goujon, 75008 Paris.

MOLINIER
CENT PHOTOGRAPHIES
EROTIQUES

En marge de la grande exposition que le Centre Beaubourg organise à l'automne 1979 autour de l'œuvre de Pierre MOLINIER, nous consacrons le quatrième tome de nos IMAGES OBLIQUES à ce peintre secret jusqu'ici connu seulement d'un petit nombre d'amis et de collectionneurs avertis.

Pour la première fois on trouvera rassemblées plus de cent photographies, pour la plupart inédites, dont l'érotisme extraordinaire renouvelle un sujet exprimé de façon délibérément désuète.

Une préface de Pierre BOURGADE présente avec amitié et rigueur cette œuvre, l'une des plus ardentes de notre temps, qui apparaît aujourd'hui comme une illustration inattendue de l'amour fou revendiqué par les surréalistes.

Sans doute l'une des manifestations les plus originales de l'érotisme en photographie et une grande découverte pour de très nombreux amateurs d'art.

Les tirages de cette collection sont peu importants et nous satisfaisons les commandes dans l'ordre où elles nous parviennent. La présente souscription sera, comme les précédentes, close sans préavis.

IMAGES OBLIQUES — TOME IV — Un volume de 112 pages sur Couche, format 13,5x21 cm, Reliure pleine toile noire, fers or et tranchefile. Prix : 175 F. Envoyé sous emballage de sécurité contre toute commande accompagnée de son règlement (CCP ou chèque bancaire à l'ordre des Editions BORDERIE).

Éditions BORDERIE — BP 1 — LES PILLES — 26110 NYONS — FRANCE

NOM : _____
ADRESSE : _____
☐ Désire recevoir le volume Molinier Cent photographies érotiques
☐ Vous prie de trouver ci-joint la somme de 175 F.
DATE : _____ SIGNATURE : _____

Une grande fresque romanesque sur l'engagement de plusieurs générations séduites par le communisme.

«Le livre d'un homme qui a suffisamment vécu pour que chacune de ses paroles ait le poids de la nécessité. Écoutons-le.»

Jérôme Garcin / Les Nouvelles Littéraires

Pierre Daix
Les chemins
du printemps
roman

GRASSET

si vous êtes abonné à culture et communication vous auriez pu lire des interviews exclusives avec

Pierre Schaeffer, Vieira Da Silva, Alain Resnais, Frédéric Rossif, Pierre Boulez, Yves Coppens, Eugène Ionesco, Raymond Devos, Henri Vincenot, Peter Brook, Michel Bouquet.

CULTURE ET COMMUNICATION point de rencontre mensuel entre le Ministère de la Culture et de la Communication, et tous ceux pour qui la culture est une réalité vivante.

Bulletin d'abonnement au tarif préférentiel de 100 F (1 an 10 n°)

NOM : _____
ADRESSE : _____
Code postal : _____ Ville : _____
retourner à LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex

karnak d'égypte

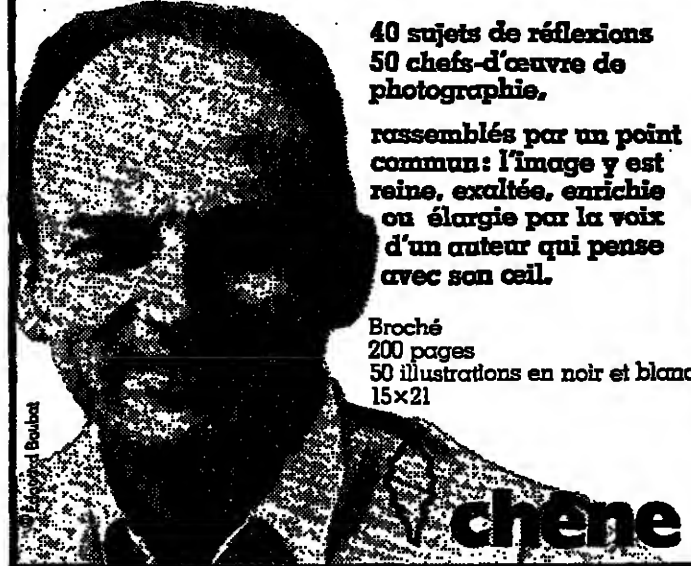
domaine
du divin
j. lauffray

Cet ouvrage s'adresse à un large public, notamment informé de l'histoire de l'Égypte, des particularités de son art et de la topographie de Karnak, mais aussi qu'aux spécialistes. Un livre de lecture, d'art et d'érudition.

Éditions du CNRS
15 quai Anatole France, 75001 Paris

Michel Tournier

des et clefs des serrures



40 sujets de réflexions
50 chefs-d'œuvre de
photographie.

rassemblés par un point
commun: l'image y est
reine, exaltée, enrichie
ou élargie par la voix
d'un auteur qui pense
avec son œil.

Broché
200 pages
50 illustrations en noir et blanc
15x21

chêne

VILLA ABBADIA
di SEZZADIO (Alessandria - Italie)
Abbaye de Santa Giustina

**AVIS DE VENTE
AUX ENCHÈRES PUBLIQUES**

EXPOSITION

OUVERTE AU PUBLIC

Du jeudi 20 au vendredi 28 septembre 1979, de 9 heures à 22 heures
(sans interruption)

VENTE

AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

De l'AMEUBLEMENT ANCIEN des COLLECTIONS d'ART et de toutes
les ACTIVITÉS MOBILIÈRES COMPRISSES dans la PROPRIÉTÉ :

Samedi	29 septembre	16 et 21 heures
Lundi	30 septembre	16 et 21 heures
Dimanche	1 ^{er} octobre	16 et 21 heures
Mardi	2 octobre	16 et 21 heures
Mercredi	3 octobre	16 et 21 heures
Jeudi	4 octobre	16 et 21 heures

VENTE

AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

De la BIBLIOTHÈQUE et de la COLLECTION de GRAVURES
(DONT UN GRAND NOMBRE d'IMPORTANTES ŒUVRES FRANÇAISES)

Samedi	5 octobre	16 et 21 heures
Dimanche	7 octobre	16 et 21 heures
Lundi	8 octobre	16 et 21 heures

Secrétariat de la vente :

A LA VILLA ABBADIA DE SEZZADIO (AI) - T. 0131-70131

Organisation : Zaccaria spa maison de vente.

histoire

Armand Bérard ambassadeur heureux ?

● Les souvenirs d'un
représentant français à
l'ONU.

« J'étais un métier qui avait
rempli ma vie, où j'avais
occupé des postes le plus
souvent difficiles et lourds de travail,
mais d'un intérêt particulièrement
vif. J'y avais été heureux. »

Ainsi s'achève la troisième tome
des Mémoires d'Armand Bérard,
résumant soixante-quatre ans de
service public.

« J'y avais été heureux. » L'affirmation
surprend. Harassé, suspendu au
téléphone, déchiré entre Mongi
Slim, Zorina, Hammarskjöld et Paris,
le Paris des années 50, Bérard était-il
vraiment heureux ? Un ambassadeur
est-il heureux ?

Le livre raconte les activités du
représentant permanent auprès de
l'ONU, pendant deux périodes, 1959-
1962, la fin de la guerre d'Algérie,
et 1967-1970, le Proche-Orient, deux
crises majeures, l'une pour la France,
l'autre pour le monde.

Que fait l'ambassadeur, représen-
tant permanent à New-York ? Il négocie
avec ses collègues, mène des
discussions sans fin, rédige des
documents indéfiniment remisés,
esquisses des compromis si subtils
qu'un souffle les renverserait. Et
qu'y a-t-il à Paris, à l'autre bout
du fil ? Parfois, c'est la voix du
ministre, plus souvent celle du secré-
taire général ou d'un des directeurs.
Ces voix transmettent les instruc-
tions, souvent abruptes, du général
de Gaulle.

Voilà l'ambassadeur dans l'état.
D'un côté des instructions impé-
rieuses, de l'autre la certitude, s'il
les applique à la lettre, d'aller à
l'encontre du résultat cherché. Com-
ment en sortir ? Bien sûr, il gagne
du temps, ménage la susceptibilité.
Mais parfois aussi, il doit
parier net. C'est avec Paris que la
négociation est la plus dure.

Les Mémoires contiennent plus
d'un épisode de ce genre, parfois en
conversation directe avec le général.
Dans l'une, Bérard, attaqué sur les
Nations unies « qui ne servent à
rien », dont il faut se retirer, sou-
ligne que si la France quitte les
Nations unies, elle perd son droit de
veto et laissera le champ libre à
ses adversaires. Le général s'em-
porte, maudit amis, ennemis, Arabes,
Français, tout le monde. En sortant,
l'ambassadeur aperçoit « une plaque
de fonte : place Georges-Clemenceau ». Une idée simple traverse son
esprit : « Eût-il parié ainsi ? »

Certes les paroles, une fois notées,
doivent être replacées dans l'instant
où elles ont été prononcées. Un
moment d'humour ne peut être
confondu avec une politique. En
l'occurrence, l'ambassadeur a servi
de paratonnerre. Il ne s'en plaint
pas. Mais il sait à quel s'en tenir.
Ainsi pour la vaine crise de Bizerte,
en juillet 1961. « Dire qu'une réponse
aimable, encore que dilatoire, du
général à Bourguiba aurait évité
cette crise avec la Tunisie, les
répercussions qu'elle va avoir pour
nos colonies, en même temps que la
crise avec l'Afrique noire qui risque
de s'y joindre. » A plusieurs reprises,
il aura la même franchise avec des
étrangers : Hammarskjöld, Cabot
Lodge, Stevenson.

Par la précision de sa mémoire,
et sans doute de ses notes, par sa
sincérité et sa netteté, Bérard apporte
ainsi de précieux témoignages. Peut-
être, en l'absence d'un index, le
lecteur se sentira-t-il parfois un peu
perdu dans le dédale des négocia-

tions. Mais les chercheurs de l'ave-
nir y trouveront beaucoup d'éclair-
cissements.

En bien, Armand Bérard a-t-il été
heureux ?

Le diplomate ne se bat pas pour
lui-même. A moins qu'il n'ait l'esprit
d'élite et ne songe qu'à sa car-
rière. Mais, dans ce cas, il perd
vite son autorité et n'a plus de
combats à mener. Le diplomate a
le sentiment de faire, à son niveau
à lui, de l'action politique sans
connaître les affaires d'une carrière
politique. Il jouit de l'indépen-
dance que lui donne sa fonction et
de l'intérêt des affaires, mais il a
rarement à trancher. Ce n'est pas
un bonheur sans mélange. Beau-
coup deviennent sceptiques, amers
ou désabusés.

Ni par son caractère ni par sa
formation, Armand Bérard n'était
exposé à ce danger. On le décou-
vre à travers ses Mémoires, à la
fois massif et délicat, cordial en
même temps que distant, robuste et
souple, heureux et malheureux.
Malheureux de ne pas servir plus,
heureux d'avoir servi.

JEAN LALOY.

* L'ONU OUI OU NON ?, A. BÉ-
RARD, Mémoires, t. III (1959-1970),
Flon, 408 pages.

Colloque

Le Siècle des Lumières

A VEG plus de mille participants, le cinquième congrès inter-
national sur le Siècle des Lumières, tenu à Pise, au Palazzo
della Sapienza, a battu le record de l'affluence. Beaucoup
d'italiens, certes (un bon tiers des congressistes), mais aussi
une présence nombreuse des Américains et des Français, couvrant
des collèges venus de vingt-cinq autres pays, de Pologne, de
R.D.A., de Roumanie, du Japon, d'Irlande, du Nigeria et même du
Koweït (une seule absence notable, l'Union soviétique). Beaucoup
de jeunes aussi. A en croire les échos sur les difficultés actuelles
de leur pays, on n'imaginait pas que les universitaires puissent
avoir pu organiser un congrès exemplaire à ce point, où la
liberté des débats dans un esprit de courtoisie et de tolérance
était favorisée par les meilleures conditions matérielles. Hommage
soit fait au maître d'œuvre, le professeur Mario Matucci, et
à son équipe de l'Institut de langue et de littérature française de
l'université de Pise.

En 1983, à Genève, grâce à Théodore Besterman, se tenait
la première grande rencontre de « dix-huitiémistes ». Depuis, tous
les quatre ans, avec un nombre régulièrement croissant de par-
ticipants, les « congrès des Lumières » ont confirmé et favorisé
le développement et la diversification des travaux sur le dix-
huitième siècle. Au premier congrès, ce siècle était essentiellement
celui de la France et son étude l'affaire des littéraires ou des
historiens des idées. Aujourd'hui, les curiosités se portent au-delà
de notre Hexagone, non pour chercher d'abord les valeurs de
l'« Europe française » mais celles de traditions culturelles différentes.
Il s'agit, selon le mot d'un congressiste qui attirait l'attention sur
la spécificité du mouvement des idées dans l'Allemagne du dix-
huitième siècle, de « prendre enfin l'Europe intellectuelle au
sérieux ». Toutefois, si l'on a parlé à Pise des écrivains et des
artistes, des penseurs et des réformateurs d'Angleterre, d'Allemagne,
d'Italie, d'Espagne et d'ailleurs, la majorité des trois cent quarante-
cinq communications — plus de 60 % — portaient principalement
sur la culture française, Diderot, Rousseau et Voltaire apparaissant
comme les auteurs de loin les plus étudiés (1).

L'esprit d'utopie

L'autre évolution déplace l'intérêt vers des domaines non litté-
raires : sur les dix-huit sections, trois seulement étaient consacrées
à la littérature proprement dite ; mais là aussi se font jour des
approches nouvelles : c'est qu'il y a, une quinzaine
d'années, que la section sur les théories des Lumières et des
idéologies a été créée. On a parlé à Pise des écrivains et des
artistes, des penseurs et des réformateurs d'Angleterre, d'Allemagne,
d'Italie, d'Espagne et d'ailleurs, la majorité des trois cent quarante-
cinq communications — plus de 60 % — portaient principalement
sur la culture française, Diderot, Rousseau et Voltaire apparaissant
comme les auteurs de loin les plus étudiés (1).

Il s'en faut, cependant, que les congressistes de Pise aient
voulu isoler leurs réflexions de nos réalités contemporaines. Par
exemple, une des communications les plus remarquées de la
section « Les Lumières aujourd'hui » portait sur les références
au vocabulaire et à l'idéologie des Lumières dans le journal
l'Humanité en 1978. Les discussions sur l'utopie et l'utopisme
éclairaient aussi des problèmes (terminologie, psychologie, idéologie)
posés par le mouvement des idées dans l'Allemagne du dix-
huitième siècle, la section sur la femme a été le seul lieu conflictuel
d'un congrès où on s'est plu à remarquer l'absence d'agressivité.
On a contesté que le président de cette section fût un homme
(et peu enclin à apprécier les valeurs du féminisme) et surtout
que celui-ci ait écarté du programme, sans donner ses raisons,
une communication sur la femme vue par l'Encyclopédie proposée
par deux universitaires de Nantes. L'incident mettait en lumière
le seul défaut du congrès : avoir confié uniquement à des hommes
les présidences des dix-huit sections ainsi que toutes les confé-
rences en séance plénière. La protestation semble avoir été assez
bien entendue, et on peut être sûr qu'au prochain congrès
(Bucarest, 1983) pareille anomalie ne se reproduira pas. D'ailleurs,
au terme du congrès, c'est à une femme (une Américaine, Beatrice
Fink) qu'a été confié pour la première fois le secrétariat général de
la Société internationale d'étude du dix-huitième siècle. C'est
aussi pour la première fois depuis sa création, en 1957, que cette
société est présidée par un Français, René Pomeau.

ROLAND DESNÉ.

(1) Les actes du congrès seront publiés, en quatre volumes,
par la fondation Voltaire (Oxford) en 1980. Pour tous renseigne-
ments concernant les recherches actuelles sur le dix-huitième
siècle, s'adresser au secrétaire de la Société française d'étude du dix-
huitième siècle, Jean Sigard, chemin de l'Herminette, 39700 Corone.

Les compagnons du communisme ?

(Suite de la page 17.)

Le livre de David Cauter montre
que le pessimisme de Trotski
n'était pas justifié et que les
ruptures comme celle de Gide
avec son Retour d'U.R.S.S. sont
restées exceptionnelles. Le plus
étonnant est même de constater
que la plupart des compagnons
de route n'ont cessé de surmon-
ter troubles et déchirements
après les crises successives des
procès de Moscou, du pacte ger-
mano-soviétique, de l'affaire
Tito, des procès Bialé et Sianéy.
David Cauter leur fait presque
à tout coup cadeau de la sin-
cérité, et se refusant à invoquer
des liens moins avouables, il met
en évidence les raisons idéolo-
giques. Parmi celles-ci, d'abord
l'ignorance des réalités soviéti-
ques, très vite organisée par un
système de voyages officiels
sompoteux et d'attentions flat-
teuses. Ensuite, une grande naï-
veté politique. Mais il y a des
causes plus fondamentales. On
comprendra mieux les compa-
gnons de route, résume Cauter,
« si l'on voit en eux les héritiers
de la philosophie des Lumières.
Ils retrouvaient la vision que le
dix-huitième siècle avait eue
d'une société inspirée par la ra-
ison et la science, fondée sur le
développement hardi des res-
sources et le perfectionnement
continu de la nature humaine ».
Staline les convoquait d'autant
plus facilement que tel était bien
son but, que les démocrates occi-
dentales révéraient le profit et

connaissaient en même temps
une crise économique et une
crise morale.

C'est une tradition des Lu-
mières de rechercher la vertu
loin de son propre pays (plus
tard, l'U.R.S.S. sera relayée par
la Chine, Cuba, etc.), et David
Cauter ne cesse de souligner que
les compagnons de route ont
avec une grande constance, pré-
féré les relations directes avec
l'Union soviétique à ce que pou-
vait leur offrir le parti commu-
niste local. Il n'y a guère qu'en
France, avec le Front populaire
et la Résistance, qu'il en fut au-
trement.

Quelle qu'ait été l'efficacité de
cet entraînement d'espérances
et d'illusions, les dirigeants so-
viétiques, en bon pragmatistes,
ont préféré l'« organiser », le
canaliser par le moyen de mul-
tiples comités, associations et
mouvements « larges ». Ce fut
l'activité principale du commu-
nisme allemand, Willy Müsen-
berg, dont Cauter met en lumière
l'extraordinaire talent de mani-
pulateur politique. C'est lui qui
sut, dès 1921, rassembler des
noms aussi prestigieux que ceux
d'Einstein, Bernard Shaw, Ana-
tole France pour secourir les
affamés d'U.R.S.S. Il anima un
foisonnement de mouvements
contre le fascisme dans les an-
nées 30, face à la montée des
nazis et à la guerre d'Espagne.
C'est ce qui le perdit. On le re-
trouvait mystérieusement pendu
en 1940 en France. « Sans doute
Staline avait-il fini par répon-
dre à son « appel au secours »,
conclut laconiquement David
Cauter.

A partir de quel moment un
manipulateur se prend-il au
piège de ses convictions ? et un
compagnon de route cesse-t-il
d'être « une potiche d'hon-
neur » ? David Cauter sait re-
marquablement mettre en lu-
mière ces ambiguïtés, ces diffi-
cultés dans ses portraits aigus,
précis, complexes. Il sait égale-
ment faire ressortir la différence
des situations entre les pays pos-
sédant un P.C. puissant et les
autres, un P.C. capable de résis-
tir au front unique comme le
français ou le refusant comme
l'allemand.

Une confrontation de générations

L'intérêt de l'ouvrage réside
dans ces confrontations entre les
Français depuis Anatole France,
Romain Rolland et Gide jusqu'à
la génération de Sartre et de
Angela comme les Webb, Stra-
chey, Laski, Price, Pritt, des
Américains comme Theodore
Dreiser, Henry Wallace, Dos
Passos, l'extraordinaire Anna
Louise Strong qui finit chez Mao
comme Edgar Snow, les Alle-
mands enfin avec Ernst Toller,
Heinrich et Thomas Mann,
Fenchelwanger, Arnold Zweig
entre autres. Bref, un véritable
botin intellectuel de l'entre-deux-
guerres. A quel s'ajoute un
portrait nuancé (et juste me-
semble-t-il) d'un intermédiaire
soviétique comme Ehrenbourg.
Aux yeux de David Cauter, si
les compagnons de route ont
interrompu leur voyage, c'est
parce qu'après le XX^e Congrès
et Budapest, après 1968 et l'écar-
tement du printemps de Prague,
les illusions ne pouvaient plus
avoir cours. En fait, son livre
révèle qu'il n'y a pas en relève
des compagnons de route adultes
entre les deux guerres par les
générations d'après 1945. En
France, par exemple, les jeunes
intellectuels de la Résistance, qui
auraient pu être seulement des
compagnons de route, ont adhéré
au P.C.F. pour rompre à partir
de 1948 ou de 1950 ou de 1953.
Aujourd'hui, même après l'Arché-
pel du Goulag, l'Union soviétique
ne bénéficie-t-elle pas encore
d'un soutien sans illusion ?

Ce n'était plus le sujet de
David Cauter. En revanche, il a
considéré, et à bon droit, que la
persécution des compagnons de
route par la chasse aux sorcières
du maccarthysme faisait partie
de son enquête, et cela nous vaut
un dernier chapitre passionné
qui apporte des recensements et
une mise en perspective de l'en-
semble du phénomène.

PIERRE DAIK.

* LES COMPAGNONS DE ROUTE
(1917-1963), de David Cauter, La-
titudes, 1978, 208 pages, 12 F.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Perrot, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.

Imprimé
à Paris
S. n. des Indes
PARIS-IX
1977

Reproduction interdite de tous
droits, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 57 437.

Les Press

BERNARD



Portrait of Bernard Shaw, 1923, La Charbonnière

TIMO
La ré

Le livre de David Cauter, qui fut une
Union soviétique, le destinataire dans les an-
nées 60, pour le rôle de l'art de la scène
dans la culture soviétique.
Dans la culture soviétique, il s'agit
d'un livre qui a été écrit par un
auteur qui a été un des plus grands
auteurs de la culture soviétique.
Il s'agit d'un livre qui a été écrit
par un auteur qui a été un des plus
grands auteurs de la culture soviétique.
Il s'agit d'un livre qui a été écrit
par un auteur qui a été un des plus
grands auteurs de la culture soviétique.

VOUS ADRESSEZ VOS

Jeune 1975

Les compagnons du commerce

Les Presses de la Renaissance

vous proposent :

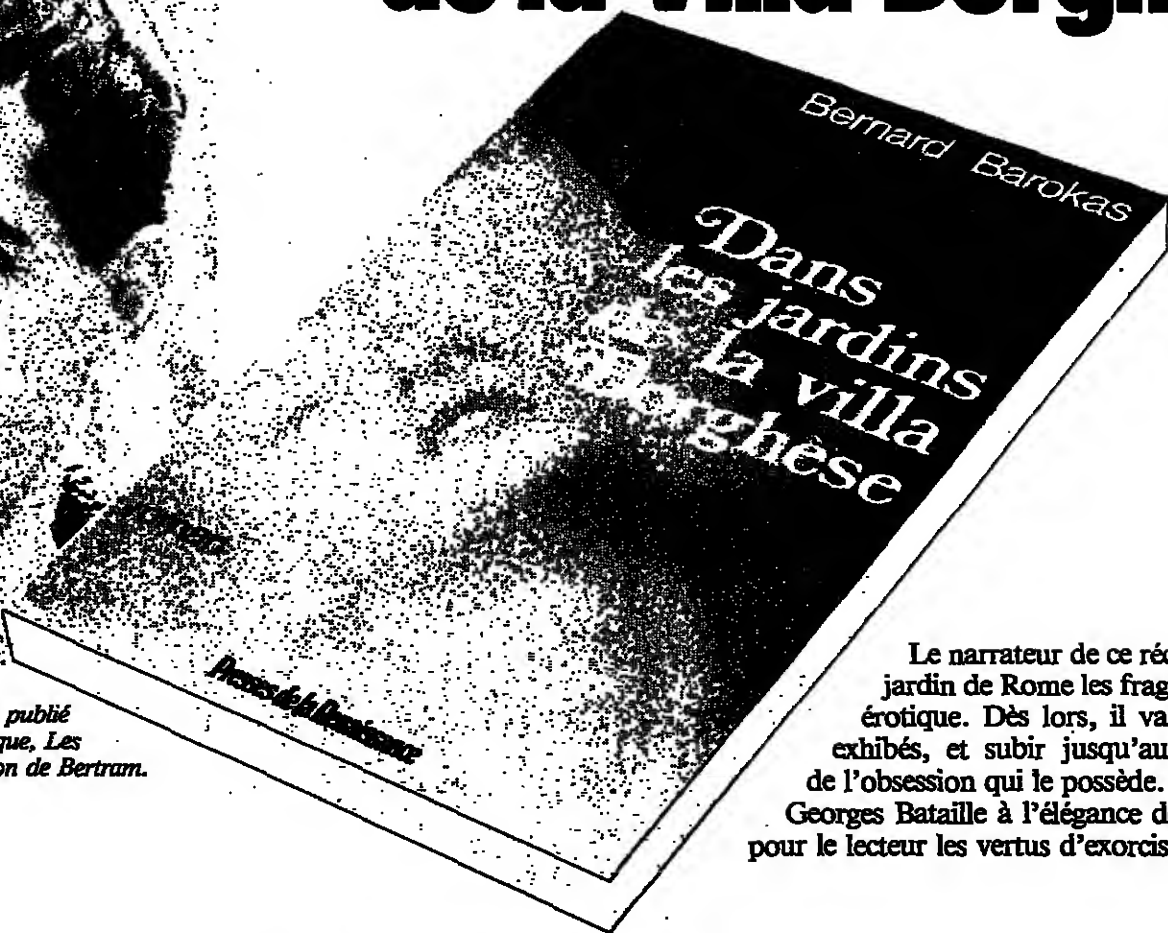
le dernier roman de

BERNARD BAROKAS

Dans les jardins de la Villa Borghèse



Bernard Barokas, vingt-neuf ans, a publié trois romans : *L'Oiseau Salimbanque*, *Les Gribouilles*, et, en 1978, *La Chanson de Bertram*.



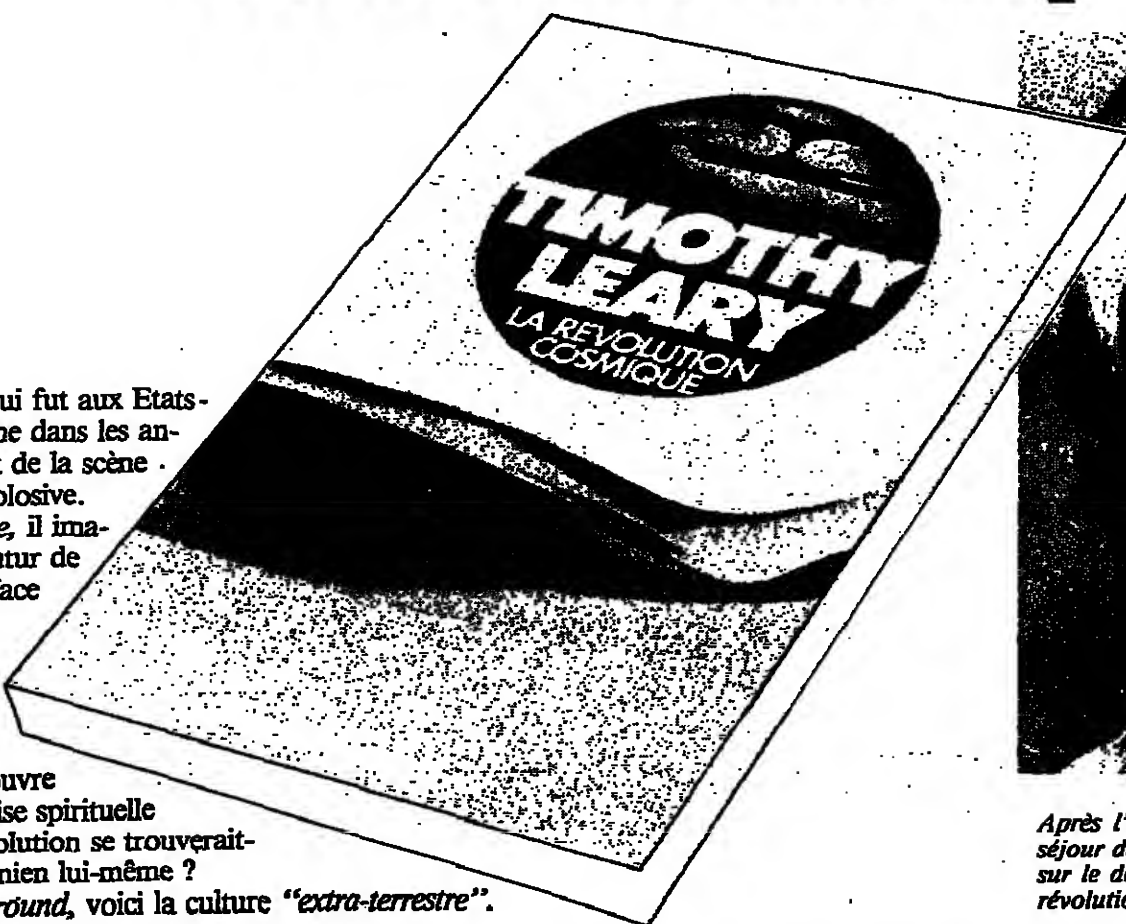
Le narrateur de ce récit fantasmagique découvre dans un jardin de Rome les fragments déchirés d'une photographie érotique. Dès lors, il va vivre au travers des personnages exhibés, et subir jusqu'aux frontières du suicide le vertige de l'obsession qui le possède. Ce récit qui allie l'inspiration d'un Georges Bataille à l'élégance de style d'un Mandiargues, possède pour le lecteur les vertus d'exorcisme des grands textes visionnaires.

le nouveau livre de

TIMOTHY LEARY

La révolution cosmique

Le célèbre Timothy Leary, qui fut aux Etats-Unis le pape du psychédélisme dans les années 60, revient sur le devant de la scène avec une nouvelle théorie explosive. Dans *La révolution cosmique*, il imagine pour nous le scénario futur de l'histoire de l'humanité. Le face à face avec l'espace est pour demain, et dès aujourd'hui il faut nous y préparer. Installé aujourd'hui en Californie après avoir enseigné à Harvard, Timothy Leary ouvre pour nous le dossier de la crise spirituelle de notre temps : la vraie révolution se trouverait-elle au-delà du mythe californien lui-même ? Après le mouvement *underground*, voici la culture "extra-terrestre".



Après l'impasse de la drogue qui l'a amené à un séjour de sept ans en prison, Timothy Leary revient sur le devant de la scène avec une nouvelle théorie révolutionnaire.

LES PRESSES DE LA RENAISSANCE, 198 BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 75007 PARIS
VOUS ADRESSERONT GRACIEUSEMENT, SUR SIMPLE DEMANDE, LEUR CATALOGUE GÉNÉRAL ET LEURS BULLETINS D'INFORMATIONS.

Publiscopie

essais

La « mélancolie sociale »

EXTRAITS

« L'homme influent s'aperçoit vite que, dans la mesure où il agit sur eux, il est un fantôme dans la tête des autres. S'il souhaite sauvegarder ce fantôme de soi pour le bien de ses semblables, il se perd et se trompe avec eux. »

« La vraie tristesse de la solitude tient à ce que, loin d'y être seul avec soi, on y subit la pire compagne, la présence interiorisée des autres, la loi du clan. »

« Les lois d'une société irrespirable dispensent à tous la consolation équitable de ne pouvoir se sentir. »

« Dans le ferraillement verbal du prestige et de l'intérêt, avoir le dernier mot ne dissimule même plus qu'on a la dernière des vies. »

« Le retour à soi se moque des victoires du paraître. »

« Je veux me rendre invulnérable à ce qui me frappe en devenant de plus en plus sensible à ce que je veux. »

« Ce ne sont jamais les excès qui tuent, mais ce qui les contrarie. »

« Il n'y a d'échange que de mauvais procédés. Allez besoin d'être aimé pour aimer ? »

« J'ai plus à offrir à qui n'espère rien de moi. »

(Suite de la première page.)

L'étonnement, et souvent la méfiance, avec lesquels nous considérons le moindre geste gratuit, montrent dans quelle parcimonie nous sommes accoutumés à vivre. Nous subissons comme une loi naturelle la « tyrannie » de l'échange. On nous a enseigné que nous avions fait une dette en naissant, que chacun devait payer son existence par son travail, et qu'en mourant il fallait rendre ce qu'il avait reçu. « La mort », écrit Georges Perros, nous engage comme voyageurs de son commerce. Nous devons sa marchandise. La plupart des gens éprouvent le sentiment d'être débiteurs. Ils regardent l'obligation de payer comme un principe inexorable, qu'ils ne sauraient violer sans danger, ni angoisse. Ils payent, comme l'indique l'origine de ce mot, pour connaître la paix. « Le secret d'une autorité, quelle qu'elle soit, dit Vaneigem, tient à la rigueur inflexible avec laquelle elle persuade les gens qu'ils sont coupables. »

Jadis, il fallait acquiescer seulement son droit de passage. Dans les sociétés modernes, il faut acheter aussi les plaisirs et les sentiments qui accompagnent l'existence. « Le progrès de l'économie », a libéré les jouissances du péché. Notre époque a cessé de les interdire, pour les monnayer. « Le droit aux plaisirs a pris la tournure d'une conquête, alors que les plaisirs étaient

déjà conquis par la marchand-

« En plus de notre vie, nous devons payer notre façon de vivre. L'ensemble de notre existence devient une « valeur d'échange ». On nous vend notre manière de manger, d'aimer, de voyager, de rêver, de nous vêtir... Et la forme importe davantage que le plaisir ou le sentiment vécu. Nous subissons le règne de l'apparence. L'essentiel n'est pas d'éprouver quelque sensation, mais d'en acheter l'illusion. Quand nous vivons pour paraître, c'est la mort qui s'empare de nous. Vaneigem représente cette époque sous des traits catastrophiques. Les modernes sont dépeints comme de pauvres fantômes, tristement ressemblants. Figures chagrines de la banalité quotidienne, ils cherchent vainement une satisfaction dans les modèles qu'on leur impose. Dans ce monde, affirme l'auteur, « tout est permis, sauf la jouissance ».

Quand il arrive aux gens de connaître un vrai plaisir, ils se sentent obscurément coupables, car ils craignent de ne pas l'avoir assez payé. On les a persuadés que leur dette envers les autres et la société n'avait pas de limite. On leur reproche fréquemment de ne pas donner assez à leur famille, à leur pays, à leur parti, à leur travail. On les sollicite de renoncer encore plus à leurs désirs individuels. L'esprit de sacrifice est toujours le principe moral de nos sociétés. La réputation de l'« égoïsme » ne s'est pas améliorée. Tout le



* Dessin de CAGNAT.

monde le désapprouve, considérant que c'est un crime de vouloir vivre selon soi-même et non plus selon les autres. L'opinion commune veut que chacun se sente l'obligé de la société. Il faut se tourmenter. Les gens vivent dans « l'angoisse de ne pas payer [leur] dû et de n'être pas payés de [leur] peine ». Ils se vengent des reproches qu'on leur adresse par des reproches de même nature, se montrant aussi voraces avec les autres que les autres le sont avec eux. Nous sommes dans une société cannibale.

Vaneigem fait une belle description des ravages que provoque ce principe moral dans les rapports amoureux. Les amants deviennent, trop souvent et trop

vite, des comptables. Leurs passions finissent dans le marchandage. « Au lieu de rester coités de tout jusqu'au cœur de la société, voit que les amants en appellent au devoir, exigent des preuves, cherchent un rendement à l'affection... » Chacun pèse le sentiment de l'autre, et conclut que « la générosité se trouve mal récompensée. » « L'amour se plaint d'avoir été dépensé à fonds perdus, les regrets dressent un constat de banqueroute. » « Si des amants qui s'adonnaient hier se quittent soudain dans la haine et le mépris, la raison ne tient pas à quelques loi éternelle du déclin, à quelque fatalité de la lassitude. Elle procède de la filière des échanges, qui vieillit les passions, use les élans du cœur, affaiblit les impulsions, rapetisse l'amour et laisse le désir s'assombrir sur l'oreiller des habitudes. »

L'éloge de l'égoïsme

« Nous souffrons tous, dit Ernst Jünger, d'une intraitable mélancolie. » Selon Vaneigem, c'est d'une « mélancolie sociale ». Nous l'éprouvons parce que nos désirs individuels se perdent dans la médiocrité des rapports marchands. Quand nous prétendons nous débarrasser de notre insatisfaction, nous démentons encore davantage notre « volonté de vivre ». Atteints par une sorte de « peste émotionnelle », et subissant des « secoues de rageuse impuissance », nous dépensons notre énergie dans des combats qui nous atteignent autant que nos victimes. Chacun devient pour lui-même une « pièce d'ennemi ». Les gens, dit Vaneigem, ne font que se débattre.

L'auteur de ce livre pourrait déclarer, comme le héros de Raymond Radiguet dans *Le Diable au corps* : « Je suis enroué par les reproches ». Refusant cette morale funeste, qui nous détermine à tenir successivement le rôle d'un débiteur et celui d'un créancier, le rôle d'un coupable et celui d'un juge, il fait, après Stirner et Nietzsche, l'éloge de l'égoïsme. Il expose la philosophie d'un homme qui n'accepte aucun tribunal, car il ne se reconnaît aucun devoir envers les autres, ni aucun droit sur eux. Il entend ne rien donner sous la contrainte, et ne rien solliciter pour ce qu'il donne, afin de retrouver l'insouciance nécessaire au plaisir, et la générosité qui autorise la passion.

FRANÇOIS BOTT.

* LES LIVRES DES PLAISIRS, de Raoul Vaneigem, éditions Bataille, 206 pages.

Attention... à L'INTERRUPTION DE VIEillesse.

A lire : Nouvelles scènes de la vie future D-A. KERGALE

ATTENTION ! ATTENTION ! ATTENTION !

guides j.a. 40 TITRES VENDUS en LIBRAIRIE

VIET DE LA CHINE LA CHINE

éditions j.a.

Livres et disques toujours moins chers à la Fnac après la suppression des prix conseillés

Hier, la remise faite par la Fnac était indiquée sur chaque livre ou disque vendu. Mais la suppression des prix conseillés ne permet plus cette politique d'une vérité évidente. Désormais, il vous appartient donc de mesurer vous-même la différence.

En sachant que si les prix étaient calculés selon les normes traditionnelles, ils seraient plus élevés de 20 à 25 %. A défaut d'être exprimé en termes de remise, le prix Fnac reste, donc plus que jamais une réalité.

Voici quelques exemples pour les livres...

Maurice Denuzière - Fausse Rivière	34,00
Gunther Grass - Le turbot	47,20
Yachar Kemal - La légende des mille taureaux	47,30
Sirkku Larrivoire - Ne m'oubliez pas	20,00
Robert Merle - En nos vertes années	35,00
Claude Roy - La traversée du pont des Arts	36,00
Alexandre Zinoviev - Notes d'un veilleur de nuit	36,00
Cavanna - Les Russkofs	38,00
Alain Gerber - Le faubourg des coups de triques	39,20
Raphaël Pividal - Le Pré-Joli	32,00

Manuel Scorza - Le cavalier insomniaque	44,00
Guy Croussy - Le chasseur de têtes	44,00
Hélène Carrère d'Encausse - L'empire éclaté	38,40
Jean Delumeau - La peur en Occident	52,00
Carlos Castaneda - Le second anneau de pouvoir	38,40
Patrick Segal - Viens la mort, on va danser	30,00
Allen Eyles - John Wayne	76,00
Karl Popper - La société ouverte et ses ennemis (2 volumes), le volume	44,00
H. Ey - Manuel de psychiatrie	214,00

Nouvelle revue de psychanalyse n° 19 - L'enfant	44,00
Robert James Fletcher - Les Paradis - Les d'illusion	40,00
Michel Crozier - On ne change pas la société par décret	39,20
Suzanne Robaglia - Margaridou - Journal et recettes d'une cuisinière au pays d'Auvergne	68,80
Albin Marty - Fourmiguette - Souvenirs, contes et recettes du Languedoc	68,80
Collection « Les Intégrales de Jules Verne », le volume	28,80
Histoire de France en bandes dessinées, chaque volume	36,00
Quid 1980	77,04

... et pour les disques

Rameau - Zais (G. Léonhardt-R. Jacobs)	176,00
Scheidt - Schein - Psaumes (chœurs Audite Nova)	48,00
Mozart - Don Juan (L. Maazel)	129,00
Strauss - Vaises (W. Boskovski)	103,00
Beethoven - Sonates piano n° 24-29 (A. Brendel)	47,00
Bob Dylan - Slow train coming	35,00
Supertramp - Breakfast in America	35,00

Led Zeppelin - In through the out door	35,00
J.J. Cale - 5	33,00
Rickie Lee Jones	33,00
Dire Straits - Communiqué	35,00
Linton Kwezi Johnson - Forces of victory	31,00
Earth wind and Fire - I am	35,00
Kiss - Dynasty	35,00
Francis Cabrel - Je l'aime à mourir	35,00

Maxime Le Forestier chante Brassens	33,00
Cars - Candy 0	38,00
Peten Hammi 11 - PH 7	39,00
L. Cohen - Recent songs	41,00
A. Parson project - Eve	41,00
J. Higelin - No man's land	41,00
Robert Charlebois - Solide	35,00
Gottalner - Contes de Traviole	39,00

A Paris (Fnac-Forum, Fnac-Montparnasse, Fnac-Etoile)
A Grenoble, Marseille, Mulhouse, Strasbourg (livres et disques). A Belfort, Lille, Lyon, Metz (disques seulement)

579
de 129
887
de 204
432
de 250
380
de 300

Un choix exceptionnel de grandes marques et vraiment le moment de vous équiper ! Mais les appareils indiqués correspondent à la situation du 27 septembre 1979 pour l'ensemble des régions.

579 lave-vaisselle
(10 modèles)
de 1290F à 1990F

887 lave-vaisselle
(15 modèles)
de 2000F à 2490F

432 lave-vaisselle
(13 modèles)
de 2500F à 2990F

380 lave-vaisselle
(19 modèles)
de 3000F et plus.

Un choix exceptionnel de grandes marques au prix Darty : c'est vraiment le moment de vous équiper ! Mais attention. Les nombres d'appareils indiqués correspondent à la quantité disponible à la date du 27 septembre 1979 pour l'ensemble des magasins Darty de Paris,

de la Région Parisienne, de Reims et de l'Oise. Les prix sont garantis jusqu'au 7 octobre 1979 sur les quantités annoncées. En plus du choix et du prix, vous bénéficiez pour chaque appareil de la garantie Darty.



TV. Electroménager. Hi-Fi.

PARIS - 8^e : Darty-sous-la-Madeleine. Parking place de la Madeleine. Tél. : 265.84.71. 11^e : 25 à 35, boulevard de Belleville. Tél. 357.72.10. 13^e : 168, avenue de Choisy. Tél. : 585.80.31. 14^e : Centre Commercial Gâté-Montparnasse. 80, avenue du Maine. Tél. 540.53.31. 15^e : Front de Seine. Centre Commercial Beaugrenelle. 71, quai de Grenelle. Tél. : 575.62.85. 18^e : 128, avenue de Saint-Ouen. Tél. 229.02.41.

REGION PARISIENNE - 78-Orgeval : Centre Commercial "Art de Vivre". Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest. Tél. : 975.79.00. 78-Paris 2 : Centre Commercial Paris 2 (Le Chesnay). Tél. : 955.25.26. 91-Les Ulis 2 : Centre Régional "Les Ulis 2". Tél. 907.54.78. 91-Morsang-sur-Orge : Autoroute du Sud. Sortie Savigny. Direction Sainte-Geneviève-des-Bois. Route de Corbeil. Tél. : 015.93.29. 92-Asnières : Carrefour des 4-Routes. 384, avenue d'Argenteuil. RN 309. Tél. : 790.45.46. 92-Châtillon : 151, avenue Marcel-Cochin. RN. 306. Tél. 656.87.00. 92-Futeaux : Paris de la Défense.

A côté du CNIT. Tél. 773.82.10. 93-Bagnolet : Porte de Bagnolet. Au pied du Novotel. Tél. 658.97.16. 93-Bondy : 123-155, avenue Gallieni. RN. 3. Tél. 847.20.00. 93-Aubervilliers : Centre Pariféris. Porte de la Villette. 6 bis, rue Emile-Reynaud. Tél. : 634.07.29. 93-Noisy-le-Grand : Centre Commercial "Les Arcades". Tél. : 304.98.10. 93-Pierrefitte : 102-114, avenue Léry. RN. 1. Tél. 826.21.28. 94-Clamart : 10-12, avenue Roger-Salengro. La Fourche. RN. 4. Tél. : 283.52.53. 94-Créteil : Centre Régional "Créteil Soleil". Tél. : 898.14.12. 94-Trois-Rivières : Centre Régional "Belle Epine". RN. 7. Tél. : 687.34.64. 95-Cergy-Pontoise : Centre Régional "3-Fontaines". Tél. 030.44.63.

OISE - 60-Beauvais : Centre Commercial "Le Franc-Marché". 2 à 4, place du Franc-Marché. Tél. 16-4-48.48.33. 60-Creil : Centre Commercial de Creil-Nogent. 10, avenue de l'Europe. Tél. 16-4-455.41.86.

MARNE - 51-Reims : Reims-Tinqueux : Zone artisanale du Moulin de l'Écluse. Route de Dormans. Tél. 16-26-08.09.83.

Attention :
L'INTERDIT
DE VIEillesse
A la
Santé
de la vie
O-A. KERSAL
A la

guides 12
LA CHAÎNE
12

Le Monde

culture

LE JOUR DU THÉÂTRE

Nominations au Conservatoire.

Jean-Paul Bousillon, sociétaire de la Comédie-Française ayant démissionné de son poste de professeur au Conservatoire, le ministère de la culture et de la communication a nommé pour le remplacer un autre sociétaire, Jacques Serey, qui joue actuellement à l'Odéon dans la Villégiature, et prend ses fonctions le 1^{er} octobre.

D'autre part, Yukata Wada est nommé professeur assistant et est chargé d'un atelier d'improvisation. Discipline de Stanislavski, diplômé de l'Institut Lounatcharski de Moscou, assistant de Peter Brook sur l'Atelier d'Athènes et les Iles, il avait déjà été invité par Jacques Serey, directeur du Conservatoire à diriger les ateliers. Il succède à Pierre Vial, nommé à la coordination des enseignements, en remplacement de Maurice Jacquemont, qui vient de prendre sa retraite.

Stage

au Pré-Saint-Gervais.

Le Théâtre de la Grande organise un stage d'expression théâtrale, du 19 au 24 novembre inclus, au Pré-Saint-Gervais, 21, rue Jules-Jacquemin. Quinze professionnels ou non, pourront être accueillis, dont certains pourront être logés. Une cafétéria et un restaurant sont prévus. Quatre autres stages auront lieu, du 11 au 16 février, les quatre premiers week-ends de mars, du 7 au 12 avril, à Paris. Du 30 juin au 5 juillet, à Vézelay. Renseignements : Théâtre de la Grande, 36, avenue Henri-Berthou, 94200 Ivry. Tél. : 578-13-19.

Nouvelles de Lyon.

L'Atteupement, collectif dirigé par Denis Guenoun (la Nuit des rois, Jules César, Agamemnon, la Chanson de Roland) est installé à Lyon, où il a participé, l'an dernier, à la programmation de l'Esplanade, le théâtre de Bruno Boeglin. Les deux hommes se sont séparés à l'amiable, et le centre dramatique de Franche-Comté a financé les répétitions du nouveau spectacle de l'Atteupement, le Jeu de Saint-Nicolas, une œuvre de troisième siècle qui s'inspire de deux mondes, l'un épique, l'autre comique.

Le spectacle se donne du 10 octobre au 4 novembre, sous chapiteau, au 103-107 de la rue Baraban, à 19 h 30, et il y aura un buffet. L'entrée est libre, chacun paie ce qu'il peut, ce qu'il veut. C'est un principe chez l'Atteupement qui vit de ses recettes. A titre indicatif, les places sont à 25 francs et 18 francs. Renseignements : (78) 54-77-36.

Les mutilés tout neufs.

La salle des Mutilés, célèbre pour sa dévastation et sa décoration de céramiques, où est installée la Comédie de Saint-Etienne depuis le temps de Jean Dasté, a été achetée par la municipalité (P.C.) de la ville d'Arles. Elle sera rénovée et accueillera des spectacles modernes. Daniel Benoit, directeur du centre dramatique va inaugurer la salle de sept cents places le 9 novembre avec Cache ta joie de Patrick Lanchette — violence, tronie, rock, trente comédiens dans le groupe l'actory. En 1980, le Centre présente Oh ! les beaux jours dans la mise en scène de Prosper Dier. En janvier, En février, un Légataire universel sous le signe du burlesque, par Alain Duclos, qui avait monté une Station Champanhet particulièrement réussie.

D'autre part, Daniel Benoit a décidé de produire chaque année un spectacle d'une jeune troupe professionnelle. Il commence avec le groupe stéphanois Artibus, qui joue deux fois, les 1^{er} et 2^{er} février le Testament du chien, une pièce latino-américaine. — (Corresp.)

La Fédération France œuvrera des syndicats des spectacles et de l'audiovisuel, constatant qu'aucune compagnie de danse française n'a été invitée à participer aux principaux festivals de l'automne, vient d'adresser à M. Jean-Philippe Leca, ministre de la culture et de la communication, une lettre dans laquelle elle s'élève contre cette « exclusion culturelle » et dénonce « un enseignement bachelé et anachronique », ainsi qu'une « aide d'Etat qui se disperse tant qu'elle ne permet pas aux compagnies françaises un effort réel et constant ».

Le retour des « Molière »

L'Ecole des femmes, Dom Juan, Tartuffe, le Misanthrope : les quatre pièces de Molière réunies par Antoine Vitez dans un spectacle en quatre soirées qui n'a pas cessé de parcourir les théâtres de France et d'Europe depuis sa création au Festival d'Avignon en 1978 (Le Monde daté 16-17 juillet 1978) — reviennent à la Porte-Saint-Martin jusqu'au 1^{er} décembre, sous le label du festival d'automne.

Le projet est né du désir de retrouver les couches d'interprétation accumulées depuis trois siècles et qui forment la « tradition » pour retrouver le « système archaïque et simple proposé par l'auteur ».

Dans la presse italienne et suisse, les avis sont partagés : « Il va de soi, écrit la Nazione, qu'il ne s'agit pas d'une expérience d'actualisation qui s'opposerait à une modernisation plus ou moins artificielle, sur la désacralisation, etc. Vitez, au contraire, fonde sa lecture sur la récupération des schémas anciens. Chaque spectacle est conçu comme si la troupe de l'illustre Théâtre expérimentait une recherche de son grand directeur-auteur ».

La Voce Repubblicana pose la question : « Comment être à l'avant-garde sans renier la tradition ? » et estime que la mise en scène « représente le côté français de Molière — baroque, littéraire, déclamatoire — aux dépens de son côté italien : fraîcheur, improvisations, liberté ». C'est un théâtre de la parole.

Pour le Journal de Genève, au contraire : « Jamais Molière ne nous avait paru si proche. Et pourtant de grâces en grâces, c'est à la source de ses influences que Vitez et ses jeunes comédiens nous ramènent : à la

farce, à la commedia dell'arte dont tous les éléments connus sont ici présents. » Pour le Stampo : « Les personnages de Molière restent des archétypes aux comportements essentiels, aux réactions primaires. Il faut faire ressortir dans toute leur véhémence et leur brutalité ces réactions et ces comportements. Vitez y parvient en privilégiant la parole et le geste au détriment de l'appareil scénique (dans un) rythme « allégro obstin ». Alors que le Passer Sera voit « La trilogie construite à la recherche d'une vérité scénique ».

En fait, il ne s'agit pas pour Antoine Vitez — qui ne peut pas prétendre à la naïveté — de reproduire le « système archaïque », mais de le travailler en se donnant des contraintes similaires à celles que connaissait Molière : une troupe inconnue, un décor et des costumes en éclairage fixe. Comme s'il endossait un costume d'époque pour retrouver la mesure de gestes et de conduites, malgré le dépaysement, car il reste un homme du vingtième siècle. « Mettre mes pas dans ceux de Molière m'impose une esthétique et une morale », déclare-t-il au Journal de Genève.

Son travail ne se réduit pas à un exercice de style pour ses comédiens, qui, malgré le dépaysement, ont dû recréer des types d'emplois personnels, éclairant le thème d'ensemble : l'athéisme (Dom Juan, Tartuffe), la lecture des textes par les femmes (l'Ecole des femmes, le Misanthrope). Passant d'une pièce à l'autre, ils dévoilent en filigrane la personnalité de Molière, l'homme et le poète. « La continuité d'une écriture n'a jamais été aussi clairement mise en évidence », dit le Messagero. C. G.

DANSE

Alvin Ailey vingt ans après

Avec dix-huit ballets, dont dix inédits à Paris, l'Alvin Ailey American Dance Theater s'est installé pour deux semaines au Théâtre de la Ville. Tout l'itinéraire du chorégraphe est présenté là, vingt années de recherches et d'évolution, depuis l'époque des premiers ouvrages d'inspiration afro-américaine, comme « Revelation » (son chef-d'œuvre), la période engagée dans la lutte du Black Power, puis le glissement vers un style plus universel avec la participation de nombreux créateurs contemporains.

Un accident prive la troupe de son super-étoile, Judith Jamison. C'est une grosse déception pour le public. Mais il est peut-être mieux à même de juger du talent des autres danseurs, en particulier la magnifique Dorothy Wood et l'aspirant Marilyn Banks, jusqu'ici éclipsées par ce soleil noir.

Le premier programme regroupe des ballets des années 70 et est dédicacé à l'hommage d'une déperdition d'énergie par rapport aux précédentes créations. « Streams » s'appuie sur une musique du Tchèque Kabalek composée pour les Percussions de Strasbourg. La partition complète, d'une rigueur subtile et d'une précision diabolique, appelle à une chorégraphie épurée, abstraite, qui ne correspond pas au tempérament de la troupe. Alvin Ailey se livre à une sorte de mise en forme des danseurs, une suite d'enchaînements dans le style Graham assez pauvre d'invention.

Et soudain c'est le coup de soleil

« Mosakela Langage » est tout le contraire. La musique chaude, sensuelle, flexible, changeante du trompettiste sud-africain Hugh Mosakela évoque des danses spontanées, naturelles. Alvin Ailey en a tiré une suite de performances des danseurs dans un décor de nuit de dix ans. Il y a de bons moments, en particulier le solo nonchalant d'Alistair Butler, grand voyou en guêtres et chapeau blanc. Mais on déplore des baisses de tension dans la chorégraphie et des passages à vide dans la mise en scène. Peut-être parce qu'en dix ans les rythmes se sont accélérés jusqu'au délire, comme en témoigne le récent spectacle de Twyla Tharp à Avignon.

Dudley Williams est l'interprète sensible et retenu de « Love Song ». Chez lui, le geste est éloquent, très ébroué dans sa façon et il accorde à l'esprit du blues même si la danse a perdu une certaine vibration.

Et puis soudain c'est le coup de soleil, l'hommage à Othello Redding. La chorégraphie de George Faison parvient à égaler l'ampleur vocale, à chanter, le rythme est intense, soutenu, nerveux. Les couples se croisent, se frottent, s'évitent comme les billes d'un flipper. Les filles dans leurs robes roses ont des airs d'oiseaux livrés et

Marilyn Banks s'éclate littéralement sur un « tube », « Lover's Prayer ». MARCELLE MICHEL. * Théâtre de la Ville, 20 h 30.

UN NOUVEAU CENTRE CULTUREL A PARIS

Le pays de Brel et de Magritte

Selon le vers de Baudelaire « le cœur d'une ville change plus vite que le cœur des mortels », et personne dans ce quartier de Beaubourg ne se souviendrait plus des ombres de Cartouche et de Gavroche ou du marché des ripailles qu'évoquait Huysmans. Ici, face au grand vaisseau Pompidou, où était une minuscule de bananes, une étrange maison ovale, portes ; il y a des mâtots, des ministres, et dans les cours, sous des tentes baroques comme aux fêtes d'autrefois, une foule de kermesse, pour l'ouverture du Centre de la communauté française de Belgique. Des centres culturels, on s'en accoutume à en voir fleurir un peu partout, le polonais hier, le yougoslave demain : vitrines séduisantes des nations, lieux de cocktails, de rencontres, d'expositions ; à Paris, carrefour des cultures.

Ici pourtant, il s'agit d'évidence de tout autre chose et l'exotisme est exclu. Les Wallons ont mis du cœur, comme l'a déclaré M. Haenens, ministre de la communauté française de « lutter contre les équivoques et les ambiguïtés d'une image transmise par les médias ». (Amsterdam) : comme ceux du Québec, de Suisse et de toute la francophonie, ils permettront de comprendre sur des faits et des valeurs que la culture française, réalités plurielles, échappe heureusement à des normes et renvoie à des sociétés déterminées. Nul doute que le pays de Brel et de Magritte n'ait beaucoup à nous apprendre.

La maison est belle, non pas espace, mais collection d'espaces, librement agencés autour d'une cour sinuante où chante une fontaine métallique et animée de Paul Bury, les salles d'exposition sont éclairées de belles verrières ; le long d'un mur, pierre blanche soulignée par la vitalité de corps de bronze, court un bas-relief de Félix Moulin, presque en face d'une fresque de Jean Béraud, il y a une vraie salle de cinéma, et, plus haut, après un foyer où les glaces de la tradition et les tubulaires jaunes exaltent deux panneaux

d'Alechinaky, le théâtre, un théâtre de deux cents places, où se succéderont pour l'inauguration le chanteur Jean-Luc Debattiste, les danseurs de Mudra et l'ensemble de musique ancienne Faux Bourdon. Une pièce de Patrick Roegiers sera créée ici le 5 octobre. On ne fera pas que passer, ici, par amitié, on viendra souvent, par besoin.

BERNARD RAFFALLI.

* 7, rue de Venise (entrée : 132, rue Saint-Martin), 75004 Paris, téléph. : 271-25-15.

LE FESTIVAL DE SAINT-CLOUD

Le Festival d'automne de Saint-Cloud, qui a lieu du 28 septembre au 7 octobre sous le chapiteau des Tréteaux de France dans le parc de Saint-Cloud, propose trois représentations de Cyrano de Bergerac, mise en scène par Jean Danet et Raoul Billerey, avec Jean-Claude Drouot, Virginie Billeloux et Michel Robbe (les 28 septembre et 6 octobre) ; 20 h 45, le 3 octobre — séance offerte aux personnes du troisième âge de Saint-Cloud et des communes environnantes — à 14 h 30, des récitals de Maxime Le Forestier (gala au profit de l'enfance inadaptée le 29 septembre) et Claude Nougaro (le 4 octobre), une conférence d'Alain Decaux sur le marquis de La Fayette (le 3 octobre), six « pas de deux » par des danseurs étoiles de l'Opéra (le 5 octobre), un concert de l'ensemble instrumental et la chorale de Saint-Cloud (le 7 octobre).

* Location à la mairie (062-70-40), à la bibliothèque (062-50-08) ou, après 20 heures, au chapiteau (062-31-30).

■ « Saint mardi », le premier numéro de l'hebdomadaire du Centre d'Action Culturelle, destiné à recenser ses activités, vient de paraître. Il sera vendu au prix de 1 franc dans les environs du Centre et dans quelques kiosques parisiens.

UNE SEMAINE D'ACTION

La Fédération nationale des centres culturels communaux organise une semaine d'action dans toutes les communes de France, du 1^{er} au 7 octobre, afin de protester contre « l'aggravation des transferts de charges financières de la part de l'Etat au détriment des collectivités locales dans le domaine culturel ». Elle indique dans un manifeste que « les municipalités, décidées à assumer leurs responsabilités dans le domaine culturel, n'ont plus les moyens de faire face aux obligations auxquelles elles se sont engagées, sans bien des cas sur lesquelles l'Etat » et que « des milliards ont été ainsi dépensés pour les équipements, qui sont maintenant menacés dans leur fonctionnement, faute de crédits suffisants ». Un « cahier de doléances » sera présenté, avant le débat budgétaire, au gouvernement et aux parlementaires.

La F.N.C.C.C. qui regroupe quelque cinq cents villes, est actuellement présidée par M. Jean-Faust Fuchs, député U.D.P. du Haut-Rhin, adjoint au maire de Colmar.

L'Union des associations des maisons de la culture, qui préside M. Jean-Pierre B.A.T.T.S., appelle chacune des maisons de la culture à constituer des délégations qui se rendront, lundi 23 octobre, auprès du ministre de la culture et de la communication afin de « présenter une nouvelle fois les conditions de leur fonctionnement et de leur croisement. Elle rappelle à M. Jean-Philippe Leca d'être « resté sourd aux appels multiformes des élus, des artistes, des professionnels et du public » et de « démanteler le démantèlement des maisons de la culture ».

L'Institut national d'éducation populaire organise trois journées d'études, les 11, 12 et 13 octobre, sur le thème « Action socio-culturelle - Action culturelle », avec des interventions de G. Poujol, M. Simonot, G. Kolpak et C. Bagot. P. Gaudier, G. Bourdet. Rens. : 930-49-98.

* INEP, 11, rue Willy-Blumenthal, 75150 Marly-la-Ville.

VARIÉTÉS

Vivian Reed à l'Espace Cardin

Chaque « générale » de l'Espace Cardin est le lieu de rendez-vous de l'excentricité apparemment, vestimentaire, qui supplée au manque d'originalité réelle, profonde des gens, au défaut de vraie folie et d'originalité. Chaque spectacle marque le rassemblement des mines de l'ère et de l'ère moderne, les bouillottes des bouillottes de show-business et des fesses glorieuses portant lumineuses dans une ultime tentative de se distinguer. Dans un climat aussi roc, il est difficile de recevoir pleinement un tel acte. C'est pourquoi le petit miracle qui s'est passé mercredi soir avec la chanteuse noire Vivian Reed.

Vivian Reed n'est pas ce que l'on appelle une « star ». Chanteuse, danseuse et comédienne, elle est une certaine réputation en jouant une comédie musicale à Broadway, en reprenant ensuite une autre comédie musicale, Babbling Broom Sugar, qui fut à l'affiche du Théâtre de Paris la saison passée sous le nom d'Harlem années trente. Vivian Reed n'a pas non plus, à vrai dire, un répertoire personnel, et les deux albums qu'elle

a publiés jusqu'ici ont été réalisés avec des titres standards. Enfin, la manière de se présenter sur scène, d'organiser son « tour » avec les éléments de sophistication et de danse et de se promener parmi le public viennent tout droit des spectacles de culture de New York et des grandes villes américaines.

Mais Vivian Reed est une nature exceptionnelle, dans la lignée des grandes chanteuses noires qui, comme Ethel Waters ou Lena Horne, ont illustré justement l'âge d'or de Harlem dans les années trente. Elle a une voix très tendue et parfaitement à l'aise dans des registres différents — soul, ballades, airs de comédie musicale. Elle sait aussi beaucoup de mordant et de swing, de ballades et de sensibilité, et elle a une bête de scène. Et sa vitalité permet à chaque fois le moment le plus qu'elle se cherche un style, qu'elle se peut persévérer longtemps dans un « tour » qui est tout de même un peu trop hors du temps.

CLAUDE FLEUTER.

* Espace Cardin, 21 heures. Jusqu'au 6 octobre.

MUSIQUE

« Faust » avec José Van Dam et Valérie Masterson

Quatre ans après, le charme de cette représentation de Faust mise en scène par Lucille reste intact et semble avoir conquis le public où l'on n'a décelé aucun remous pour cette soirée de réouverture de l'Opéra. C'est qu'elle s'accorde parfaitement avec la jeunesse, la naïveté, mais aussi le mouvement profond, de la musique de Gounod. Lucille ne joue pas contre elle ; il la dote au contraire, fait-elle avec humour, de tant d'images merveilleuses, qu'elle soulignent sa tendresse et sa beauté, excentricité ou atténuation les faiblesses ou le ôlignant, et donnent un relief nouveau à des épisodes dont la signification s'était évanouie.

Cet accord est rendu plus évident par la direction de Pierre Dervaux qui, sans rechercher un raffinement profane, particulièrement, exerce dans cette musique dont il retrouve la spontanéité étonnante, la grâce un peu facile, l'élégance qui ont fait de Faust le chef-d'œuvre favori du public. L'effet est merveilleux : 255^e représentation à l'Opéra !.

Pour cette reprise est dominée par Méphisto, José Van Dam, qui mène le jeu en grand acteur, sans jamais imposer une présence aussi élégante qu'inquiétante et fait passer en permanence sur le drame la menace d'une catastrophe finale ; il lui manque quelques notes dans la grave, sa voix est superbe, veloutée ou dure, acide ou tonante, parfaitement branchée sur la musique. Mais il échappe presque complètement à Faust, le ténor tzigane Kenneth Riegel, au jeu souvent emphatique ou étié et en mauvaise forme vocale, selon une annonce faite au début du spectacle.

Valérie Masterson, très différente de l'admirable Mirella Freni, est une Marguerite pitoyable et mystérieuse, enfermée dans sa solitude et ses rêves, une jeune fille, avec cette voix de cristal qui se charge de tant d'énergies scellées, et se dédouble jusqu'au dénuement dans l'extraordinaire scène finale où, enterrée jusqu'à mi-corps, elle voit le passé sans reconnaître Faust ; les bras pendants en croix dans les manches trop longues de sa robe de prisonnière, tandis que tombe la neige et qu'apparaît la petite fille jouant à la marionnette, elle est elle-même, avec cette voix d'une indicible force, cet « ange

■ Michel Benet, vingt-deux ans, vient d'être recruté, après concours, comme harpiste solo de l'Orchestre de Paris. Il avait remporté en 1978 un deuxième prix au concours international de harpe de la ville de Toulon et le premier prix du Conservatoire national supérieur de musique de Paris en 1979.

L'« IMPROMUZ » DE GHEDALIA TAZARTES

Autodidacte, Ghédalia Tazartes pratique ce qu'il appelle l'« Impromuz » : un univers musical polyphonique improvisé obtenu par une superposition de sons vocaux enregistrés sur bandes magnétiques mises en boucle.

De ce procédé électro-acoustique bien connu de surimpression d'éléments indéfiniment répétés, il tire un parti tout à fait original. Plus que d'une complexité de structures, c'est de rencontres inattendues entre des matériaux sonores simples, mais hautement expressifs, qui naît la charme d'une musique de fantasmagorie et de délire étrange.

Qu'il évoque à sa façon un musée ou un monde rêvé, qu'il submerge un auditeur d'images hantées par une prolifération de répétitions onomatopéiques sur le leitmotiv « Ah ! vous voulez ma peau, c'est ma peau que vous voulez », chanté à la façon des pirates africains, ou qu'il entre-mêle des babillonnements d'enfant apeuré, Ghédalia Tazartes fait mouche à tout coup.

On ne saurait parler ici de musique « répétitive » ou « minimale » au sens où l'on emploie ces termes à propos de certaines productions américaines. S'il fallait à tout prix chercher une comparaison, on songerait plutôt aux formes particulières d'expression, de spontanéité, de fraîcheur et d'enthousiasme dans la découverte dont témoignaient les toutes premières œuvres de musique concrète, dans les années 50.

Le premier disque de Ghédalia Tazartes vient d'être édité par Cobeat, une nouvelle compagnie française qui se consacre à la promotion de jeunes musiciens encore peu connus. Parleront et interpréteront, appropriés à son objet, un bon texte d'André Chénier, l'accompagnement.

DANIEL CAUX. * Ghédalia Tazartes, Disques, Cobeat CBL 002, distrib. Freebird.

Lever de rideau

La salle étincelait de paillettes, les torsos nus d'éphèbes grimes s'incrustaient dans le rouge flamboyant des fauteuils neufs, et confortables (à noter, car cela se passait à l'Espace Cardin depuis le début de la saison, les fauteuils qui obligeaient le dos à une courbe acrobatique). On attendait que le rideau se lève sur Vivian Reed, la sirène noire de Harlem années 30.

Soirée de première, et les invitations suggéraient des audaces vestimentaires. Les audaceux formaient une minorité voyante, la majorité s'en était tenue au bon chic-bon genre, quelques contestataires traînaient des valeurs fatiguées comme s'ils arrivaient directement de la chasse ou du camping. Les cartons n'étaient pas numérotés, l'élite est arrivée tôt pour choisir l'assistance de la pagaille. La salle était pleine, on a aperçu quelques chaises transparentes pour les intimes de la maison qui ont laissé leurs fauteuils aux invités — la classe.

Les paparazzi ont photographié Lisette Malidor, crâne rasé, veste blanche sur de la robe, ils s'ennuyaient un peu quand

on les a vus se jeter en mêlée de rugby vers un Cupidon en draps rouges révélant des collants sans paillettes, essorés : Amanda Lear, un simple ruban dans ses cheveux blonds, mais un ruban pailleté. Question : pourquoi les paparazzi jouent-ils sauvagement des coudes pour photographier quelqu'un qui ne demande que ça ? Le rideau s'est levé. Il y a eu l'orchestre de la sirène, ses deux danseurs (il y avait Vivian Reed, les objectifs se sont braqués sur sa peau d'or, sur ses jambes inimaginables. Elle a chanté, a dansé, le public ne se réchauffait pas. Ce n'était pas le genre à chaque dans ses doigts et à se lever pour danser disco. L'entrechose long et papotant, Vivian Reed est revenue, elle a dansé, chanté, elle a emporté le morceau, a pleuré, a dit que c'était merveilleux. Elle est descendue parmi les spectateurs, les mains se tendaient vers elle, si belle. Elle est allée jusqu'au fond de la salle, a embrassé Pierre Cardin, les paparazzi ont fixé pour toujours la tête de famille.

COLETTE GODARD.

Le Monde

équipement

URBANISME

Le gouvernement lance la réforme des communautés urbaines

M. Marc Becam, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a reçu le 26 septembre plusieurs présidents de communautés urbaines, auxquelles il a présenté les grandes lignes du projet de loi qu'il voudrait déposer au printemps prochain et à propos duquel il compte recueillir ultérieurement leur avis.

Il existe actuellement neuf communautés urbaines rassemblant au total quelque deux cent cinquante communes et plus de quatre millions d'habitants.

Quatre ont été créées d'automatique par la loi du 31 décembre 1956 : celles de Lille, de Bordeaux, de Strasbourg et de Lyon ; cinq sont constituées volontairement par la suite : celles de Dunkerque, de Creusot-Monceau-les-Mines, de Cherbourg, du Mans et de Brest. Etablissements publics spécialisés, gérés par un conseil composé de représentants des conseils municipaux, les communautés financées par un impôt spécial exercent de nombreuses compétences, notamment en matière d'urbanisme. Elles sont devenues des outils utiles pour la gestion des problèmes complexes qui se posent dans une agglomération. On leur a pourtant reproché d'être souvent devenues trop

lourdes, de créer « un échelon administratif supplémentaire », d'entraîner une « dilution des responsabilités », d'engager des investissements « excessifs ou prématurés ». C'est en particulier quelques-unes des critiques que relevait, en 1976, le rapport Guichard sur le développement des responsabilités locales.

Le projet de loi proposé par M. Becam comporterait trois vo-

1) Il prévoirait d'abord un nouveau partage des compétences entre les communes et la communauté de façon à « alléger les responsabilités » de celles-ci en continuant à les charger, par exemple, de l'élaboration des plans de circulation, mais en les soulageant des dossiers voirie ou logement.

2) L'objectif du secrétaire d'Etat serait ensuite, pour éviter les frictions qui se sont produites à plusieurs reprises en particulier au lendemain des élections municipales, d'obtenir que toutes les communes soient obligatoirement représentées dans la communauté chargée de gérer la communauté ; 3) Dans le domaine financier la loi prévoirait la possibilité pour l'Etat d'attribuer directement des subventions aux communautés sans passer obligatoirement, comme c'est le cas actuellement, par les communes qui les composent.

PÊCHE

La commission de la C.E.E. poursuit les Britanniques devant la Cour de Luxembourg

L'agitation continue et se durcit en Bretagne parmi les pêcheurs. Le conseil régional de Bretagne a adopté une motion de soutien aux pêcheurs languoustiniers, qui demandent notamment - aux pouvoirs publics de donner l'assurance que les équipages victimes de voies de fait britanniques seront totalement indemnisés de leurs dommages et, en particulier, du manque à gagner.

Dans les ports bigoudens, les pêcheurs en grève empêchent tout arrimage et tout débarquement de poissons.

On apprend, d'autre part, que la Commission de Bruxelles a décidé, le 26 septembre, d'attaquer devant la Cour de justice de Luxembourg l'« ordre » britannique pris en juillet dernier et fixant unilatéralement à 70 millimètres le maillage des chaluts.

De notre correspondant

Quimper. — Constatant que les pouvoirs publics faisaient la sourde oreille à leurs principales revendications (l'engagement officiel de se battre pour le maintien du filet à maille de 55 à 60 millimètres, et la promesse de dédommager totalement, manque à gagner compris, les languoustiniers arraisonnés), les marins bigoudens ont décidé, le 26 septembre, au cours d'une assemblée générale, « de durcir le mouvement et de l'amplifier ».

Après quoi ils ont fait confiance à un groupe réduit de responsables pour envisager des actions soudaines, spectaculaires, exigeant une grande discrétion. Au début de l'après-midi, par petits groupes et en voitures particulières, deux cents pêcheurs quittaient Le Guilvinec pour une destination inconnue. Dans la poche de chaque responsable une enveloppe cachetée, à l'ouverture, au bout de plusieurs dizaines de kilomètres, précisait les objectifs. Et c'est ainsi que vers 17 heures les pêcheurs ayant parcouru plus de 110 kilomètres parvenaient à Roscoff par des chemins différents.

Ils montaient aussitôt à bord du car-ferry Cornouailles de la compagnie bretonne Bretagne-Angletier-Drande (BAT), qui, une heure avant, était arrivé d'Angleterre. Ils inspectaient scrupuleusement les véhicules en provenance d'Irlande-Manche et, finalement, trouvaient ce qu'ils cherchaient, à savoir des camions transportant du maquereau, des langoustines, des homards et d'autres crustacés. Sur-le-champ, ils arraisonnaient les fruits de mer de gas-oil et se prononçaient pour l'occupation du navire (qui durait toujours le 27 septembre dans la matinée).

Autre événement qui atteste de l'extension du conflit, le personnel de la conserverie Pêcheurs de France, de Saint-Guénolé-Penmarc'h, a annoncé qu'il se mettait en grève à partir de jeudi 27 septembre. Enfin, les locaux des affaires maritimes de Lorient ont été investis et les pêcheurs côtiers de Concarneau ont déposé leurs rôles.

JEAN LE NAOUR.

UN CONFLIT POLITIQUE GREFFÉ SUR UN CONFLIT SOCIAL

Angers est privé de bus depuis deux semaines

De notre correspondant

Angers. — Depuis le 12 septembre, une grève totale des trois cent trente salariés de la société locale de transports urbains contraindrait les quelque deux cent mille habitants de l'agglomération d'Angers, dans le Maine-et-Loire, à vivre sans autobus. Et depuis la même date se développe au sein de la municipalité angevine, élue en 1977 sous le signe de l'union de la gauche entre le P.C. et le P.S., une querelle ouverte qui semble bien avoir désormais atteint son point de non retour.

Conflit social et brouille politique ont ainsi servi de prétexte à une « bataille de pouvoir » pour le contrôle de la ville. Le P.C. a en effet lancé un « plan de sauvegarde » draconien des transports urbains de l'agglomération, qui quarante-cinq licenciements, dont les organisations syndicales (C.G.T. et C.F.D.T.) ne veulent pas entendre parler, et dont les élus communistes d'Angers contestent à la fois la nécessité et la manière dont ils furent décidés.

L'« affaire » des transports urbains, puisque affaire il y a, est complexe et met en scène plusieurs acteurs principaux. D'une part, la STUDA, société anonyme créée en 1970, chargée de la gestion et de l'exploitation du réseau de transports urbains d'Angers et liée à la ville par une convention d'affermage signée par le maire de l'époque, M. Jean Turc (C.N.L.), et, d'autre part, le Syndicat mixte pour les transports urbains de l'agglomération d'Angers, groupant aujourd'hui quinze communes et qui s'est substitué en 1976 à la ville d'Angers en qualité de bailleur de transports urbains et de gestionnaire de la politique de transports urbains de l'agglomération.

Sous la présidence de M. Jean Turc, le Syndicat mixte avait engagé une politique de transports urbains hardie et inévitablement déjà coûteuse, politique dont le caractère ambitieux fut tout naturellement repris et même accentué par M. Jean Monnier (P.S.), élu à la présidence du syndicat après avoir été porté à la mairie d'Angers à la tête d'une liste d'union de la gauche (23 socialistes, 12 communistes, et 5 M.R.G.) par le « vague » de mars 1977 qui donna aussi à la gauche les maires de trois autres communes de l'agglomération.

En février 1979, c'est le choc : d'après le budget prévisionnel présenté par la STUDA, le déficit d'exploitation de l'ordre de 10 millions de francs en 1978, passerait en 1979 à « au moins » 23 millions. La tutelle préfectorale s'émue : le fonds de développement économique et social annule un prêt de 6 millions consenti en 1978, et le ministère des transports gèle une subvention de 3 millions et demi.

Fermement soutenu par trois de ses quarante collègues maires des communes du syndicat mixte,

dont onze sont proches de la majorité gouvernementale, le président du syndicat mixte accuse aujourd'hui le P.-D.G. de la STUDA, M. Ruché qui « sachant ses méthodes de gestion contestées, et n'ayant pas espoir de voir renouvelé son contrat expirant en 1980, a passé en juin 1978 un accord d'entreprise « suicidaire » antérieur au mois de mars », un accord considéré comme responsable de l'accroissement excessif des effectifs (trois cent trente et un salariés au lieu de deux cent vingt-deux en 1977) et de leur coût (en moyenne 85 000 F par an pour un salarié des transports urbains, au lieu de 60 000 F pour un employé communal).

Le 10 juillet, le syndicat mixte résilie donc le contrat d'affermage de la STUDA avec effet au 31 août. L'exploitation du réseau sera confiée en « régie intéressée » à la COTRA (Compagnie des transports de la région angevine) filiale du groupe Transaxel qui a déjà en charge les réseaux de nombreuses grandes villes de France. Le 11 septembre, le syndicat mixte vote un plan de redressement drastique élaboré par les techniciens de la COTRA pour réduire annuellement le déficit de 5 millions de francs (valeur 1979) : restructuration et allègement du réseau, révision de plusieurs contrats de fournisseurs, remise en cause du protocole signé par M. Ruché et suppression de quarante-sept postes sur les cent neuf créés par la STUDA entre janvier 1978 et février 1979.

Le personnel des transports entendait sa grève le lendemain. Et le soir même éclata la querelle entre M. Jean Monnier et M. Michel Bouet, son adjoint communiste à la mairie d'Angers, et Jean Bertholet, maire communiste de Trézézac, qui reprochent au président du Syndicat de les mettre devant le fait accompli et refusent de voter les licences.

Le lendemain, M. Monnier annonce le retrait de la délégation du maire accordée à M. Bouet, à qui il reproche « des manœuvres répétées à la solidarité de gestion et la pratique d'un « double langage ».

Depuis lors, la querelle va s'envenimant entre la minorité communiste du conseil et la majorité socialiste-M.R.G. soudeuse autour du maire. Les communistes se disent « disposés à respecter le contrat passé en mars 1977 », ont dénoncé l'« autoritarisme » de M. Monnier et exposent opiniâtement leurs solutions au problème des transports : faire payer l'Etat et les entreprises en portant la taxe des transports acquittée par celles-ci à 1,5 % de la masse salariale. Certains les accusent de faire délibérément durer la crise.

La section d'Angers a donné 59 % de ses voix à la motion Rocard lors du dernier congrès du P.S. Elle stigmatise l'« erreur démocratique » des communistes. On dit parfois qu'il n'est peut-être pas facile de rompre avec des alliés encombrants. Le P.C. se pose en seul véritable défenseur des travailleurs. Le P.S. se veut « responsable devant tous les Angevins », s'estime assez fort pour maîtriser ses réactions internes (le « courant » E » et le C.E.R.E.S. ont publiquement désapprouvé M. Monnier) et estime pouvoir jouer même sans les communistes, une carte de gestionnaire réaliste et crédible malgré le procès en défaut de vigilance que ses adversaires ne manqueraient pas de faire à ses représentants à propos de l'« affaire ».

Voilà les éléments et les arrière-plans de cette affaire assez significative. La solution du conflit social en cours interviendra sans doute avant le mois d'octobre, mais il semble bien peu probable que le conseil municipal d'Angers puisse avant longtemps désigner un terrain d'action commune pour le P.C. et le P.S.

CLAUDE-HENRI GAY.

ENVIRONNEMENT

Un projet du CERN LES ÉCOLOGISTES SUISSES DÉNONCENT L'ESCALADE DANS LA MÉGATECHNOLOGIE

Berne. — Le projet du Centre européen de recherche nucléaire (CERN) de construire à la frontière franco-suisse, près de Genève, un nouvel accélérateur géant de particules, commence à rencontrer une certaine opposition en Suisse. La Fondation suisse pour l'énergie, proche des milieux écologistes, a protesté, le jeudi 20 septembre, à Berne, contre « cette escalade dans la mégatechnologie ».

D'un diamètre de 10 à 12 kilomètres, cette usine, dénommée LEP, exigerait des investissements de plus de 1 milliard de francs suisses et sa mise en service est prévue pour 1988. Les adversaires du projet estiment que, « par son gigantisme, sa puissance et son prix, le LEP serait difficilement compatible avec la nécessaire reconversion de l'énergie nucléaire dans les technologies douces et les énergies renouvelables ». Mais le principal grief adressé

à l'accélérateur géant est sa voracité en énergie. Selon les écologistes, la réalisation du LEP ferait du CERN un consommateur d'électricité plus important que ne l'est actuellement toute la ville de Genève. Ils craignent aussi que cette course aux énergies n'accroisse le développement de l'électronucléaire, en particulier de la centrale française de Bugey, du projet de surgénérateur au plutonium de Creys-Malville et du projet suisse de Verbois.

Au CERN, on indique qu'au mois de juin dernier la consommation d'électricité a représenté 19 % de celle de la ville de Genève. Avec la construction du LEP, ajoute-t-on, « dans les conditions les plus défavorables, l'augmentation de la consommation d'énergie ne devrait pas dépasser 30 % ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

TOURISME

LE SHERATON-MONTPARNASSE SERAIT VENDU À DES CORÉENS

Le ministère du commerce britannique a donné son accord pour la prise de contrôle par la société londonienne Grand Metropolitan Hotel de la Société nouvelle du grand hôtel (S.N.G.H.), qui possède à Paris le Grand Hôtel, l'hôtel Meurice, le Prince de Galles et le Café de la paix (le Monde du 24 août).

L'accord entre le groupe britannique et l'actionnaire majoritaire de la S.N.G.H., la société suisse Limmico S.A. (elle-même contrôlée par le groupe First Arabian Corp., dirigée par M. Roger Tamraz, un homme d'affaires libanais) avait été annoncé il y a un mois environ, mais restait soumis à l'approbation des autorités françaises et britanniques. Aux termes de cet accord, M. Tamraz doit revendre à Grand Metropolitan Hotel les 91 % des actions de la S.N.G.H. qu'il avait achetées en 1978 à la société italienne Compagnia Italiana Dal Grand Albergo pour un montant de l'ordre de 25 millions de dollars.

La chaîne Grand Metropolitan, qui avec plus de cent hôtels dans le monde et un effectif de plus de cent mille personnes, se place au vingt-sixième rang mondial, gère déjà en France l'hôtel Loti à Paris, le Penta à Courbevoie, le Carlton à Cannes et le Métropole à Monte-Carlo.

D'autre part des négociations sont en cours entre la chaîne hôtelière Sheraton et un groupe financier sud-coréen dont l'identité n'a pas été précisée, aux termes desquelles ce groupe deviendrait propriétaire de l'immeuble abritant, rue du Commandant - Mouchotte, dans le 14^e arrondissement, à Paris, le Sheraton Montparnasse qui compte 982 chambres classées en catégorie « 4 étoiles luxe ».

La direction du Sheraton a indiqué que la chaîne continuerait toutefois d'assurer l'exploitation de l'hôtel qui ne devrait pas changer de raison sociale.

P.T.T.

Hausse prochaine du prix du timbre

DE 1,20 F À 1,30 F EN PREMIÈRE CATÉGORIE

Bien que l'information ne soit pas officiellement confirmée, on attend pour le début du mois prochain une augmentation du prix du timbre : première catégorie (rouge) de 1,20 F à 1,30 F (+ 8,33 %), deuxième catégorie (vert) de 1 F à 1,10 F (+ 10 %).

La dernière hausse date du 15 mai 1978. Les prix étaient passés respectivement de 80 centimes à 1 F et de 1 F à 1,20 F. Du point de vue des responsables de la poste, l'écart entre le prix des timbres de première catégorie et ceux de deuxième n'est pas assez important, et ne correspond pas à la différence de qualité des services rendus. Mais, comme on le sait, le timbre de première catégorie figure dans la liste des produits pris en compte pour calculer l'indice des prix de l'INSEE.

Jusqu'au 31 octobre 1979

Partez sans payer

Offre valable sur toute la gamme Citroën 1980.



LNA : pas de dépôt de garantie. 1^{er} loyer 671 F un mois après.

Chez Citroën, jusqu'au 31 octobre 1979, vous choisissez la Citroën qui vous plaît et vous partez avec elle sans payer un centime... Jusqu'au 31 octobre avec EcoPLAN Location longue durée, sous réserve d'acceptation du dossier, il n'y a pas de dépôt de garantie, et la première des 47 mensualités n'intervient qu'au bout d'un mois... Alors ne remettez pas à demain ce que vous pouvez faire aujourd'hui-même. Si vous voulez changer de voiture, allez chez Citroën et demandez un essai, vous avez tout à gagner.

Année modèle 1980	Prix clés en main (TVA 10% incluse)	Loyer à la livraison	Loyer constant (par mois)	Valeur de rachat en fin de contrat
LNA	23.950 F	NUL	671 F	4.792 F
Citroën 2000	32.328 F	NUL	838 F	5.890 F

Coût total option d'achat comprise au bout de 4 ans : 32.328 F

Location avec promesse de vente sous réserve d'acceptation du dossier + carte grise.

Conditions offertes notamment par CLV-SOVAR.

EcoPLAN

LOCATION LONGUE DURÉE

CITROËN TOTAL

Jusqu'au 31 octobre 1979

Partez sans payer

Offre valable sur toute la gamme Citroën 1980.



GS Spécial : pas de dépôt de garantie. 1^{er} loyer 838 F un mois après.

Chez Citroën, jusqu'au 31 octobre 1979, vous choisissez la Citroën qui vous plaît et vous partez avec elle sans payer un centime... Jusqu'au 31 octobre avec EcoPLAN Location longue durée, sous réserve d'acceptation du dossier, il n'y a pas de dépôt de garantie, et la première des 47 mensualités n'intervient qu'au bout d'un mois... Alors ne remettez pas à demain ce que vous pouvez faire aujourd'hui-même. Si vous voulez changer de voiture, allez chez Citroën et demandez un essai, vous avez tout à gagner.

Année modèle 1980	Prix clés en main (TVA 10% incluse)	Loyer à la livraison	Loyer constant (par mois)	Valeur de rachat en fin de contrat
GS Spécial	29.900 F	NUL	838 F	5.890 F
Citroën 2000	32.328 F	NUL	838 F	5.890 F

Coût total option d'achat comprise au bout de 4 ans : 45.328 F

Location avec promesse de vente sous réserve d'acceptation du dossier + carte grise.

Conditions offertes notamment par CLV-SOVAR.

EcoPLAN

LOCATION LONGUE DURÉE

CITROËN TOTAL

Le Monde

ÉTRANGER

EN ALGÉRIE

Une grève des marchands de légumes affecte le ravitaillement de la capitale

De notre correspondant

Alger. — Un an après la « guerre de la baguette » qui avait opposé à la fin d'août 1978 les autorités aux boulangers-pâtisseries, les marchands de légumes ont décidé de boycotter la capitale. Ils ont refusé de livrer les légumes et fruits, particulièrement rares et chers en cet automne pluvieux. Une photo et un article d'El Moudjahid ont semé le trouble et mis le feu aux poudres.

Le quotidien avait protesté contre une pratique consistant à vendre 3 dinars (1 DA = 1,30 F) une minuscule botte de légumes d'environ 200 grammes comprenant deux carottes, deux ou trois navets, un poireau, un chou, un brin de céleri. Le kilo de chacun des composants revenait à 15 dinars en moyenne, alors que les carottes, par exemple, sont taxées à 2,40 dinars le kilo. Quelques jours plus tard les services de sécurité procédaient dans un marché du centre de la ville à une opération de contrôle et arrêtaient vingt-deux coupables.

Depuis, de très nombreux étals sont désertés par leurs propriétaires dans la plupart des marchés de la ville. Seuls sont disponibles en abondance : poivrons, piments et melons jaunes. Pour varier cet ordinaire, il faut se rendre dans les « souk el fellah » (marchés des paysans) situés à la périphérie de la capitale ou dans les villages avoisinants où les prix ne sont pas moins élevés.

Les autorités, elles, n'entendent pas limiter l'opération d'assainissement, lancée au début du mois, aux seuls problèmes d'hygiène, de transport et de sécurité : elles veulent aussi lutter contre une inflation qui a atteint

18 % en 1978 et risque fort de se maintenir à un niveau comparable en 1979. Production insuffisante (1) et augmentation de la demande expliquent cet envol des prix particulièrement ressenti par les couches populaires.

« Le déficit des spéculateurs sera-t-il sanctionné ? » interroge El Moudjahid qui réclame des sanctions à l'égard des marchands « prédateurs ». « Nous savons », dit le journal, que ces commerçants peuvent se permettre de faire la grève quelques semaines étant donné les profits considérables qu'ils ont tirés de leur activité durant le mois de ramadan. Leur calcul est évident : fermer boutique en attendant que l'opération d'assainissement prenne fin pour qu'ils puissent reprendre leurs activités favorites. C'est-à-dire contourner la loi et spéculer sur les dos des consommateurs. »

D. J.

(1) L'insuffisance de la production est due pour une large part aux négligences particulièrement nombreuses dans les domaines autogérés. Trois mille quintaux de poires ont été ainsi récemment perdus près de Blida. Elles ont pourri avant d'arriver à maturité, faute d'avoir été correctement traitées contre les parasites. Le responsable du domaine a été emprisonné.

● La balance commerciale algérienne a enregistré en juillet un déficit de 388 milliards de francs (environ 1,9 milliard de francs). Pour les sept premiers mois de 1979, le déficit s'élève à 1 733 milliards de francs (environ 8,5 milliards de francs), ce qui résulte en grande partie des importations de pétrole, chiffrées à 4 400 milliards de francs (environ 22 milliards de francs). — (A.F.P.)

En Grande-Bretagne

DIMINUTION DU CHOMAGE EN AOÛT

Londres (A.F.P.). — Contrairement aux prévisions, le chômage britannique a diminué de 50 972 personnes de la mi-août à la mi-septembre. Il s'agit, à une exception près, de la plus forte baisse enregistrée, à cette époque de l'année, depuis la deuxième guerre mondiale, souligne le ministère de l'emploi.

Le nombre des sans-emploi a été réduit à 1 394 526, soit 5,8 % de la population active, le plus faible total relevé en septembre depuis quatre ans. Les bénéficiaires de cette diminution ont été presque entièrement les jeunes à la recherche de leur première place.

Après correction des variations saisonnières, la Grande-Bretagne comptait 1,26 million de chômeurs à la mi-septembre, soit 700 de moins qu'un mois auparavant, et 5,2 % de la population active. Les offres d'emploi non satisfaites ont de leur côté diminué de 2 300 pour se situer à 241 900.

Aux Etats-Unis

LA HAUSSE DES PRIX A ÉTÉ DE 1,1 % EN AOÛT

Washington (A.F.P.). — L'indice officiel du coût de la vie a augmenté de 1,1 % en août, a annoncé le Département du travail. Cet indice s'était accru de 1 % en juin et juillet. L'augmentation des prix du pétrole et de ses dérivés (essence, gaz) a été la principale raison de la hausse d'août.

Il s'agit du huitième mois consécutif qui enregistre une hausse des prix à la consommation égale ou supérieure à 1 %. Pour l'ensemble des huit premiers mois de 1979, le taux annuel d'augmentation s'établit à 1,1 % (contre 0,1 % pendant la même période en 1978).

Selon un rapport d'experts

LA COMMISSION EUROPÉENNE NE DEVRAIT COMPTER QU'UN REPRÉSENTANT PAR PAYS

Bruxelles (A.F.P.). — Cinq personnalités européennes se prononcent en faveur d'une refonte de la Commission des Communautés qui devrait être, à leur avis, plus restreinte et plus efficace. Le groupe, qui comprend l'ancien président d'Electricité de France, M. Paul Delouvrier ; l'ancien dirigeant syndical ouest-allemand, M. Karl Buschmann ; le président du Mouvement européen italien, M. Giuseppe Petrucci, et l'ancien ministre britannique et conseiller de la reine, M. Dick Spierenburg, ancien vice-président néerlandais de la Haute Autorité du pool charbon-acier.

Selon leur rapport présenté à la presse le 24 septembre, le nombre des fonctionnaires de la commission (huit mille trois cents) n'est pas excessif étant donné que six langues différentes sont utilisées et que le personnel est constitué à 40 % de traducteurs. En revanche, les commissaires européens, qui sont actuellement treize, sont trop nombreux, et un seul représentant par pays suffirait, alors que les « quatre grands » (Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, France, Italie) en comptent deux. Une telle formule permettrait de limiter à douze les membres de la commission lorsque la Grèce, le Portugal et l'Espagne seront admis au sein de la Communauté.

● Le taux d'escompte en Suède a été relevé d'un point pour atteindre 8 %. Cette mesure entre en vigueur le 27 septembre. Le dernier relèvement avait été effectué le 5 juillet lorsque le taux avait été augmenté d'un demi-point.

SOCIAL

Après le licenciement d'un militant libertaire

Peugeot fait état de menaces de mort contre un chef de personnel

De notre correspondant

Besançon. — Le 13 juillet dernier, une altercation survenait dans un atelier des usines Peugeot, à Sochaux, entre un ouvrier, M. James Schenkel, et un chef d'équipe, à propos de tractes anonymes qui avaient été déposés sur les établis. M. Schenkel, qui, au demeurant, affirme n'être pour rien dans la rédaction et la diffusion de ces tractes, reprocha au chef d'équipe d'entreprendre ses fonctions en ramassant ces papiers avant que les ouvriers aient pu les lire. A-t-il seulement demandé à l'agent de maîtrise s'il était « flic » ou l'a-t-il menacé de mort comme l'assura la direction du département de mécanique ? Toujours est-il que M. Schenkel, qui, dans les jours suivants, malgré une mesure de mise à pied, s'était rendu à l'usine avec ses enfants et s'était symboliquement enchaîné à son poste de travail, est licencié pour cet ensemble de motifs.

Agé de quarante et un ans et ouvrier chez Peugeot depuis vingt-quatre ans, président d'une association de consommateurs dans le Territoire de Belfort, et militant libertaire, M. Schenkel a décidé de riposter à ce qu'il appelle « un licenciement pour délit d'opinion ».

Le comité de soutien qui s'est

créé en sa faveur aurait déjà recueilli des témoignages selon lesquels il n'aurait pas proféré les menaces dont l'accuse la direction. Selon ce comité, le chef d'équipe lui-même aurait à ce sujet adopté une attitude plutôt réservée. Mais si M. Schenkel entend exiger sa réintégration dans l'usine, il semble surtout décidé à faire devant l'opinion publique le procès de Peugeot et des méthodes qu'utiliserait la hiérarchie pour réduire au silence ceux qui, comme lui, ne paraissent pas se rendre dans le moule. Selon l'ouvrier licencié, le dossier qu'il prépare contre Peugeot est déjà lourd de témoignages concernant l'action de la C.F.T. les dispositifs d'équipe qui auraient été installés dans des locaux syndicaux, etc. A l'audience de conciliation des prud'hommes de Montbéliard, où M. Schenkel s'est présenté le 21 septembre, la direction n'a plus fait état de menaces de mort contre un chef d'équipe, mais a invoqué de telles menaces, adressées par écrit, contre un chef de personnel. Cette audience n'a pas été l'occasion d'un débat général ou d'une manifestation. En dépit de plusieurs prises de position de principe, les partis de gauche et les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. paraissent encore, pour l'instant, hésiter sur la conduite à tenir. — C.F.

TERRAIN A BATIR

GRANDE PARTIE EN DATION

RÉSIDENTIEL 300 m centre ville - 1 h. de PARIS - 10.000 hab. Autoroute, Gare, Ecoles, CEG, CES, Supermarchés, Forêt 3 km. Rectangle 50 x 80 m. COS 1 - A l'égout 10 m. 2 rues sur petits côtés. Possibilité conserver beaux arbres.

Tél. : 651-53-02

Studios-2 pièces de qualité

Construction
cica

VENTE PARIS 15^e

59-63, rue Cambronne : le Richmond
excellent placement pour investissement ou habitation
studio : 23 m²
2 pièces : 59 m² dont 12 m² de balcon
2 pièces : 57 m² dont 2 m² de balcon

78-80, rue d'Alleray : le Florian
studio de 20 à 22 m²
2 pièces de 48 m²

Bureau de vente : 59 rue Cambronne tous les jours de 13h à 19h - tél. 566 44 48 ou 22 70 43 0.

VENTE PARIS 4^e

11-13, rue Geoffroy-l'Angevin :
Les Arcades de l'Angevin
au cœur du Marais
2 pièces de 45 à 48 m²
sur place, tous les jours, de 14 à 18 h.
tél. 278 72 94 ou 22 70 43 0.

Je souhaite recevoir des informations complémentaires sans engagement de ma part :

Richmond ☐ Florian ☐
Arcades de l'Angevin ☐
studio ☐ 2 pièces ☐
acquisition ☐ investissement ☐

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Tél. _____

cica

CICA - 45, rue de Courcelles - 75008 PARIS

AVIS:

UNE VOITURE POUR LE WEEK-END KILOMETRAGE ILLIMITE POUR 295 F.

Avis annonce une très bonne nouvelle aux parisiens qui aiment partir en week-end : le forfait week-end Avis. Avis vous propose une voiture catégorie A (Renault 5 GTL Ford Fiesta...) du vendredi 17h au lundi 9h, pour 295 F T.T.C., kilométrage illimité. Ce forfait week-end est également valable à partir de : Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Strasbourg, Lille.

AVIS

Adresse de nos agences parisiennes : 5 rue Bixio (Invalides) - 75007 Paris, Tél. 550 32 31
Tour Gomme, 193 rue de Bercy 75012 Paris, Tél. 628 99 91 99 avenue du Général de Gaulle 92200 Neuilly, Tél. 747 10 70
78 avenue Pierre Grenier 92100 Boulogne, Tél. 609 04 30 150 rue de Naisy-le-Sac 93170 Bagneux, Tél. 658 72 60

RENCONTRE ENTRE M. BARRIÈRE ET M. SCHENKEL

Vers un consensus sur le relèvement des loyers

Après deux heures de négociations, M. Barrière et M. Schenkel ont pu trouver un terrain d'entente sur le relèvement des loyers. M. Barrière, président de la C.F.T., a accepté de ne pas demander la réintégration de M. Schenkel dans l'usine, mais a insisté sur la nécessité de faire devant l'opinion publique le procès de Peugeot et des méthodes qu'utiliserait la hiérarchie pour réduire au silence ceux qui, comme lui, ne paraissent pas se rendre dans le moule. Selon l'ouvrier licencié, le dossier qu'il prépare contre Peugeot est déjà lourd de témoignages concernant l'action de la C.F.T. les dispositifs d'équipe qui auraient été installés dans des locaux syndicaux, etc. A l'audience de conciliation des prud'hommes de Montbéliard, où M. Schenkel s'est présenté le 21 septembre, la direction n'a plus fait état de menaces de mort contre un chef d'équipe, mais a invoqué de telles menaces, adressées par écrit, contre un chef de personnel. Cette audience n'a pas été l'occasion d'un débat général ou d'une manifestation. En dépit de plusieurs prises de position de principe, les partis de gauche et les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. paraissent encore, pour l'instant, hésiter sur la conduite à tenir. — C.F.

LE MARCHE DES LOYERS

RASSEMBLEMENT LE 29 SEPTEMBRE A GARGES-LES-GONNESSE POUR LE RESPECT DES DROITS DES IMMIGRÉS

Construction
cica

VENTE PARIS 15^e

59-63, rue Cambronne : le Richmond
excellent placement pour investissement ou habitation
studio : 23 m²
2 pièces : 59 m² dont 12 m² de balcon
2 pièces : 57 m² dont 2 m² de balcon

78-80, rue d'Alleray : le Florian
studio de 20 à 22 m²
2 pièces de 48 m²

Bureau de vente : 59 rue Cambronne tous les jours de 13h à 19h - tél. 566 44 48 ou 22 70 43 0.

VENTE PARIS 4^e

11-13, rue Geoffroy-l'Angevin :
Les Arcades de l'Angevin
au cœur du Marais
2 pièces de 45 à 48 m²
sur place, tous les jours, de 14 à 18 h.
tél. 278 72 94 ou 22 70 43 0.

Je souhaite recevoir des informations complémentaires sans engagement de ma part :

Richmond ☐ Florian ☐
Arcades de l'Angevin ☐
studio ☐ 2 pièces ☐
acquisition ☐ investissement ☐

Nom _____
Prénoms _____
Adresse _____
Tél. _____

cica
CICA - 45, rue de Courcelles - 75008 PARIS

SOCIAL

LA RENCONTRE ENTRE M. BARRE ET LA C.F.D.T.

Vers un examen concerté sur le relèvement des bas salaires

« Nous aurons dans deux mois si la rencontre avec le premier ministre a été positive, c'est-à-dire si le gouvernement accepte le mécanisme que nous avons proposé pour revaloriser le SMIC et les bas salaires », a déclaré M. Edmond Maire, à l'issue d'un entretien de deux heures quarante-cinq minutes, qualifié de sérieux, avec le premier ministre, le 26 septembre.

« Alors qu'on disait toujours « non » à la négociation, nous avons obtenu un examen concerté dont le gouvernement tirera les conclusions avant la fin de l'année », a déclaré le secrétaire général de la C.F.D.T. à la presse, ajoutant : « Il faut développer la pression dans les entreprises, les branches professionnelles et les régions, et cet entretien confirme l'opportunité de notre accord avec la C.G.T. »

Sur les deux autres revendications prioritaires inscrites dans cet accord du 17 septembre — la réduction de la durée du travail et le droit d'expression des travailleurs dans l'entreprise — le premier ministre est resté silencieux. La délégation cédétiste n'a pas plus obtenu de satisfactions concrètes sur ses autres demandes.

Le résultat peut donc paraître mince. Mais si M. Edmond Maire peut affirmer : « Nous avons obligé le gouvernement à bouger », il aura nettement conforté le réajustement de la négociation décidé au lendemain des législatives.

En effet, chaque fois que la C.F.D.T. réclamait la revalorisation du SMIC et des bas salaires, le gouvernement lui opposait catégoriquement un refus en faisant état des répercussions inflationnistes sur la masse des salaires. Cette fois, la C.F.D.T. a montré qu'il était possible d'avoir une négociation tripartite sur le SMIC et de relever les rémunérations les plus basses sans mettre en péril l'économie. M. Barre a reporté sa réponse à plus tard : on déclare dans son entourage que l'examen des thèmes prioritaires a été « sérieux, approfondi et ouvert ». Le premier ministre, affirment les cédétistes, a dû admettre le bien-fondé de leurs propositions. Une heure quarante-cinq, disent-ils, a été consacrée à expliquer le mécanisme qu'ils avaient minutieusement préparé, à un interlocuteur beaucoup moins familiarisé avec la technique des salaires du secteur privé qu'avec celle du secteur public.

La C.F.D.T. réclame, on le

sait, la revalorisation progressive du SMIC à 2 700 F mensuels pour quarante heures hebdomadaires, valeur printemps 1979. M. Barre, lors de la dernière campagne électorale, promettait 2 500 F en juillet 1980, ce qui aurait donné une progression de pouvoir d'achat de 10 %, selon les prévisions d'ici lors sur le freinage de la hausse des prix.

M. Barre admet que le SMIC a pris un retard de 0,7 à 1,4 % selon les dates retenues. Il rappelle qu'en juin il avait annoncé qu'un « coup de pouce » serait donné au salaire-plancher (M. Maire commente : c'est le point le plus clair sur lequel le gouvernement n'a pas tenu ses engagements). La C.F.D.T. s'est efforcée de démontrer que l'augmentation des basses rémunérations était réalisable sur trois principes : programmation, avec un taux annuel, du relèvement du SMIC ; négociations par branches professionnelles des salaires minimaux avec révision des grilles hiérarchiques ; enfin, dans l'entreprise, négociation sur les salaires réels en maîtrisant la répercussion sur l'ensemble des salaires.

Le premier ministre a fait observer qu'il était probablement nécessaire de mieux connaître la composition des bas revenus, des prélèvements et des prestations qui s'y rattachaient. D'où la décision de procéder à un « examen concerté » entre les deux parties pour lever les obstacles techniques. Mais M. Maire ne s'inclina pas : ces entraves techniques, dit-il, « peuvent être beaucoup plus facilement débouclées en l'absence de la météorologie sociale ».

Quant à la façon de faciliter les négociations sur la durée du travail et l'expression des travailleurs dans l'entreprise, le premier ministre, selon M. Maire, s'est contenté d'exprimer des souhaits assez vagues. M. Barre n'a pas pris davantage d'engagements précis vis-à-vis des autres préoccupations importantes de la C.F.D.T. : emploi, cadres, fonction publique, retraite à soixante ans, etc.

JOANINE ROY.

Mais M. Maire ne s'inclina pas : ces entraves techniques, dit-il, « peuvent être beaucoup plus facilement débouclées en l'absence de la météorologie sociale ».

Quant à la façon de faciliter les négociations sur la durée du travail et l'expression des travailleurs dans l'entreprise, le premier ministre, selon M. Maire, s'est contenté d'exprimer des souhaits assez vagues. M. Barre n'a pas pris davantage d'engagements précis vis-à-vis des autres préoccupations importantes de la C.F.D.T. : emploi, cadres, fonction publique, retraite à soixante ans, etc.

Mais M. Maire ne s'inclina pas : ces entraves techniques, dit-il, « peuvent être beaucoup plus facilement débouclées en l'absence de la météorologie sociale ».

Quant à la façon de faciliter les négociations sur la durée du travail et l'expression des travailleurs dans l'entreprise, le premier ministre, selon M. Maire, s'est contenté d'exprimer des souhaits assez vagues. M. Barre n'a pas pris davantage d'engagements précis vis-à-vis des autres préoccupations importantes de la C.F.D.T. : emploi, cadres, fonction publique, retraite à soixante ans, etc.

ACCORD C.G.T. - C.F.D.T. POUR LANCER UNE QUINZAINE D'ACTION DÉBUT OCTOBRE DANS LA MÉTALLURGIE

Les deux fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie ont décidé de lancer en commun une « quinzaine d'action » du 1^{er} au 15 octobre, à l'issue de longues réunions mardi et mercredi.

Cette décision, prise dans le prolongement de l'accord d'unité d'action des deux confédérations, se déroulera en deux temps : la première semaine se traduira par des rassemblements, consultations et arrêts de travail dans les entreprises « pour favoriser les revendications autour de trois objectifs prioritaires : pouvoir d'achat, durée du travail, libertés syndicales » et mettre en œuvre les formes d'action ; la deuxième semaine, « les travailleurs de la métallurgie sont appelés à un arrêt de travail minimum de deux heures dans les entreprises : pour défendre leurs revendications et pour soutenir, en liaison avec leurs unions professionnelles régionales ou départementales, exiger, au niveau des chambres patronales territoriales, des discussions sur un revenu minimal garanti ».

Le 1^{er} octobre, date de la reprise des négociations au C.N.P.F. sur la réduction du temps de travail, dit, selon les deux syndicats, constituer « le temps fort » de cette quinzaine d'action.

Toujours en application de l'accord d'unité d'action C.G.T.-C.F.D.T., des semaines d'action ont également été décidées début octobre dans les banques, l'hébergement et les hôpitaux.

● S.N.C.F. : retour à la normale sur le trafic banlieue de Saint-Lazare jeudi 27 septembre.

— Les agents de conduite du départ Paris-Saint-Lazare ont suspendu leur mouvement de grève engagé depuis lundi 24 septembre par la C.F.D.T. Celle-ci justifie sa décision par son souci de maintenir l'unité d'action avec les autres syndicats (la C.G.T. ne s'est associée au mouvement que pendant la journée de mercredi), et de ne pas gêner les usagers pendant le week-end ainsi que par l'absence de discussions avec la direction.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

JOANINE ROY.

SOCIAL

VIENT DE PARAÎTRE
FRANCIS LEFEBVRE
15, rue Viète
Paris 17^e

LES IMPÔTS EN FRANCE 79/80
traité pratique illustré par l'exemple, 540 pages
Prix en notre librairie : 83 F - Franco 92 F.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.
Vous y trouverez également **LES BUREAUX** que vous recherchez.

Découvrez les champs sémantiques.

Pour mieux explorer la richesse des mots, le Larousse de la langue française dégroupes les homonymes de sens différents, et regroupe dans le même article les dérivés et les composés issus d'un même sens.

Ce classement méthodique a permis d'introduire une étonnante ampleur de vocabulaire. Avec plus de 76.000 mots, c'est le plus complet des dictionnaires de la langue en un seul volume.

Sous chaque mot, une présentation systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires.

Autre spécificité : une grammaire. A part et complète. Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique. Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.

Larousse de la langue française :
Le nouveau code de la langue.

INSCRIT AVANT LE 28 SEPTEMBRE :
VOUS PARLEREZ ANGLAIS A NOËL.

BERLITZ®
Depuis 1878

Opéra : (1) 742.13.39 - Champs-Élysées : (1) 720.41.60 - Nation : (1) 371.11.34 -
Panthéon : (1) 633.98.77 - Saint-Augustin : (1) 522.22.23 - Victor-Hugo :
(1) 800.84.58 - Boulogne : (1) 609.15.10 - La Défense : (1) 773.68.16 - Versailles :
(1) 950.08.70 - St-Germain-en-Laye : (1) 975.75.00, également à Bordeaux,
Cannes, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Strasbourg, Toulouse.

Langues Vivantes.

La méthode Berlitz est simple. Prenez une bonne décision de rentrée : appelez Berlitz. Aujourd'hui !

BERLITZ : LES LANGUES SUR MESURE.

stereoplay

UN ROBOT POUR VOS CASSETTES

Chaque mois la vérité (enfin) sur la hi-fi

Tous les matériels, tous les disques, toute la musique

stereoplay

Plus de 200 pages en couleurs - 10 francs

Le n° 1 est en vente chez votre marchand de journaux

TERRAIN A BATIR

Studios - 2 pièces de qualité

CICA

VENTE PARIS 15

VENTE PARIS 14

CICA B

ÉNERGIE

POINT DE VUE

Quelle crise ?

par MICHEL ROLANT (*)

NEUF organisations françaises se sont mises d'accord cet été pour lancer une pétition nationale sur l'énergie (1). Leur argumentation : il faut que, dans un domaine aussi important, tous les Français puissent participer à l'élaboration des choix ; il est urgent de préparer une politique différente de celle du gouvernement.

La première conséquence de ces deux certitudes a été tirée par les neuf organisations. Elles demandent la suspension du programme électro-nucléaire, en précisant avec réalisme ce que l'on continue et ce que l'on arrête.

S'il est vrai qu'il y a un risque de rupture dans l'approvisionnement énergétique de la France, c'est parce que depuis vingt ans l'utilisation de l'énergie a été orientée systématiquement vers le pétrole bon marché au détriment de toutes les autres ressources. On a laissé se créer une dépendance terrifiante par rapport à des pays au système politique fragile. On n'a même plus cherché à diversifier nos approvisionnements pétroliers.

L'Etat s'est incliné devant les politiques des grandes compagnies : les mineurs ont vu fermer leurs puits, la rage au cœur ; les hydrauliciens de l'É.D.F. ont été priés de se reconverter ; même le démarrage du nucléaire a été retardé ; quant aux énergies solaires, elles ont été déclarées bonnes pour le XXI^e siècle.

Depuis 1973, changement radical, mais avec le même biais on prépare l'après-pétrole par le tout-électrique. Et pour fabriquer cette électricité, on monte une gigantesque opération industrielle financée à coups de dizaines de milliards. Les Français, particuliers et producteurs, sont invités sans tarder à se prosterner devant la fée électricité.

Il est facile et tentant d'attribuer aux « pays arabes » toutes les sources de nos difficultés économiques. Ce qui est sûr, c'est que le manque d'explications sur la réalité des problèmes crée un climat d'incertitude propice à l'application de mesures à court terme ou à la fuite en avant au nom d'un hypothétique intérêt national.

dés au chauffage urbain), représente une diminution possible de la consommation d'énergie de plusieurs dizaines de millions de tonnes de pétrole si on les applique avec persévérance sur une période d'une dizaine d'années. L'enjeu d'une véritable politique d'économies d'énergie est considérable.

Alors, nous manquons d'électricité ? C'est possible, et ce n'est pas cette fois la « faute du pétrole ». Non pas parce qu'on ne construit pas assez de centrales électriques, mais parce que l'on construit uniquement et trop de centrales nucléaires et que l'on pousse incoincidence la consommation d'électricité. Mais si cette consommation est limitée aux usages spécifiques de l'électricité (éclairage, électro-ménager, transports électriques, moteurs électriques), si l'on n'utilise pas celle-ci pour le chauffage et que l'on cesse son gaspillage il y a suffisamment de moyens d'en produire pour qu'il n'y ait pas de crise à condition d'appliquer immédiatement une politique de diversification de la production par la construction de centrales au charbon, en priorité sur les gisements français, et la relance de l'équipement hydraulique.

En 1975, la consommation d'électricité pour les usages spécifiques, ou elle est, sinon toujours indispensable du moins très nettement supérieure aux autres formes d'énergie n'est évaluée environ à 130 milliards de kWh. Dans une hypothèse de forte croissance de ces usages, cette consommation pourrait atteindre 200 milliards de kWh en 1985 et 300 milliards en 2000. C'est dire que l'électricité que l'on peut considérer comme nécessaire « obligatoirement », sans aucun sacrifice d'ailleurs, peut être aisément produite d'ici la fin du siècle à concurrence de 120 milliards de kWh par les centrales nucléaires, 80 milliards par l'hydraulique et 120 milliards par les centrales thermiques classiques, essentiellement au charbon.

Rappelons, pour donner une signification plus concrète à ces chiffres, que 120 milliards de kWh devraient être, suivant les prévisions officielles, la production annuelle de la vingtaine d'unités nucléaires de 900 MWe déjà démarrées ou en construction au titre du premier contrat-pro-

gramme d'É.D.F. de 1974, que la production hydraulique est actuellement de 60 milliards de kWh et qu'en 1976 les centrales thermiques classiques ont produit 130 milliards de kWh. Cela montre que l'on peut marquer une pause très nette dans le programme nucléaire, ne pas se lancer dans la dangereuse aventure des surrégénérateurs et consacrer plus de moyens à la diversification des sources d'énergie, à une meilleure utilisation de l'énergie et au développement des énergies renouvelables.

Et puis il faudrait quand même reconnaître une fois pour toutes que l'opération qui consiste à produire du plutonium, le mettre dans un réacteur, en extraire de la chaleur avec du sodium, communiquer cette chaleur à de l'eau, en faire de l'électricité en perdant dans la transformation plus de la moitié de la chaleur initiale, transporter cette électricité sur quelques centaines de kilomètres et en perdre encore un peu, et l'utiliser finalement pour chauffer de façon intermittente de quelques dizaines de degrés de l'air ou de l'eau est une dangereuse et coûteuse énergie.

Le fait que les sources d'énergie deviennent plus chères par rapport à d'autres produits qu'elles ne l'ont été entre 1960 et 1973 n'est pas en soi le signe d'une crise de l'énergie. Le discours officiel doit être dénoncé.

On ne peut à la fois parler de crise de l'énergie et ne rien faire de sérieux pour l'éviter. On ne peut à la fois prôner les économies d'énergie et dire que rien ne doit freiner l'industrie dans son effort de restructuration et de concurrence à l'exportation, ce qui fait que l'industrie ne fait pas d'économie d'énergie, ce qui est pour elle-même très néfaste à long terme. On ne peut dire à la fois qu'il faut limiter la consommation d'électricité et accélérer le programme nucléaire. On ne peut à la fois gémir sur le prix du pétrole et déplorer les pollutions qu'il entraîne et ne développer ni l'énergie de la géothermie, ni l'énergie solaire, ni la récupération de la chaleur à un niveau significatif. On ne peut à la fois menacer d'augmenter le prix de l'essence et ne pas développer les transports en commun et relancer les chemins de fer, agiter le spectre de la rupture d'approvisionnement et fermer les lignes secondaires. On ne peut à la fois faire appel au civisme, au sens de l'économie, au bon sens et mentir en permanence, refuser au Parlement les moyens d'informations et de

Un enjeu considérable

En fait, de quelle énergie risquons-nous de manquer ? Est-ce de la chaleur ? Cette forme d'énergie correspond aujourd'hui à plus de la moitié des usages. Certes, la plus grande partie est produite par du fuel, qu'il s'agisse du chauffage des logements et des bureaux, de la production de vapeur industrielle, de l'eau chaude à multiples utilisations. Mais si il y a un jour en France une « crise de la chaleur », quelle imprévoyance de la part des dirigeants ! On peut en effet produire de l'eau chaude de façon déjà compétitive économiquement, avec des collecteurs solaires, on peut stocker cette eau chaude, on peut utiliser les nappes géothermiques, on peut utiliser le charbon pour de multiples usages, qu'il s'agisse du charbon national ou du charbon importé. Il ne se profile pas à l'horizon de crise du charbon, dont les ressources sont colossales et réparties dans des pays aussi divers que l'Allemagne, la Pologne,

l'U.R.S.S., les États-Unis, la Chine, l'Australie, ce qui diminue considérablement les risques politiques d'approvisionnement ; quant au charbon français, on sait que ses réserves sont plus importantes qu'on ne le dit et que la relance de son exploitation n'est pas du tout utopique. On peut aussi récupérer, une partie de la chaleur produite par les centrales électriques thermiques, qu'elles soient au fuel, au charbon ou au nucléaire.

Vis-à-vis de la consommation de chaleur, la réponse certainement la plus efficace et la plus sûre consiste ce que l'on a l'habitude de nommer les « économies d'énergie ». Il s'agit d'appliquer un certain nombre de mesures qui représentent un potentiel considérable : rénovation et isolation des logements anciens, isolation accrue des constructions neuves, contrôle et régulation des appareils et des circuits de chauffage, systèmes à « énergie totale », où la chaleur produite par un processus est réutilisée, cogénération de la chaleur et de l'électricité, généralisation du chauffage urbain (au Danemark, 25 % des maisons individuelles et 25 % des logements collectifs sont raccor-

és au chauffage urbain), représente une diminution possible de la consommation d'énergie de plusieurs dizaines de millions de tonnes de pétrole si on les applique avec persévérance sur une période d'une dizaine d'années. L'enjeu d'une véritable politique d'économies d'énergie est considérable.

Et les carburants ? Y aura-t-il une crise de ce côté ? Ici le problème est très sérieux. Pour la bonne raison qu'une énorme proportion des transports, qu'il s'agisse des transports de marchandises ou des personnes, se fait par des véhicules à essence, camions ou voitures individuelles. De la même façon que le charbon a été sacrifié dans le système de production d'énergie, le train et les transports en commun ont été sacrifiés dans les transports.

Le fait que les sources d'énergie deviennent plus chères par rapport à d'autres produits qu'elles ne l'ont été entre 1960 et 1973 n'est pas en soi le signe d'une crise de l'énergie. Le discours officiel doit être dénoncé.

On ne peut à la fois parler de crise de l'énergie et ne rien faire de sérieux pour l'éviter. On ne peut à la fois prôner les économies d'énergie et dire que rien ne doit freiner l'industrie dans son effort de restructuration et de concurrence à l'exportation, ce qui fait que l'industrie ne fait pas d'économie d'énergie, ce qui est pour elle-même très néfaste à long terme. On ne peut dire à la fois qu'il faut limiter la consommation d'électricité et accélérer le programme nucléaire. On ne peut à la fois gémir sur le prix du pétrole et déplorer les pollutions qu'il entraîne et ne développer ni l'énergie de la géothermie, ni l'énergie solaire, ni la récupération de la chaleur à un niveau significatif. On ne peut à la fois menacer d'augmenter le prix de l'essence et ne pas développer les transports en commun et relancer les chemins de fer, agiter le spectre de la rupture d'approvisionnement et fermer les lignes secondaires. On ne peut à la fois faire appel au civisme, au sens de l'économie, au bon sens et mentir en permanence, refuser au Parlement les moyens d'informations et de

(1) Amis de la terre, C.F.D.T., C.R.C.V., C.S.F., G.S.I.N., Jeunesse, M.R.G., P.S., P.S.U., U.F.C. (que choisir ?). D'autres organisations les ont rejointes.

**QUAND L'ACTUALITÉ
SUIT LE PAPA A NEW YORK, ELLE NE VOIT
QUE SON POUVOIR POLITIQUE.**

Le Journal du dimanche
LE QUOTIDIEN DU 7^e JOUR

Septième jour
SUPPLÉMENT GRATUIT DU JOURNAL DU DIMANCHE

REDECOUVREZ AUSSI SON POUVOIR RELIGIEUX.
L'actualité est parfois séculaire. Ainsi la visite du Pape à New York : c'est un geste politique et un important discours à l'ONU. Mais c'est aussi une immense joie pour les 6.500.000 catholiques New-Yorkais. Dans 7^e Jour, vous découvrirez leurs visages, leurs églises, comme si vous y étiez : avec ses journalettes les moments forts de la semaine à venir. Ouvrez 7^e Jour. Semaine après semaine, vous découvrirez en famille la première encyclopédie de l'actualité du 7^e Jour. Le supplément gratuit du Journal du dimanche. Chaque dimanche, depuis le 23 septembre.

Après la réunion des ministres de la solidarité des pays arabes, l'Arabie Saoudite se manifeste

À Paris, les ministres de la Solidarité des pays arabes ont tenu leur réunion. L'Arabie Saoudite, qui a été l'initiateur de cette initiative, s'est manifestée par une déclaration très nette. Elle a affirmé que la solidarité entre les pays arabes est une nécessité absolue, surtout à l'heure où la crise de l'énergie se fait de plus en plus aiguë. Elle a également souligné l'importance de la coopération économique et technique entre les pays arabes, afin de surmonter les difficultés communes.

Un pari

Le pari est simple : si l'on ne fait rien, la crise de l'énergie va devenir insurmontable. Mais si l'on agit, si l'on prend des mesures décisives, on peut éviter le pire. C'est le pari que nous faisons. C'est le pari de la responsabilité. C'est le pari de l'avenir. Car l'énergie, c'est la base de notre civilisation. C'est la source de notre développement. C'est la clé de notre prospérité. Nous ne pouvons pas nous permettre de la laisser échapper. Nous devons la protéger. Nous devons la défendre. Nous devons la faire fructifier. C'est notre devoir. C'est notre responsabilité. C'est notre pari.

AGRICULTURE

LES PRIX AGRICOLES VONT AUGMENTER DANS CINQ PAYS DU MARCHÉ COMMUN

Les prix agricoles vont augmenter dans cinq pays du Marché commun : l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Cette augmentation est due à une série de facteurs, dont le principal est la hausse des coûts de production. Les agriculteurs ont dû faire face à une augmentation des prix des engrais, des produits vétérinaires et des services vétérinaires. Ils ont également dû faire face à une augmentation des prix du travail et des machines agricoles. Cette hausse des coûts a entraîné une augmentation des prix de vente des produits agricoles.

ROYAUME-UNI

OFFICE NATIONAL DE L'ALIMENTATION DE LA ZONE CÔTIÈRE EST

AVIS DE CONCOURS

Le concours est ouvert à tous les citoyens du Royaume-Uni. Les candidats doivent être âgés de plus de 18 ans et résider en Grande-Bretagne. Les inscriptions sont closes le 30 septembre 1979.

ÉNERGIE

APRÈS LA RÉUNION DES MINISTRES DES SEPT PRINCIPAUX PAYS OCCIDENTAUX

- La solidarité des pays consommateurs est renforcée
- L'Arabie Saoudite va maintenir un haut niveau de production

Réunis le 28 septembre à Paris, les ministres chargés de l'énergie des sept principaux pays occidentaux (États-Unis, Canada, Japon, Italie, R.F.A., Grande-Bretagne et France) ont confirmé les engagements pris par leurs chefs d'État et de gouvernement le 29 juin, à Tokyo. Ils ont entériné les niveaux-plafonds de leurs importations pétrolières pour 1985 et décidé d'enregistrer mensuellement les transactions pétrolières afin d'avoir une meilleure connaissance des marchés libres (Rotterdam, Gênes, Caracas).

Les États-Unis se sont engagés à mettre au point une procédure de quotas d'importation afin de tenir leurs objectifs, et ont annoncé la suppression à compter du

14 octobre de la subvention de 5 dollars par baril aux achats de fuel domestique par leurs compagnies. Les Sept ont réaffirmé la prééminence de l'énergie nucléaire parmi les énergies de substitution et créé un groupe international sur la technologie de l'énergie.

D'autre part, l'Arabie Saoudite, le principal exportateur de l'OPEP, a annoncé le 28 septembre qu'elle continuerait à produire 9,5 millions de barils par jour jusqu'à la fin de l'année. La décision saoudienne de dépasser d'un million de barils par jour le plafond que le royaume s'était fixé avait permis une détente du marché dès le mois de juillet.

En revanche, le dialogue entre les pays

du Golfe et ceux de la C.E.E. ne s'établit pas sans difficultés. Dans les coulisses de la réunion de Paris, on estimait désormais peu probable qu'un tel dialogue s'instaure avant 1980. Et si le ministre du pétrole des Émirats arabes unis, M. Al Oteiba, vient d'affirmer : « Les pays arabes du Golfe sont prêts à entamer un dialogue total avec la C.E.E. dans le domaine de la coopération économique », l'Algérie vient de faire connaître son opposition. Dans un commentaire autorisé, l'Algérie Presse Service juge en effet cette rencontre peu compatible avec l'unité du monde arabe, l'appartenance à l'O.P.A.E.P. et à l'O.P.E.C. L'esprit du dialogue européen, la position des non-alignés et l'unité des pays en développement.

Un pari

« Nous avons fait mieux que pour un Japon », affirmait, satisfait, M. Giraud au soir d'une journée où les ministres chargés de l'énergie des sept principaux pays industrialisés venaient de confirmer tous les engagements pris trois mois auparavant à Tokyo.

Les Neuf avaient dans la matinée fait un effort pour « gagner » les quelques millions de tonnes de pétrole qui leur permettaient de présenter des objectifs cohérents d'importations pétrolières. État par État, pour 1985. Dès lors, Japonais et Américains ne pouvaient plus revenir sur leurs promesses antérieures. L'instauration des quotas d'importation pour tenir les objectifs avancés et la suppression de la pérennité qui aboutissait à subventionner les achats de fuel domestique sur les marchés libres par les compagnies américaines découlaient logiquement de l'accord intervenu sur les plafonds d'importation et sur l'enregistrement des transactions sur les marchés libres.

Cet enregistrement sera-t-il efficace et permettra-t-il de limiter la spéculation ? Compte tenu des délais de transport, un enregistrement mensuel amènera les gouvernements à agir trois mois après l'achat du pétrole. Voilà qui est bien long. « Il n'était pas question de se battre sur

les détails », disait M. Giraud, qui s'en serait voulu d'entamer la belle unanimité qui régnait avenue Kléber. Du reste, lorsque le ministre français proposa à ses collègues d'aller plus loin en accélérant l'information par un système de « téléphone rouge » et en réclamant aux producteurs une facture qui accompagnerait chaque cargaison, le ministre allemand, M. Lambrecht, lui répondit que, pour imposer un tel système, il faudrait toucher au peu qu'il en restait.

Née, selon la délégation française, de l'inquiétude qui règne dans les milieux occidentaux du fait de l'atomisation d'un marché pétrolier dont les « majors » ont perdu la maîtrise, la cohésion dont ont fait preuve les Sept à Paris est sans nul doute un facteur positif.

Certains des programmes énergétiques annoncés sont fort ambitieux : la dépendance pétrolière du Japon doit ainsi passer de 75 % en 1979 à 65 % en 1985 et à 50 % en 1990 ; celle de la France de 80 % en 1979 à 45 % en 1985. De la réussite de ces politiques — donc, il faut l'avouer, de la capacité de ces pays à développer leurs programmes nucléaires — dépend le respect des objectifs fixés. Un pari qui avait déjà été fait au lendemain de la crise de 1973 et qui est loin d'être gagné. — B. D.

Les acquis de la réunion

Importations pétrolières

● ÉTATS-UNIS. — Pour 1979, les États-Unis se sont engagés à limiter leurs importations à 8,2 millions de barils par jour (1). Dans les quinze jours, la Maison Blanche va mettre au point une procédure de quotas d'importation — ce qui relève du pouvoir réglementaire — afin de réussir à tenir cet objectif. De plus, les États-Unis se sont engagés à annuler le 31 octobre la « subvention » de 5 dollars par baril accordée aux compagnies américaines pour qu'elles achètent des produits fins (fuel domestique principalement) sur les marchés libres.

Pour 1985, le chiffre de 8,5 millions de barils par jour est confirmé.

● JAPON. — Le Japon a gardé pour 1985 l'engagement pris à Tokyo de plafonner ses importations dans une fourchette de 6,3 à 6,9 millions de barils par jour. Le ministre japonais du Commerce extérieur et de l'Industrie, M. Esaki, a cependant précisé que son gouvernement fixait ses objectifs sur 6,3 millions de barils quotidiens.

● C.E.E. — Pour 1979, les Neuf s'en tiennent à un objectif de consommation de 400 millions de tonnes (cela n'implique donc pas la reconstitution des stocks, qui a été forte).

Pour 1985, les Neuf — après un accord intervenu dans la matinée du 28 septembre — ont présenté des engagements de plafonds d'importations pétrolières : État par État : Belgique, 31 millions de tonnes (36,5 en 1978) ; Danemark, 11 M.T. (16,3) ; France, 111 M.T. (112) ; Grande-Bretagne, 5 M.T. (47,2) ; Irlande, 8 M.T. (5,8) ; Italie, 124 M.T. (95) ; Luxembourg, 2 M.T. (1,4) ; Pays-Bas, 49 M.T. (35,5) ; R.F.A., 141 M.T. (138,3).

Les marchés libres

Un accord est intervenu pour procéder à l'enregistrement mensuel des transactions de pétrole brut sur les marchés libres. Les États vont donc se doter des moyens de connaître ces transactions (prix, quantités, qualités) et transmettre ces informations.

(1) 1 baril = 0,16 tonne métrique.

● Deux centrales électriques solaires d'une puissance totale de 500 kilowatts/heure vont être réalisées près d'Almería, dans le sud de l'Espagne, par huit pays membres de l'Agence internationale de l'énergie : Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, États-Unis, Espagne, Grèce, Suède et Suisse. Le premier contrat, d'une valeur de 14,7 millions de dollars, qui porte sur la construction d'une centrale à « récepteur central », a été conclu avec la société allemande Interatom. Le deuxième, d'une valeur de 12,4 millions de dollars, qui porte sur la construction d'une centrale à « collecteurs distribués », a été confié à un consortium regroupant la société américaine Acurex, la société allemande M.A.N. et la société espagnole Technicas Reunidas.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE
6, rue Patrice-Lumumba - RABAT
ALIMENTATION EN EAU POTABLE
DE LA ZONE CÔTIÈRE ENTRE RABAT ET CASABLANCA

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL

ASSISTANCE TECHNIQUE

Dans le cadre de la réalisation des travaux de la zone côtière entre Rabat et Casablanca, l'ONEP lance le présent concours pour la mise à disposition de spécialistes de génie civil électromécanique, électricité pour :

Assistance au contrôle des travaux

Les bureaux d'études et ingénieurs-conseils intéressés peuvent retirer le dossier de concours à l'Office National de l'Eau Potable, 6, rue Patrice-Lumumba, Rabat (Maroc). La date de remise des offres est fixée au mardi 18 octobre 1979, à 12 heures dernier délai.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Direction de l'Infrastructure
et des Équipements Universitaires
OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres International est lancé en vue de la fourniture de matériel de Reliure, de Laboratoire et de Photocopie, constituant un Lot unique destiné à l'imprimerie de l'Office des Publications Universitaires.

Cet Appel d'Offres comprend :

- 1) MATÉRIEL DE RELIURE :
— 1 Assemblée à 12 Postes,
— 1 Encartageur Fiquet,
— 1 Coucheuse à fil textile,
— 1 Plieuse Automatique.
- 2) MATÉRIEL DE LABORATOIRE :
— 1 Machine à développer les films,
— 1 Machine à développer Automatique,
— 1 Aggrandisseur de sélection,
— 1 Densitomètre (trait) par réflexion,
— 1 Densitomètre (contact).
- 3) MATÉRIEL DE PHOTOCOPIE :
— 1 Appareil à photocopier.

Les soumissionnaires intéressés pourront retirer le Cahier des Charges de la parution du présent avis auprès de :

— L'OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES, « O.P.U. », 28, rue Abou-Nouas - HYDRA (ALGER).

Les Offres accompagnées des pièces administratives et fiscales requises par la législation en vigueur devront parvenir sous double enveloppe cachetée à l'adresse suivante :

— OFFICE DES PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES, « O.P.U. », 28, rue Abou-Nouas - HYDRA (ALGER).

L'enveloppe extérieure devra porter la mention suivante : « APPEL D'OFFRES N° 88/79 POUR LA FOURNITURE DE MATÉRIEL DE :

— RELIURE,

— LABORATOIRE,

— PHOTOCOPIE.

« A NE PAS OUVRIR » AVANT LE 30 OCTOBRE 1979, DELAI DE RIGUEUR.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date de la clôture de remise des Offres.

SALON PERMANENT DU SIEGE
MAI
57 rue de la République
Paris 11^e - 805-23-22
Cadre à tout acheteur

VISITEZ NOTRE ATELIER
ARTISANAL DE FABRICATION
EXPOSITION D'ARTISANAT - MODELES
SELECTIONNES STYLE CONTEMPORAIN
NOUS FABRIQUONS SUR MESURE
PRIX : QUALITE - CONFORT

AGRICULTURE

LES PRIX AGRICOLES VONT AUGMENTER DANS CINQ PAYS DU MARCHÉ COMMUN

Les ministres de l'Agriculture des Neuf, réunis en session informelle à Dublin, ont décidé d'augmenter les prix agricoles au Danemark, en Italie, en Irlande, en France et en Grande-Bretagne. Ces mesures font suite à la récente dévaluation du deutschemark et à la dévaluation

de la couronne danoise ; en modifiant le niveau de l'ECU, cela devrait normalement modifier les montants compensatoires monétaires.

Les ministres se sont mis d'accord d'une part sur une stabilisation des M.C.M. « positives » de la R.F.A., ce qui correspondra à une légère baisse des prix agricoles dans ce pays, et sur la diminution des M.C.M. « positives » du Benelux (de 2,5 %, ceux-ci passant à 1,5 %).

La France dévaluera le franc vert de 1,2 %, ce qui entraînera une augmentation équivalente des M.C.M. « négatifs », qui restent ainsi fixés à 2,7 %. Cette mesure devra se traduire par une augmentation des prix d'intervention en France de 1,05 %. Les « monnaies vertes » de l'Italie et de la Grande-Bretagne seront dévaluées de 1,2 point, la livre irlandaise de 1 point et la couronne danoise de 2,5 points. Ces mesures permettront de ne pas aggraver les écarts entre les M.C.M. « positives » et « négatives », qui perturbent les échanges agricoles à l'intérieur de la Communauté. Elles devront, pour entrer en vigueur le 1^{er} octobre, être adoptées officiellement par les gouvernements des Neuf, puisque la décision des ministres de l'Agriculture de Dublin était simplement « informelle ».

UNE RÉFORME DU RÉGIME DE GARANTIE DES CALAMITÉS AGRICOLES

Le Journal officiel du 25 septembre publie un décret du 21 novembre portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 10 juillet 1964 organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles. Ce décret fixe dans le détail la composition de la commission nationale des calamités agricoles, et tous les aléas de la procédure : constatation des dommages, constitution des dossiers de demande d'indemnisation, évaluation des dommages, conditions d'indemnisation.

Le caractère de calamité devra être reconnu par la commission nationale. Celle-ci ayant donné son avis, l'agriculture, qui se jugera concernée constituera, lui-même son dossier. L'indemnité sera versée qu'aux exploitants sérieusement touchés, sur avis de la direction départementale de l'agriculture assistée du comité départemental d'expertise. Le calcul de l'indemnisation ne se fera plus par rapport à la seule rapport à la production totale de production sinistrée, mais par l'exploitation.

Enfin, un second décret définit les conditions d'obtention des prêts bonifiés qui seront réservés aux agriculteurs dont les pertes représenteront un pourcentage minimum de la production brute totale de l'exploitation.

Cette réforme a été décidée après la constatation par la Cour des comptes des abus qui avaient été commis dans plusieurs départements ces dernières années (Le Monde du 13 juillet 1979).

"LOCATION, VENTE" SUR 3 ANS AU VALLONA GAGNEZ DU TEMPS ET DES M².

GAGNEZ DE L'ESPACE AU DEHORS ET AU DEDANS

L'architecture du Vallona, vivante et découpée est ouverte sur le parc de la Défense : le parc est aménagé, vallons et massifs rythment la promenade sur une étendue de 17 hectares. Balcons, terrasses, jardins privatifs, individualisent la plupart des appartements. Le choix s'établit entre studios, deux, quatre, cinq et six pièces. Tous les plans sont étudiés avec soin : studio 34 à 41 m², 5 pièces 99 à 118 m² et plusieurs appartements de quatre cinq et six pièces sont en duplex.

GAGNEZ DU TEMPS : NANTERRE PLACE DE L'ÉTOILE EN 7 MINUTES PAR LE RER

Le Vallona se situe à côté de La Défense, en face de la préfecture de Nanterre : vous gagnez du temps, le temps des occupations et le temps de vivre, car la vie quotidienne s'organise facilement : la station Nanterre Préfecture est à 200 m, les commerces (centre commercial en cours de réalisation), les écoles, les crèches sollicitent une vie de quartier et vous rencontrez vos voisins, qu'ils soient locataires au Vallona ou qu'ils travaillent dans les bureaux. Les enfants vivent au grand air, profitent des terrains de jeux en toute confiance car les voies piétonnes les protègent.

*Le loyer est déterminé en fonction du prix de l'appartement, prix valeur septembre 79

LA "LOCATION, VENTE" SUR 3 ANS

Au Vallona vous emménagez immédiatement dans un appartement dont vous pourrez devenir propriétaire dans 3 ans : par exemple la première année, vous louez un 5 pièces de 99 m² à partir de 3 200 F* par mois ; toutes les sommes versées (hors charges) constitueront votre apport personnel. Venez visiter notre appartement modèle et l'appartement de votre choix. Nous vous présenterons les multiples avantages de notre formule de "Location, Vente" sur 3 ans. Sur place : le Vallona - 6, rue Salvador Allende - 92000 Nanterre - tél. 721 79 08 samedi, dimanche et jours fériés de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Lundi de 14 h à 18 h. Ou en semaine, à la Boutique OCIL : 55, bd Malesherbes - 75008 Paris - tél. 261 81 15.

LES LOSANGES

LE VALLONA, EN FACE DE LA PRÉFECTURE DE NANTERRE.

Il me serait agréable de recevoir une documentation sans engagement de ma part.
NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TEL. _____
Retourner ce bon à la Boutique OCIL, Le Vallona, 55, bd Malesherbes - 75008 PARIS.

AFFAIRES

Automobile: un été exceptionnel

L'industrie automobile continue de se bien porter. De nouveaux records de production, d'exportation et d'immatriculation de véhicules neufs ont été battus en juillet et en août, tandis que le marché des véhicules d'occasion connaissait lui aussi une progression importante.

Selon la chambre syndicale des constructeurs, le placement de nouveaux modèles d'un style plus sobre et l'étalement des congés dans les usines ont permis d'obtenir des résultats qualitatifs d'exceptionnellement favorables. Pour les mois de juillet et août, les huit premiers mois de l'année, les résultats sont les suivants :

● **Productions** : 358 473 unités (+ 21,6 %) en deux mois et 3 075 190 unités (+ 6,2 %) en huit mois.

● **Exportations** : 234 497 (+ 41,5 %) et 1 110 731 (+ 10,4 %).

● **Immatriculations** : 263 953 (+ 10,1 %) et 1 348 103 (+ 3,4 %).

La production des véhicules utilitaires a également progressé en juillet-août : + 11,4 % pour les unités de moins de 6 tonnes ; + 22,7 % pour les plus de 6 tonnes, mais pour les huit premiers mois de l'année la production de cette catégorie de véhicules est encore en retard de 7,8 % par rapport aux huit premiers mois de 1978.

La chambre syndicale relève par ailleurs que le solde du commerce extérieur de l'automobile a atteint, au premier semestre, 13,8 milliards (1,4 milliard pour les véhicules et 4,4 milliards pour les équipements), en augmentation de 14 % sur la période correspondante de 1978.

Occasions: le marché n'est pas morose

Au cours d'une conférence de presse, destinée à présenter l'exposition nationale des véhicules d'occasion qui s'ouvrira le 28 septembre, à Paris, M. Bernasconi a dressé le bilan de ce marché. Selon le président de la Chambre syndicale nationale du commerce de la réparation automobile, le commerce des véhicules d'occasion n'est pas une activité marginale. En effet, deux ventes de voitures neuves sur trois sont conclues sur la base d'une reprise.

On achète en moyenne en France deux voitures d'occasion pour une neuve. « Contrairement à ce que beaucoup pensent, le marché des véhicules d'occasion n'est pas morose », a déclaré M. Bernasconi. Entre 1977 et 1978, les ventes ont augmenté de 9,9 % (contre + 2 % pour les véhicules neufs) et celles des sept premiers mois de 1979 par rapport à la même période 1978, de 6,8 % (contre + 5 % pour les neufs), sué-encore.

Mais cette situation ne saurait masquer les inquiétudes de la C.S.N.C.R.A. (Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile) : le mar-

ché des voitures d'occasion de plus de 17 CV, dont la part est certes faible (2 à 3 %), risque de pâtir de cette année du projet gouvernemental d'augmenter fortement, en novembre 1980, la vignette pour cette catégorie, projet que la profession qualifie de « dangereux et démographique ». Plus généralement, la C.S.N.C.R.A. critique les mesures pénalisant l'automobile : l'augmentation du prix des contraventions, de l'essence, de la vignette.

D'autre part, un récent arrêt de la cour de cassation les inquiète. En condamnant un professionnel de la réparation pour n'avoir pas indiqué à un acheteur de voiture d'occasion que celle-ci avait été auparavant accidentée, la Cour a créé une situation nouvelle « grave », estime la chambre syndicale. Si le vendeur d'un véhicule accidenté mais remis en état selon les normes est obligé de le déclarer, il subit un préjudice financier contre lequel la chambre syndicale voudrait précautionner ses adhérents.

LE P.D.G. DE L'ANCIENNE SOCIÉTÉ MANUFACTURE A DONNÉ SA DÉMISSION

(De notre correspondant.)
Sous-Edouard, M. Pierre Bouteaux, P.D.G. de l'ancienne société Manufacture, qui a signé un contrat de location-gérance avec la Société nouvelle d'exploitation, a donné sa démission de la présidence générale ordinaire des actionnaires du 26 septembre, démis des fonctions qu'il assumait bénévolement depuis juin.

Les actionnaires, jugeant avoir été spoliés sans avoir pu faire entendre leur voix, ont mené un baroud d'honneur en refusant notamment d'approuver le bilan des comptes de l'exercice 1978. Ils ont cependant accepté l'affectation de la perte d'exercice s'élevant à plus de 116 millions au compte « Report à nouveau ».

Plus logiques avec eux-mêmes, ils n'ont pas confirmé pour une durée de six ans dans leurs mandats d'administrateurs les deux conseillers municipaux MM. Bruno Vennin (P.S.) et René Nicolas (P.C.). C'est ce vote qui entraine la démission de M. Bouteaux, celui-ci estimant que, en dehors de toute considération politique, il ne pouvait poursuivre sa mission sans avoir à ses côtés des représentants de la ville de Saint-Etienne, principal actionnaire.

Ce péripétie ne devrait pas avoir de conséquences véritables sur la marche de la nouvelle société Manufacture.

● **ERRATUM** — Dans l'article sur les sociétés de services en informatique, paru dans le supplément SICOBS du 19 septembre, nous avons par erreur attribué à la SERISA l'équipement de l'agence Tass. C'est STERIA qu'il fallait lire.

UNE « RALLONGE » DE 1,8 MILLIARD POUR LA SIDERURGIE

(Suite de la première page.)

L'ensemble de ces opérations représente une dépense de plusieurs milliards de francs, que les deux sociétés sidérurgiques ont bien en peine de financer avec les moyens du bord. En dépit de la prise en charge par le Trésor d'une dette de 22 milliards de francs (et de 2 milliards de francs d'annuités), Usinor a perdu 2,5 milliards de francs du 1^{er} janvier 1978 au 30 avril 1979 ; Seelcor a enregistré un nouveau déficit de 1 milliard de francs en 1978. L'exercice 1979 ne permettra pas encore le recours à l'équilibre. Les deux sociétés doivent donc boucher le trou pour leur exploitation et leurs investissements.

M. Monory, ministre de l'économie, avait, en octobre 1978, dit aux parlementaires, justement inquiets, que les investissements nouveaux de la sidérurgie seraient financés par « l'importance que prêterait habituellement ». Mais il faut croire que les « prêteurs habitués » à savoir les banques, qui avaient déjà consenti quelques sacrifices, se montrent rétifs. En fait, le gouvernement savait, dès le départ, qu'il lui faudrait fournir une « rallonge ».

Sans doute celle-ci s'effectuera-t-elle sous forme de prêts classiques, remboursables en dix à quinze ans avec des taux d'intérêt supérieur à 10 % (sauf bonification par les pouvoirs publics) et non pas sous la forme de prêts participatifs sans intérêt, avec remboursement au bout de vingt ans. Sans doute, encore, M. Monory pourra-t-il promettre que ce sera « la dernière fois », avec une chance, cette fois-ci, que la promesse puisse être tenue. Reste que, le 9 octobre 1978, M. Schwartz (R.P.R.), rapporteur de la commission parlementaire de la production et des échanges, avait à juste titre constaté « un vide » dans le plan de sauvetage de la sidérurgie en ce qui concernait ses investissements de modernisation.

La nature a horreur du vide. C'est bien connu. Ne pas aider la sidérurgie, quasi « propriété de l'Etat », à se remettre en selle pour de bon serait totalement illogique. Alors pourquoi ne pas l'avoir dit tout de suite ? — P.R.

REDRESSERMENT TRÈS SENSIBLE DES RÉSULTATS DE PUK

Le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK) fait état d'un redressement sensible de ses résultats, qui émanent en forte diminution depuis 1979. Pour le premier semestre 1979, le bénéfice net consolidé du groupe passe de 210 millions de francs à 210 millions de francs, en comptant non tenu des plus-values de cession (140 millions de francs) contre 30 millions de francs. Les filiales françaises, déduites en 1978, sont redevenues bénéficiaires, compte tenu des pertes d'Ugine-Aders qui ont été sensiblement inférieures à celles du premier semestre 1978.

L'activité des filiales étrangères demeure satisfaisante, et l'amélioration générale enregistrée depuis le début de l'année se maintient actuellement, notamment sur le marché de l'aluminium (35 % du chiffre d'affaires). Rappelons que le groupe PUK, après avoir éprouvé une perte de 159 millions de francs en 1976, avait vu ses bénéfices remonter jusqu'à 377 millions de francs en 1977 pour revenir à 261 millions de francs en 1978.

LA SOCIÉTÉ DES USINES ROSIÈRES SERAIT À VENDRE

La société des usines Rosières, troisième fabricant français d'appareils de cuisine domestiques et professionnels (four, cuisinières, éléments électrodomestiques) dont les actions ont débuté en Bourse de 1971 depuis le début de l'année, serait à vendre.

Plusieurs groupes s'intéressent à l'affaire. Le président de la firme nous a confirmé qu'il était disposé à « étudier les offres qui lui seraient faites » et qu'il avait déjà noté des contacts avec un groupe français.

La société des usines Rosières a réalisé en 1978 un chiffre d'affaires de 89 millions de francs et un bénéfice net de 7,17 millions (contre 2,9 millions en 1977). Son capital est détenu à hauteur de 83 % par la famille du président, M. Jacques Dabot; le reste des actions (16 000) étant réparti dans le public.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉPARGNE - CROISSANCE (SICAV)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le mardi 25 septembre 1979, sous la présidence de M. Gérard Liewellyn, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin.

Les revenus distribuables de l'exercice s'élevaient, compte tenu du report bénéficiaire de l'exercice précédent à 12 585 531,34 F, ce qui permet la mise en distribution d'un dividende de 23,80 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,44 F, soit un revenu global par action de 25,24 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 25 septembre 1979 et sera matérialisé par deux coupons :

— Coupon n° 15, soumis au régime fiscal des obligations de 13,32 F, assorti d'un crédit d'impôt de 1,44 F, soit un total de 14,76 F ;

— Coupon n° 17, de 10,48 F, assorti d'un crédit d'impôt de 3,27 F, soit un total de 13,75 F, dont 6,90 F correspondant aux revenus d'actions françaises et ouvrant éventuellement droit à l'abattement de 3 000 F institué sur les revenus de cette nature.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société, en exonération du droit d'entrée.

L'assemblée générale a renouvelé, pour une durée de six ans, le mandat d'administration de M. Pierre Bailey et confirmé la nomination de M. Daniel Olichonnel comme administrateur, en remplacement de M. Jean Gagné, démissionnaire.

Les comptes de la société avec la loi 79.12 du 3 janvier 1979.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIERE

Les conseils des deux sociétés ont arrêté les conditions envisagées pour l'absorption par la Compagnie métallurgique et minière (C.M.M.) de sa filiale la Société des forges de Chelles (S.F.C.), absorption qui sera réalisée en même temps que celle des deux sociétés SODICOR et S.O.E. Ces conditions prévoient notamment l'échange d'une action S.F.C. de valeur nominale 300 F contre trente et une actions C.M.M. de valeur nominale 100 F. L'ensemble des opérations de fusion se traduira, après annulation des actions C.M.M. trouvées dans le patrimoine des S.F.C. et S.O.E., par une augmentation nette du capital de C.M.M. de 1 271 500 F, représentée par 12 715 actions nouvelles, et par la constitution d'une prime de fusion de 1 487 411 F.

RANK XEROX

Un renforcement dans le télécopie

Le Xerox-485, nouvel équipement de fac-similé permettant de transmettre une lettre par téléphone en une minute, est présenté actuellement au SICOBS.

Le Xerox-485, entièrement automatique, se connecte au réseau téléphonique ordinaire, imprime le document à transmettre, le transmet par Xerox-485 déjà existant. Le dossier d'appréciation de ce matériel a été déposé au secrétariat d'Etat aux P.T.T.

BOURSE DU BRILLANT

communiquant le MARCHÉ DU BRILLANT

Prix d'un brillant rond spectamen 1 CARAT

13 SEPT. : 107,583 F T.T.C. + commission 4,90 %

M. GÉRARD, JOAILLIERS

8, avenue Montaigne - Paris (8^e)

Tél. : 339-81-95

EXPERT-COMPTABLE

ou Titulaire Certificats comptables, juridiques, économiques

PROBATOIRE D.E.C.S. avec des COURS par CORRESPONDANCE

A VOTRE RYTHME en bénéficiant d'une Ecole expérimentée reconnue par l'Etat

ENOES Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale Etablissement Privé d'Enseignement Technique et Supérieur 62, rue de Miromesnil 75008 Paris Tél. 522.55.56 +

INTERTECHNIQUE

Société anonyme au capital de 30 000 000 F

Siège social : 61, rue Pierre-Curie - 75010 PLAISIR

AUGMENTATION DE CAPITAL

Augmentation de capital de 30 000 000 F à 35 119 700 F par l'émission de 50 159 actions nouvelles, de 100 F nominal, à souscrire en numéraire.

Jouissance des actions nouvelles : 1^{er} janvier 1979.

Prix d'émission : les actions nouvelles de 100 F nominal seront émises au prix de 300 F chacune, soit avec une prime d'émission de 200 F.

Droit préférentiel de souscription : (coupon n° 25).

● à titre irréductible : une nouvelle pour cinq anciennes ;

● à titre réductible : souscription admissa.

Délai de souscription : du 1^{er} au 31 octobre inclus.

Etablissements domiciliaires :

● Banque Rivaud, 13, rue N.-D.-des-Victoires - 75002 PARIS.

● Banque Rothschild, 21, rue La Fayette - 75009 PARIS.

● Crédit Lyonnais, 10, boulevard des Capucins - 75002 PARIS.

● Société Générale, 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

● Banque Nationale de Paris, 16, bd des Capucins - 75002 PARIS.

● Crédit Comm. de France, 103, av. Ch.-Elysées - 75008 PARIS.

Une note d'information, relative à la présente augmentation de capital, qui a reçu le visa n° 79-110 de la Commission des Opérations de Bourse, en date du 4 septembre 1979, peut être obtenue en s'adressant à : Service « Information des actionnaires » de la société, 75010 PLAISIR. (Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 24 septembre 1979.)

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Dividende global 6,90 F (contre 6,39 F)

Le conseil d'administration de la Compagnie financière de développement des entreprises s'est réuni le mardi 18 septembre 1979.

Les résultats de l'exercice 1978-1979, qui s'est terminé le 30 juin 1979, ont été présentés et approuvés par le conseil d'administration de la société, dont apparaît un bénéfice net de 21,6 millions de francs, en progression de 40 % sur celui de l'exercice précédent.

Le bénéfice net ressort à 21,6 millions de francs, contre 15,4 millions de francs, en 1978, et par la constitution d'une prime de fusion de 1 487 411 F.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire de distribuer un coupon par action de 4,00 francs (soit d'un avoir fiscal de 2,30 francs), soit 21,6 millions de francs au total.

Le coupon de 4,00 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 1,44 F, soit un total de 5,44 F, sera distribué le 25 septembre 1979.

Le coupon de 4,00 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 1,44 F, soit un total de 5,44 F, sera distribué le 25 septembre 1979.

Le coupon de 4,00 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 1,44 F, soit un total de 5,44 F, sera distribué le 25 septembre 1979.

Le coupon de 4,00 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 1,44 F, soit un total de 5,44 F, sera distribué le 25 septembre 1979.

Le coupon de 4,00 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 1,44 F, soit un total de 5,44 F, sera distribué le 25 septembre 1979.

Le coupon de 4,00 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 1,44 F, soit un total de 5,44 F, sera distribué le 25 septembre 1979.

Le coupon de 4,00 francs, assorti d'un crédit d'impôt de 1,44 F, soit un total de 5,44 F, sera distribué le 25 septembre 1979.

LES MAR

PARIS

BOURSE DE PARIS - 28 SEPTEMBRE

Les cours de la Bourse de Paris ont été marqués par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

Les valeurs françaises ont été plus résilientes, malgré la hausse des taux.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

Les valeurs françaises ont été plus résilientes, malgré la hausse des taux.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

Les valeurs françaises ont été plus résilientes, malgré la hausse des taux.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

Les valeurs françaises ont été plus résilientes, malgré la hausse des taux.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

Les valeurs françaises ont été plus résilientes, malgré la hausse des taux.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

Les valeurs françaises ont été plus résilientes, malgré la hausse des taux.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

Les valeurs françaises ont été plus résilientes, malgré la hausse des taux.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

Les valeurs françaises ont été plus résilientes, malgré la hausse des taux.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

Les valeurs françaises ont été plus résilientes, malgré la hausse des taux.

Les valeurs de la Bourse de Paris ont été marquées par une certaine nervosité, sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Le CAC 40 a terminé à 1 129,25 points, en baisse de 12,50 points par rapport à la veille.

Les valeurs étrangères ont été particulièrement touchées par la hausse des taux.

